

aktuell

- 
- **Wer etwas verändern will, muss sich engagieren!**
 - **Celui qui veut changer quelque chose, doit s'engager!**



Comment contacter l'OGBL?

Pour un conseil ou une assistance en matière de droit du travail ou de droit social vous pouvez vous adresser au Service Information, Conseil et Assistance (SICA) de l'OGBL en composant le numéro de téléphone unique suivant: (00352) 2 65 43 777 ou bien envoyer un courriel à l'adresse e-mail suivante: info@ogbl.lu.

Pour toutes les autres questions, n'appellez pas ce numéro svp!

Pour nous poser une question, utilisez notre formulaire sur notre site internet www.ogbl.lu sous la rubrique Service aux membres: Posez vos questions. Nous vous répondrons dans les meilleurs délais.

Agence/Antenne	Adresse	Permanences	
Luxembourg	B.P. 2031, 146, bd de la Pétrusse, L-1020 Luxembourg	Mardi, jeudi: 9h00-11h30 Les autres jours sur rendez-vous Frontaliers français: Mardi et vendredi sur rendez-vous	Fax 48 69 49
Differdange	B.P. 126, 4, rue Emile Mark, L-4620 Differdange	Mardi: 9h00-11h30 Jeudi: 9h00-11h30, 14h00-17h00	Fax 58 34 56
Dudelange	Maison syndicale, 31, avenue G-D Charlotte L-3441 Dudelange	Lundi, mardi, mercredi, jeudi: 14h00-17h00 Mercredi: 9h00-11h30 Vendredi matin sur rendez-vous	Fax 51 50 05-529
Esch/Alzette	B.P. 149, 42, rue de la Libération, L-4002 Esch/Alzette	Lundi: 14h00 - 18h00 Vendredi: 8h30-11h30	Fax 26 54 02 59
Ettelbruck	6, rue Prince Jean, L-9052 Ettelbruck	Mardi, Jeudi: 8h00-11h30 Mardi: 13h30-16h30 Lundi matin, vendredi a-m: sur rendez-vous	Fax 81 97 13
Grevenmacher	4, rue de l'Eglise, L-6720 Grevenmacher	Lundi: 9h00-11h30 sur rendez-vous Mercredi: 9h00-11h30, 13h00-16h30	
Rodange	72, avenue Dr Gaasch, L-4818 Rodange	Mardi: 14h00-17h00 Mercredi: 9h00-11h30	Fax 50 44 81
Wiltz	2, rue Michel Rodange, L-9557 Wiltz	Jeudi: 14h00-17h00 Lundi après-midi: sur rendez-vous	
Frontaliers français			
Audun-le-Tiche	B.P. 41, 64, rue Maréchal Foch F-57390 Audun-le-Tiche	Mardi, jeudi: 14h00-17h30	Fax (+33) (0) 3 82 50 32 53
Thionville	32, allée de la Libération, F-57100 Thionville	Lundi: 8h30-11h30, Mercredi: 14h00-17h30 Permanences spéciales droit social français: Les 1 ^{er} et 3 ^e vendredi du mois, 14h00-16h30	Fax (+33) (0) 3 82 34 54 03
Volmerange	2, avenue de la Liberté, F-57330 Volmerange-les-Mines	Jeudi: 14h30-17h30 sur rendez-vous	
Longwy	Maison de la Formation CGT, Centre Jean Monnet F-54810 Longlaville	Mercredi: 14h00-17h00	Fax (+33) (0) 3 82 25 17 69
Frontaliers belges courriel: frontaliers.belges@ogbl.lu			
Aywaille	22, rue Louis Libert, B-4920 Aywaille (FGTB)	1 ^{er} et 3 ^e lundi du mois: 14h30-17h30	
Bastogne	8a, rue des Brasseurs, B-6600 Bastogne (FGTB)	1 ^{er} samedi du mois: 9h00-11h30 Mardi: 14h30-17h30	Tél. (+32) (0) 61 21 19 87
Habay-la-Neuve	11, rue de l'Hôtel de Ville, B-6720 Habay-la-Neuve (Mutualité Socialiste du Luxembourg)	Jeudi: 9h00-11h30	
Vielsalm	57, rue de la Salm, B-6690 Vielsalm (FGTB)	1 ^{er} et 3 ^e jeudi du mois: 14h30-17h30	
Deutsche Grenzgänger			
Bitburg	Brodenheck-Straße 19, D-54634 Bitburg	Mittwoch: 17.00-21.00 Uhr	Tél. (+49) (0) 6561-6049477
Trier	Herzogenbuscher-Straße 52, D-54292 Trier 1. OG links (Ver.di) am Ende des Flurs rechts	Donnerstag: 13.00-17.00 Uhr	
Saarlouis	Karcher-Straße 1A, D-66740 Saarlouis (direkt am Kleinen Markt)	Dienstag: 16.00-20.00 Uhr	Tél. (+49) (0) 6831 76 45 362 Fax (+49) (0) 6831 76 47 022
Autres Services			
DTH	Département des Travailleurs handicapés B.P. 2031, 146, bd de la Pétrusse, L-1020 Luxembourg	Lundi, mardi, jeudi, vendredi: 8h00-12h00 et 14h00-18h00	Joël Delvaux, Tél. 49 60 05 345
Eures	PED – Sarre-Lor-Lux Rhénanie-Palatinat	Rodange, Arlon, Bastogne, Aywaille, Vielsalm, Dudelange	
Stress au travail	Service de consultation	Tél.: (+352) 27494-222	



Aktuell

Sommaire

Editorial

4

In die Arbeit investieren bedeutet in die Zukunft investieren

Dossier 1^{er} mai

8

Extraits du discours politique de J.-C. Reding
Fest der Arbeit und der Kulturen
Jean-Claude Reding, Gastredner in Saarbrücken
Interview avec Henri Hoffmann

Dossiers nationaux

22

Euromanif à Bruxelles
L'OGBL a rencontré le ministre Meisch
Combattre le chômage et non les chômeurs
Treffen mit Minister Schmit
Une délégation de l'OGBL reçue par le ministre de la Justice
Le secrétariat social vous informe

Du nouveau dans les entreprises

33

Aviation, Banques, Bâtiment, Commerce, Santé, Nettoyage, etc.

Départements

48

Wer etwas verändern will, muss sich engagieren!

Frontaliers

50

Mobilité des frontaliers belges
EuGH-Urteil zum Recht auf Kindergeld

Europe

55

Für ein Einfrieren des TTIP

Formation syndicale

56

Divers

58

KIÉRZUNGEN VU STUDIËBÄIHËLLEF SINN DE
SCHÜLER ALLES AANESCHTERES EWËI WURSCHT



NO DER BANKEKRISE AN DER EU KRISE ...
ELO D'STUDENTEKRISE?



OP GROUSS PROBLEMER : EINFACH LËISUNGEN?



Aktuell Monatszeitschrift des OGBL „Unabhängiger Gewerkschaftsbund Luxemburg“

Verleger: OGBL „Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg“
Herausgeber für den OGBL: Jean-Claude Reding
60, bd. J.F. Kennedy B.P. 149 L-4002 Esch/Alzette
Tel.: 54 05 45-1 Fax: 54 16 20
Internet: www.ogbl.lu e-mail: ogbl@ogbl.lu

Verantwortlich für die Redaktion: Jean-Claude Reding

Editeur responsable pour la Belgique:

Jacques Delacollette 17, rue de l'École B-6666 Wibrin

Druck / Impression: Techprint, Esch/Lankelz

Photo de la couverture: Alain Rischard/editpress (Grève des élèves et étudiants, 25 avril 2014, Place Clairefontaine, Luxembourg-Ville)

Die Redaktion behält sich Kürzungen der Beiträge vor. Die gezeichneten Artikel stellen nicht unbedingt die Meinung der Redaktion dar. La rédaction se réserve le droit d'abrégier les textes. Les articles signés ne reflètent pas nécessairement la position de la rédaction.



Jean-Claude Reding
Président de l'OGBL

Investir dans le travail c'est investir dans l'avenir!

Les plus récentes prévisions économiques laissent entrevoir une reprise, reprise modeste, mais reprise tout de même. Ceci vaut plus particulièrement pour le Luxembourg. Selon le Statec, le PIB a augmenté en 2013 de 2,2% et devrait augmenter cette année de 3,1%. L'inflation est faible et le restera probablement tout au long des prochaines années. Le taux d'emploi va continuer à augmenter. La secrétaire d'État au ministère de l'Économie a eu raison de dire que ces chiffres ne sont pas mauvais.

Au lieu d'un dumping sur les salaires, nous avons besoin d'une offensive de qualité et de qualification, et cela dans l'intérêt des entreprises et des salariés

Malgré tout, les fédérations des employeurs, surtout l'UEL, crient toujours à la catastrophe. La fédération des industriels (Fédil) se plaint d'une perte de compétitivité et en voit l'origine dans l'évolution des salaires. Par rapport aux conventions collectives signées dans le domaine de l'industrie, cette critique est largement exagérée. Il est dissimulé délibérément que l'industrie luxembourgeoise n'est, au niveau européen, qu'en 9^e position en ce qui concerne le coût salarial unitaire derrière la Suède, la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Finlande et l'Autriche.

La situation difficile dans le secteur financier n'a pas non plus ses origines dans les frais du personnel, mais plutôt dans le processus de restructuration dans lequel se trouve le secteur.

Dans les deux domaines, il faut une politique différenciée, concernant le site Luxembourg et ainsi non seulement défendre les emplois mais aussi les développer. Pour y arriver, des mesures pour promouvoir la capacité d'innovation ainsi qu'une offensive au niveau de la qualification sont nécessaires afin de favoriser la qualité et la productivité. Pour cela, il n'y a rien de tel que le dialogue social au sein de l'entreprise et du secteur. Il incombe aux ministères de l'économie et des finances de gérer ce dialogue dans les deux domaines. Ceci n'est

pas seulement nécessaire parce que les organisations patronales ont beaucoup de mal à entamer ce dialogue, mais également, parce que le gouvernement doit s'investir activement dans ce processus de renforcement, de restructuration et de développement de notre site industriel et de notre place financière, et cela ensemble avec tous les concernés, en l'occurrence les patrons et leurs fédérations, les salariés et leurs syndicats, et en premier lieu l'OGBL.

Un bon travail requiert une rémunération bonne et équitable

Pendant les dernières années l'évolution réelle des salaires n'était pas très favorable, et cela à cause des nombreux gels ou quasi gels des salaires lors des négociations salariales dans les secteurs privé et public, à cause du versement tardif de l'adaptation indiciaire, à cause de décisions négatives dans les domaines des allocations familiales et de la politique fiscale et surtout à cause de la progression rampante de la charge fiscale suite à la non-adaptation des barèmes à l'évolution du coût de la vie qui s'est fait aux dépens de la majorité des salariés. Cela n'a pas seulement des répercussions négatives sur le pouvoir d'achat de nombreux salariés et pensionnés, mais également sur les secteurs d'activités économiques qui vivent de la consommation locale et régionale, concrètement donc le commerce et l'artisanat. C'est pourquoi, il est incompréhensible que les hauts responsables des fédérations du commerce et de l'artisanat entrent dans le jeu de la lamentation des fédérations patronales des secteurs industrie et finances en ce qui concerne les salaires apparemment trop élevés, au lieu de se fâcher, par exemple, sur les prix exagérés des terrains et des loyers qui affectent plus particulièrement les petites et moyennes entreprises.

Lors de ses discussions avec le gouvernement, l'OGBL a souligné qu'il est nécessaire d'inverser la tendance en matière de pouvoir d'achat, aussi bien pour des raisons sociales que pour des raisons économiques. C'est pourquoi l'OGBL exigeait que la loi sur la manipulation de l'index ne soit pas reconduite. C'est pourquoi l'OGBL

exige également que les barèmes d'impôt soient ajustés par rapport à l'inflation afin d'ajuster la trop grande charge fiscale qui pèse sur les revenus moyens.

De bonnes prestations sociales sont la garantie pour la cohésion sociale et également un bon investissement dans l'avenir

L'OGBL souligna aussi l'importance des prestations de la sécurité sociale pour la sécurisation sociale, mais également pour la justice sociale dans notre pays. Sans les prestations sociales, le risque de pauvreté, étant déjà élevé, le serait encore davantage. La désindexation des allocations familiales et leur limitation à 18 ans ont des répercussions négatives pour de nombreuses familles. En plus, cette politique a-t-elle déclenché la pagaille concernant les bourses d'études. La jeunesse luxembourgeoise a manifesté de manière très impressionnante contre la réforme prévue des bourses d'études. Le gouvernement ferait bien de ne pas changer à nouveau dans la hâte la loi sur les bourses d'études, mais plutôt d'aborder cette réforme en liaison avec d'autres réformes annoncées, en l'occurrence celle concernant les allocations familiales et celle concernant l'impôt sur le revenu. La façon de procéder du précédent gouvernement a montré que la précipitation peut coûter cher. Il s'agit d'en tirer les leçons.

Il faut considérer les conséquences de la politique d'austérité – économiser ne doit pas être une fin en soi!

Il y a beaucoup de bonnes raisons pour mener une politique qui maintient le pouvoir d'achat des personnes, qui sécurise leur couverture sociale et qui investit dans l'avenir. C'est pourquoi, lors de l'établissement du budget de l'État pour 2015, il s'agit de procéder avec discernement et de prendre ses distances par rapport à une politique qui économise par pure idéologie. Dépenser et investir de façon efficace, c'est une chose, le démantèlement du système social, une politique de gel voire de

diminution du pouvoir d'achat au détriment des salariés actifs et pensionnés en est une autre. Pour cette raison, il faut arrêter maintenant avec les manipulations de l'index, pour cette raison également le salaire minimum et les pensions doivent être adaptés systématiquement, lorsque l'évolution des salaires est positive, et pour cette raison il nous faut une réforme fiscale socialement juste.

Nous avons besoin de réformes pour un monde du travail meilleur et plus humain

Il serait temps de faire avancer des réformes positives, respectivement de les proposer, et cela surtout dans le domaine du droit du travail. La réforme relative aux déléguations du personnel doit enfin être menée à bien. Il nous faut des réformes en matière de protection contre le licenciement, de maintien dans l'emploi et d'une meilleure protection des salariés en cas de faillite. Il nous faut des réformes visant à endiguer voire inverser la tendance à la précarisation des emplois. Ceci est surtout important pour les jeunes qui souffrent le plus de cette évolution négative. Nous avons besoin d'améliorations au niveau du droit du travail permettant aux salariés de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale. Nous avons besoin d'une discussion relative aux effets de la digitalisation du monde du travail sur la vie personnelle du salarié. Nous avons besoin de réformes permettant aux salariés plus âgés qui le souhaitent de conserver leur emploi, plutôt que d'être écartés du monde du travail. Il nous faut aussi des mesures permettant une transition graduelle de la vie active à la retraite. Nous avons également besoin de réformes pour mieux protéger la santé sur le lieu de travail. Ici il s'agit de bien plus que la sécurité sur le lieu de travail. Il s'agit du respect du travail de tout un chacun ainsi que de la qualité des conditions de travail et des relations professionnelles.



Jean-Claude Reding
Präsident des OGBL

In die Arbeit investieren bedeutet in die Zukunft investieren!

Die letzten Wirtschaftsprognosen deuten auf einen wirtschaftlichen Aufschwung hin, zaghaft zwar, aber immerhin. Dies gilt auch und sogar in besonderem Maße für Luxemburg. Das Bruttoinlandsprodukt ist laut Statec im Jahr 2013 um 2,2% gestiegen und soll dieses Jahr um 3,1% steigen. Die Inflation liegt niedrig und wird voraussichtlich in den nächsten Jahren niedrig bleiben. Die Beschäftigungsquote wird weiter steigen. Die Staatssekretärin im Wirtschaftsministerium hat zu Recht darauf hingewiesen, dass diese Zahlen nicht schlecht sind.

Statt Lohndumping brauchen wir eine Qualitäts- und Qualifizierungsoffensive im Interesse der Betriebe und der Beschäftigten

Dennoch machen die Arbeitgeberverbände, insbesondere die UEL, weiter in Katastrophismus. Der Industriellenverband (Fedil) klagt über Wettbewerbsverluste und führt dies auf die Lohnentwicklung zurück. Mit Blick auf die Tarifabschlüsse in der Industrie ist diese Kritik zumindest mehr als übertrieben, um es gelinde zu sagen. Es wird auch geflissentlich verschwiegen, dass die luxemburgische Industrie im europäischen Vergleich an 9. Stelle bei den Lohnstückkosten liegt, hinter Schweden, Belgien, Dänemark, Frankreich, Deutschland, Niederlande, Finnland und Österreich.

Die schwierige Situation im Finanzsektor findet ihre Ursache ebenfalls nicht in den Personalkosten, sondern in dem tiefgreifenden Umstrukturierungsprozess in dem sich der Sektor befindet.

In beiden Bereichen brauchen wir eine differenzierte Politik, um den Standort Luxemburg und damit die Arbeitsplätze nicht nur zu verteidigen, sondern weiter zu entwickeln. Dazu gehören Maßnahmen zur Förderung der Innovationsfähigkeit und eine Qualifizierungsoffensive, um Qualität und Produktivität zu steigern. Das geht am besten im sozialen Dialog im Betrieb und in der Branche. Das Wirtschaftsministerium und das Finanz-

ministerium sind in beiden Bereichen gefordert, diesen Dialog zu gestalten. Das ist nicht nur nötig, weil sich die Arbeitgeberverbände bislang schwer damit tun in diesen Dialog einzusteigen, sondern auch weil die Regierung aktiv in diesen Prozess der Stärkung, der Umgestaltung und der Weiterentwicklung unseres Industriestandorts und unseres Finanzplatzes eingreifen muss. Zusammen mit allen Betroffenen, und das sind die Unternehmer und ihre Verbände, zusammen mit den Arbeitnehmern und ihren Gewerkschaften, allen voran dem OGBL.

Gute Arbeit braucht einen guten und fairen Lohn

Während der letzten Jahre hat sich die Reallohnentwicklung auf Grund von zahlreichen Null- oder Quasinullrunden bei den Tarifverhandlungen im privaten und im öffentlichen Bereich, auf Grund der verspäteten Auszahlung der Indexanpassung, auf Grund negativer Entscheidungen bei den Familienzulagen und in der Steuerpolitik und insbesondere der kalten Progression der Steuerlast zu Ungunsten der Mehrheit der Arbeitnehmer, verschlechtert. Dies hat nicht nur negative Auswirkungen auf die Kaufkraft vieler Arbeitnehmer und Rentner gehabt, sondern wirkt sich entsprechend auch negativ auf die Wirtschaftszweige aus, die vom lokalen und regionalen Konsum leben, in concreto, Handel und Handwerk. Deshalb bleibt es auch unverständlich, dass die Spitzenfunktionäre der Handels- und Handwerksverbände in das Lamento der Arbeitgeberverbände aus der Industrie und dem Finanzsektor über die angeblich zu hohen Löhne einstimmen, anstatt sich bspw. über die übertriebenen Miet- und Grundstückskosten zu ärgern, die besonders Klein- und Mittelbetriebe schwer treffen.

In seinen Gesprächen mit der Regierung hat der OGBL unterstrichen, dass es sowohl aus sozialen wie aus wirtschaftlichen Überlegungen heraus notwendig ist zu einer Trendwende in Sachen Kaufkraftentwicklung zu kommen. Deshalb forderte der OGBL, dass das Gesetz über die

Indexmanipulation nicht verlängert wird. Deshalb fordert der OGBL, dass die Steuertabellen an die Inflation angepasst werden und dass die Steuerprogression so gestaltet wird, dass der sogenannte Mittelstandsbuckel ausgeglichen wird.

Gute Sozialleistungen sind ein Garant für sozialen Zusammenhalt und damit auch eine Zukunftsinvestition

Der OGBL unterstrich auch die Bedeutung der Leistungen der Sozialversicherungen für die soziale Absicherung, aber auch für die soziale Gerechtigkeit in unserem Land. Ohne die Sozialleistungen wäre das schon zu hohe Armutsrisiko noch viel höher. Die Desindexierung des Kindergelds und seine Begrenzung auf 18 Jahre haben negative Folgen für viele Familien. Zudem steht diese Politik am Ursprung des politischen Schlamassels über die Studienbeihilfen. Eindrucksvoll hat die luxemburgische Jugend gegen die geplante Reform der Studienbeihilfen demonstriert. Die Regierung wäre gut beraten jetzt nicht wieder vorschnell das Gesetz über die Studienbeihilfen zu ändern, sondern eine solche Reform in Zusammenhang mit der angekündigten Kindergeld- und Steuerreform zu diskutieren. Die Handlungsweise der letzten Regierung hat gezeigt, dass Schnellschüsse teuer werden können. Es gilt daraus zu lernen.

Es gilt die Folgen der Sparpolitik zu beachten – Sparen darf kein Selbstzweck sein!

Es gibt viele gute Gründe eine Politik zu machen, die die Kaufkraft der Menschen erhält, die ihre soziale Absicherung erhält und die in die Zukunft investiert. Deshalb gilt es bei der Aufstellung des Staatshaushaltes für 2015 Augenmaß zu behalten und Abstand von einer Politik zu nehmen, die aus Sparen eine Ideologie macht. Steuergelder effizient ausgeben, effizient investieren ist eine Sache, Sozialabbau, Lohn- und Rentenklau sind eine

andere. Deshalb muss es jetzt Schluss sein mit den Indexmanipulationen, deshalb müssen der Mindestlohn und die Renten systematisch angepasst werden, wenn die Lohnentwicklung nach oben zeigt, deshalb brauchen wir eine sozial gerechte Steuerreform.

Wir brauchen Reformen für eine bessere, eine menschlichere Arbeitswelt

Es wäre jetzt an der Zeit positive Reformen voranzubringen, beziehungsweise vorzuschlagen, besonders im Bereich des Arbeitsrechts. Die Reform des Personalvertretungsgesetzes muss endlich zu einem positiven Abschluss gebracht werden. Wir brauchen Reformen im Bereich des Kündigungsschutzes, der Gesetzgebung über Maßnahmen zum Erhalt der Beschäftigung, des Schutzes der Arbeitnehmer bei Konkursen. Wir brauchen Reformen, um den Trend zur Prekarisierung der Arbeitsverhältnisse einzudämmen und umzukehren. Dies ist besonders wichtig für die jungen Menschen, die am meisten unter dieser Entwicklung leiden. Wir brauchen Verbesserungen im Arbeitsrecht, um Arbeit und Familienleben besser vereinbaren zu können. Wir brauchen eine Reformdiskussion über die Auswirkungen der Digitalisierung der Arbeitswelt auf das Leben des einzelnen Arbeitnehmers. Wir brauchen Reformen, um es älteren Menschen zu erlauben in der Arbeit zu bleiben, wenn sie es wollen und nicht aus der Arbeitswelt herausgedrängt zu werden. Wir brauchen flexible Übergänge aus dem Arbeitsleben in den Ruhestand. Wir brauchen Reformen, um die Gesundheit auf dem Arbeitsplatz besser zu schützen und hier geht es um mehr als nur um Sicherheit auf dem Arbeitsplatz, hier geht es um den Respekt vor der Arbeit des Einzelnen, um die Qualität der Arbeitsbedingungen und Arbeitsbeziehungen.

Fête du travail 2014

Extraits du discours politique du président de l'OGBL, Jean-Claude Reding

Traduit du luxembourgeois

...

Chères/Chers collègues,

L'Union européenne ne va pas bien. La confiance en elle et en ses institutions est faible. Cela n'est pas étonnant lorsqu'on considère la réalité sociale.

Le chômage avait atteint en 2013 un pourcentage record de 11%, c'est-à-dire 26 millions de personnes; le chômage des jeunes est élevé.

Le nombre de contrats de travail précaires et peu sûrs est en constante évolution; le travail à temps partiel subi gagne du terrain; la répartition des revenus est devenue de moins en moins équitable: les riches n'arrêtent pas de s'enrichir, les pauvres deviennent de plus en plus pauvres et leur nombre augmente, car la classe moyenne s'appauvrit.

Le nombre de personnes qui travaillent et qui malgré tout sont pauvres augmente.

...

L'industrie européenne était bonne et l'est toujours, mais si nous laissons la Commission européenne continuer sa politique, elle sera bientôt à terre.

La Commission européenne n'a pas de stratégie industrielle.

Elle ne prend aucune mesure contre le dumping social et environnemental. Elle ne se préoccupe absolument pas des conséquences d'un Euro trop fort.

...

Il existe des alternatives à la politique européenne actuelle

Le plan d'investissement de la CES en fait partie.

Fait également partie des alternatives, la revalorisation du rôle de l'État dans l'économie, l'abandon de la politique de libéralisation et de privatisation des services publics.

Y appartient également un renforcement de la position de négociation des syndicats et des droits des représentants du personnel.

En font partie encore une révision du traité sur la coordination des politiques budgétaires des pays de l'UE, afin que les objectifs sociaux et environnemen-

taux aient la même importance que les objectifs économiques et budgétaires.

Salaire minimum dans tous les pays de l'UE

Enfin, il est urgent de mettre en place un salaire minimum au niveau européen qui devra être fixé dans chaque pays par rapport à un pourcentage du salaire moyen, un salaire qui doit se situer au-dessus du seuil de pauvreté et qui devra être adapté à l'inflation et à l'évolution générale des salaires, qui sera donc indexé et ajusté.

...

Chères/Chers collègues,

Même si les décisions politiques importantes sont prises de plus en plus souvent au niveau européen, cela ne veut pas dire que la politique nationale n'ait plus rien à dire, qu'il n'y ait plus de marge de manœuvre.

Les fondamentaux économiques du Luxembourg ne sont pas mauvais, de même que les pronostics pour l'année en cours et l'année prochaine. La condition préalable en est cependant, que la politique européenne d'austérité ne mène pas à une stagnation ou à une déflation et récession. Cela aurait également des répercussions sur le Luxembourg.

Dialogue social

On entend beaucoup parler de dialogue social. Ce dialogue cependant semble avant tout être compris de manière à ce qu'il faille trouver des moyens pour freiner les salaires ainsi que leur évolution. Parfois on essaie même de baisser les salaires. Ce n'est pas la bonne façon de procéder. Un travail de qualité et une meilleure productivité ne peuvent être atteints que par le biais d'une offensive en matière de qualification. Et une telle politique doit être menée avec les salariés et leurs représentants et syndicaux et non pas sans eux.

Bourses d'études

En parlant des étudiants, je tiens encore une fois à exprimer l'opposition de l'OGBL au projet de loi sur les bourses d'études. Si cette réforme se fait vraiment, au final beaucoup d'étudiants auront moins qu'avant la réforme de 2010.

La bourse de base prévue vaut entre 1 800 et 2 800 euros

de moins que les allocations familiales auxquelles un étudiant avait droit avant 2010. La différence dépend du nombre d'enfants dans le ménage. En ce qui concerne la bourse sociale, il s'avèrera très rapidement qu'à cause de son échelonnement, très peu d'étudiants vont avoir droit à plus de 750 euros. Lorsqu'il s'agit d'une famille avec un revenu mensuel brut de 4 000 euros, l'étudiant, lorsqu'on ajoute la bourse de base à la bourse sociale, recevra entre 882 et 1 823 euros de moins que du temps des allocations familiales, sans prendre en compte ce dont il aurait eu droit comme bourse dans l'ancien système.

La bourse de mobilité de son côté est à l'origine de nombreuses absurdités et injustices. De nouvelles discriminations envers les non-résidents mais également envers les résidents vont se manifester. La motivation principale de cette réforme est une logique d'économies qui va encore plus loin que déclaré, et cela parce que dans le calcul du gouvernement ne sont pas prises en compte les économies dues à l'abrogation des allocations familiales et du boni enfant (NDLR: pour les étudiants qui poursuivent des études supérieures) et aussi, parce que le coût global de la bourse sociale est largement surestimé.

Cette réforme doit être modifiée. Le plus important est une hausse de la bourse de base à 4 600 euros, ce qui équivaldrait à l'allocation familiale et le boni enfant réunis, si on adapte l'allocation familiale à l'évolution des prix depuis 2006.

La bourse sociale doit être modifiée dans sa structure et dans son échelonnement.

La bourse de mobilité doit être différenciée d'avantage pour prendre en compte les véritables frais de mobilité.

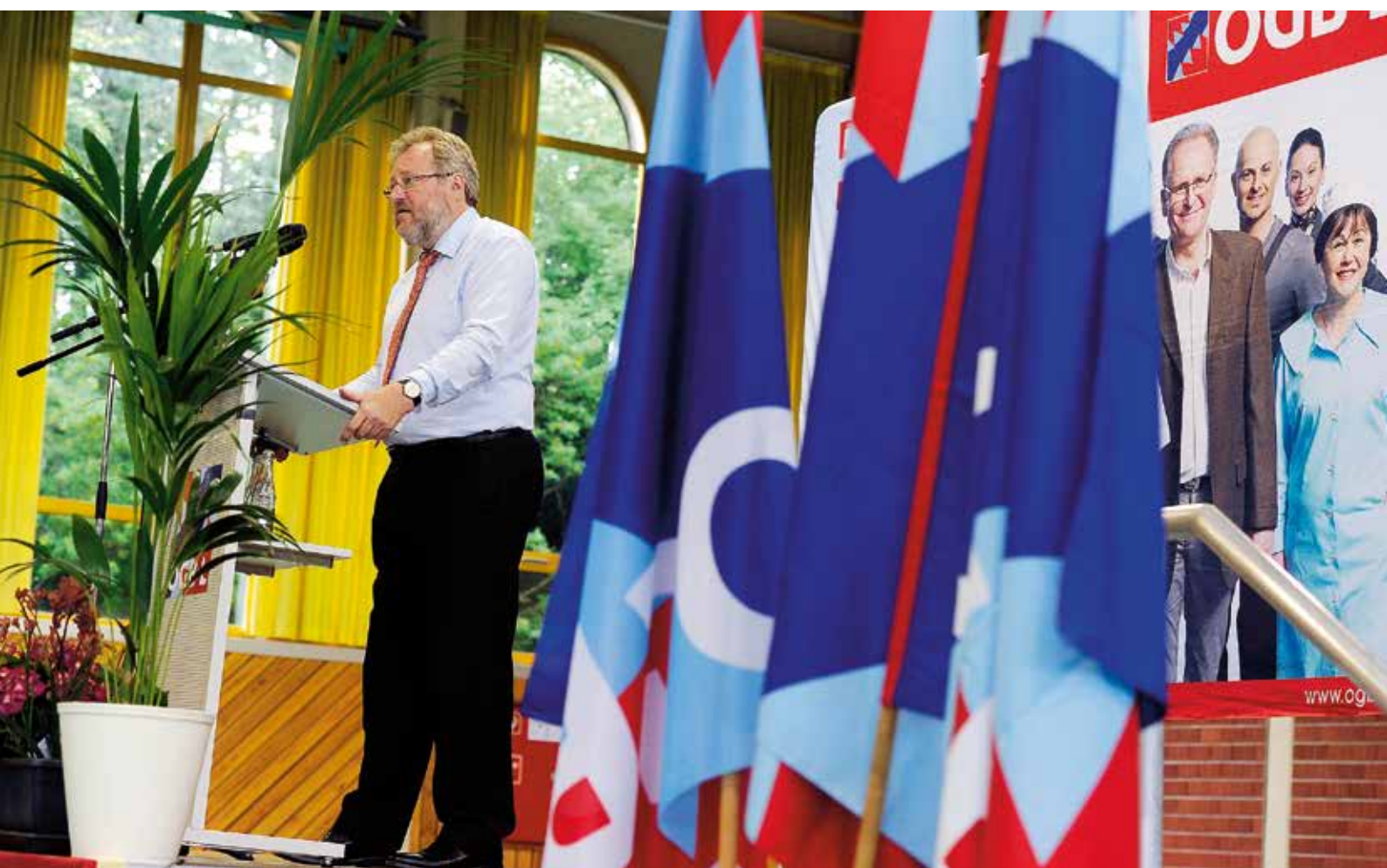
Et enfin, il faut prévoir un système afin d'adapter périodiquement les montants à l'évolution des coûts.

Indexation

Lorsqu'en janvier prochain la TVA sera augmentée, il s'agira d'une hausse d'impôts qui mènera automatiquement à une hausse des prix. C'est bien pour cela qu'il est important que le mécanisme de l'index fonctionne de nouveau normalement.

Comme l'évolution des prix est généralement faible et l'effet de la hausse de la TVA est unique, il n'y a aucune raison économique pour manipuler une fois de plus le système de l'indexation.

Ce qui est important, c'est de surveiller l'évolution des





prix, afin d'éviter que l'augmentation de la TVA ne soit utilisée pour augmenter les marges des prix.

Il est également important qu'aussi bien l'État que les Communes que les Entreprises publiques veillent à ce qu'ils n'augmentent pas leurs taxes et prix au début de l'année afin d'éviter qu'ils contribuent ainsi à une évolution des prix plus rapide.

Le nouveau gouvernement a dit qu'il n'allait pas manipuler le panier de la ménagère (NDLR: qui sert de base au calcul de l'évolution des prix) et qu'il n'allait pas non plus effectuer d'autres modifications structurelles du système de l'index. Cela est bon.

L'OGBL ne voit pas l'utilité de voter une nouvelle loi afin que l'index soit versé avec retard, mais pense qu'il y a de nombreuses bonnes raisons afin de revenir à l'ancien système.

Cela est dans l'intérêt de la paix sociale et du dialogue social national. Cela permet une politique de différenciation au niveau des conventions collectives. Ce serait un signal positif en vue de préserver le pouvoir d'achat. C'est important pour de nombreux salariés et retraités et aussi pour une partie importante de notre économie.

Chômage

La politique de l'emploi, la lutte contre le chômage doit jouer un rôle central dans l'action du nouveau gouvernement.

Il ne suffit pas que le gouvernement déclare cela et dise qu'il a des rencontres régulières avec la directrice de l'ADEM.

Il s'agit également d'un signal erroné, si la première mesure prise, consiste à renforcer les dispositions selon lesquelles les chômeurs sont obligés d'accepter un emploi. Le nouveau règlement du gouvernement (NDLR: règlement relatif à l'emploi approprié) cause de nombreux problèmes et donne un mauvais signal. Cela a également été décidé sans discussion au sein du CPTE et du Comité de suivi de l'ADEM. Ce n'est qu'un projet et il n'est pas trop tard d'en discuter et de l'améliorer. Si ce projet n'est pas modifié, cela signifiera que nous, en tant qu'OGBL, devons changer notre politique à l'encontre de l'ADEM et que nous serons dans l'obligation de mettre sur pieds un service juridique et administratif spécifique qui aide les gens à se défendre contre les décisions de l'ADEM.

Emploi jeunes

Les jeunes au Luxembourg sont aussi plus particulièrement touchés par les conséquences de la politique d'austérité européenne. Le chômage des jeunes dépasse la moyenne et ils sont plus spécialement touchés par la précarisation. Ils doivent souvent accepter des CDD et des travaux intérimaires qui sont mal payés.

Pour cette raison il leur est quasiment impossible de construire une vie autonome sans l'aide de leurs parents.

Ils sont souvent placés dans des mesures pour l'emploi.

Ils sont les victimes d'une politique qui veut rabaisser systématiquement les salaires initiaux.

On leur donne mauvaise conscience en leur disant qu'ils n'ont pas assez étudié ou qu'ils n'ont pas étudié la bonne matière. Cependant, nous avons plus de jeunes diplômés aujourd'hui que nous n'en avons jamais eus. Et lorsqu'on évoque cela, la réponse est souvent que les diplômés n'ont actuellement plus aucune valeur.

Les jeunes sont paresseux, l'école ne vaut rien; voilà ce que l'on entend alors, c'est si simple que cela.

Ceci est faux! Nos jeunes ne sont pas paresseux, ils ne sont pas bêtes et ils ont le droit à un bon travail équitablement rémunéré.

Cela doit être l'objectif de la mise en œuvre de la fameuse «garantie jeunes» (NDLR: garantir au jeune un travail décent); et ce défi doit être relevé par l'Etat, les Communes et les entreprises. Le fait de se plaindre en permanence des jeunes, des enseignants, des parents qui ne prennent pas leurs responsabilités, d'une mauvaise politique d'éducation et d'orientation passe largement à côté des véritables problèmes et libère beaucoup trop facilement l'économie et la politique de leurs responsabilités.

Le pluralisme syndical est contreproductif

Ayant gagné les élections sociales, l'OGBL a été confirmé comme le grand syndicat des salariés aussi bien du secteur privé que du secteur public. Le LCGB voulait atteindre plus de 20 sièges à la Chambre des salariés (CSL). Il a encore perdu un siège et en a 15 et il a moins de 30% des voix alors que l'OGBL en a plus de 60%.

À l'OGBL nous restons d'avis que le soi-disant pluralisme syndical n'apporte rien aux salariés. Au sein d'une grande organisation, au sein de laquelle existe le pluralisme, au sein de laquelle les opinions idéologiques de tout un chacun sont respectées, il serait, selon nous, possible de mieux défendre les droits collectifs et plus particulièrement les droits individuels des salariés.

Les collègues du LCGB refusent, pour des raisons idéo-

logiques, d'aller dans ce sens. Dont acte!

Cependant nous continuons à leur offrir ainsi qu'aux autres syndicats sectoriels de discuter sur une coopération structurelle qui a pour but de créer une Confédération syndicale nationale.

Indépendance de l'OGBL

Nous sommes politiquement indépendants, nous ne sommes pas neutres et nous exprimons notre opinion.

Nous sommes financièrement indépendants.

Nous sommes forts car nous approchons les 70 000 membres.

Nous faisons des propositions.

Nous sommes prêts à négocier et à conclure des compromis acceptables et qui vont dans la bonne direction.

Cependant nous sommes aussi capables de dire non; nous avons la responsabilité de dire non et de nous défendre lorsque des décisions politiques sont prises à l'encontre des intérêts de nos presque 70 000 membres et de nos plus de 100 000 électeurs.

Le patronat doit savoir et accepter, qu'au niveau national aussi bien qu'au niveau sectoriel et au niveau des entreprises, il n'a qu'un seul partenaire sérieux et fiable lorsqu'il s'agit de négocier et de discuter, en l'occurrence l'OGBL. Il doit accepter cela et se faire à cette situation. Il s'est rendu compte ces derniers temps de cette situation dans maintes négociations de conventions collectives.

Mais le gouvernement lui aussi doit voir cela et l'accepter.

L'OGBL ne s'est pas senti obligé de ménager le gouvernement noir-rouge.

L'OGBL ne se sent pas obligé non plus de ménager le gouvernement bleu-rouge-vert, lorsque celui-ci mène une politique erronée et ne respecte pas les intérêts sociaux et matériels des salariés.

Nous collaborons lorsqu'il s'agit de créer un Luxembourg plus solidaire, plus démocratique et plus social dans une Europe qui est pour le progrès social et non pas pour la régression sociale et nous nous défendons contre toute mesure qui entraîne une régression sociale. En général, nous nous défendons contre toute politique de régression sociale.

Vive l'OGBL!

Vive le 1^{er} mai!

Fest der Arbeit 2014

Auszüge aus der politischen Rede des OGBL-Präsidenten Jean-Claude Reding

Übersetzt aus dem Luxemburgischen

...

Kolleginnen und Kollegen,

Der Europäischen Union geht es schlecht. Das Vertrauen in die EU und in seine Institutionen ist gering. Dies ist nicht besonders erstaunlich, wenn man die soziale Realität betrachtet.

Die Arbeitslosigkeit hatte 2013 die 11%-Marke erreicht, d.h. 26 Millionen Menschen sind arbeitslos. Die Jugendarbeitslosigkeit ist ebenfalls hoch;

Prekäre und wenig sichere Arbeitsverträge nehmen ständig zu; unfreiwillige Teilzeitarbeit nimmt zu; der Einkommensgraben wird immer tiefer: die Reichen werden immer reicher, die Armen bleiben arm und werden immer zahlreicher, da die Mittelschicht absinkt;

Die Zahl der Menschen die arbeiten und trotzdem arm sind nimmt zu.

...

Die europäische Industrie war gut und ist immer noch gut. Lassen wir jedoch die EU-Kommission ihre Politik weiterführen, dann wird sie bald kaputt sein.

Die EU-Kommission hat keine industrielle Strategie.

Sie ergreift keine Maßnahmen gegen Sozial- und Umweltdumping. Sie macht sich überhaupt keine Gedanken über die Auswirkungen eines zu starken Euro.

...

Es gibt Alternativen zur aktuellen Europapolitik

Der Investitionsplan des EGB ist eine davon.

Zu diesen Alternativen gehört die Aufwertung der Öffentlichen Hand in der Wirtschaft, die Ab- oder die Umkehr von der Liberalisierungs- und Privatisierungspolitik der öffentlichen Dienste.

Ebenfalls gehört eine Stärkung der Verhandlungsposition der Gewerkschaften und der Rechte der Personalvertreter dazu.

Dazu gehört auch eine Überarbeitung des Vertrags zur Koordinierung der Haushaltspolitiken der EU-Staaten, damit sozial- und umweltpolitische Zielsetzungen gleichberechtigt mit den wirtschafts- und haushaltspolitischen Zielsetzungen behandelt werden.

Mindestlohn in allen EU-Ländern

Zu den Alternativen gehört ebenfalls die Einführung eines europaweiten Mindestlohns, der in jedem Land prozentual zum Durchschnittslohn festgelegt werden muss, ein Lohn der über der Armutsgrenze liegen muss, und der der Inflation und der allgemeinen Lohnentwicklung angepasst wird, der also indexiert und regelmäßig angepasst wird.

...

Kolleginnen und Kollegen,

auch wenn die wichtigen politischen Entscheidungen immer öfter auf europäischer Ebene getroffen werden, heißt das nicht, dass die nationale Politik keinen Einfluss mehr hat, dass es keinen Spielraum mehr gibt.

Die wirtschaftlichen Eckwerte für Luxemburg sind alles andere als schlecht, ebenso die Prognosen für dieses und das kommende Jahr. Eine Vorbedingung gibt es jedoch, und zwar dass die europäische Austeritätspolitik nicht zu einer Stagnation oder zur einer Deflation oder einer Rezession führt. Dies hätte auch Auswirkungen auf Luxemburg.

Sozialdialog

Es wird viel über Sozialdialog gesprochen, doch der scheint eher so verstanden zu werden, dass es darum geht die Lohnkosten und die Lohnentwicklung zu bremsen. Manchmal wird auch versucht, Löhne zu senken. Das ist der falsche Weg! Qualitätsarbeit und höhere Produktivität erreicht man vorwiegend über eine Qualifizierungsoffensive. Eine solche Politik gilt es mit den Arbeitnehmern und ihren Vertretern zusammen zu führen, und nicht an ihnen vorbei.

Studienbeihilfen

Beim Stichwort Studenten möchte ich noch einmal die Opposition des OGBL gegen das Gesetzesprojekt über die Studienbeihilfen zum Ausdruck bringen. Wenn diese Reform so durchgezogen wird, dann werden viele Studenten im Endeffekt weniger staatliche Unterstützung erhalten als vor der Reform von 2010.

Das vorgesehene Basisstipendium liegt zwischen 1.800 und 2.800 Euro tiefer als das Kindergeld, das dem Studenten vor 2010 zustand. Der Unterschied hängt von

der Zahl der Kinder ab, die es im Haushalt gibt. Was die sogenannte Sozialbörse anbelangt, so wird sich schnell zeigen, dass aufgrund der Staffelung der Börse, nur die wenigsten Studenten das Recht auf mehr als 750 Euro haben. Bei einer Familie mit einem Einkommen von 4.000 Euro brutto im Monat hat der Student, wenn man die Basis- und die Sozialbörse in Betracht zieht, zwischen 882 und 1.823 Euro weniger als früher mit dem Kindergeld, und das ohne zu berücksichtigen, was ihm im früheren Stipendiensystem noch als Studienbeihilfe zustünde.

Die Mobilitätsbörse wirft ihrerseits so manche Ungerechtigkeit und Ungereimtheit auf. Neue Diskriminationen gegenüber von Nicht-Ansässigen aber auch von Ansässigen werden entstehen. Die Hauptmotivation ist eine Sparlogik, die sogar noch weiter geht, als uns erklärt wird, und das, weil in der Rechnung der Regierung das Einsparen beim Kindergeld und beim Kinderboni nicht mitgerechnet wird, und weil der Kostenpunkt der Sozialbörse viel zu hoch angesetzt wird.

Diese Reform muss abgeändert werden. Das Wichtigste ist eine Erhöhung der Basisbörse auf rund 4.600 Euro, das dem Kindergeld zusammen mit Kinderboni entsprechen würde, wenn man das Kindergeld an die Preiserhöhung seit 2006 anpasst.

Die Sozialbörse muss in ihrer Struktur und ihrer Staffelung abgeändert werden.

Die Mobilitätsbörse muss verstärkt differenziert werden, um die wahren Mobilitätsunkosten zu berücksichtigen.

Es muss ein System vorgesehen werden, um diese Beträge periodisch an die Preisentwicklung anzupassen.

Indexierung

Wenn im Januar die Mehrwertsteuer (MwSt.) ansteigt, dann handelt es sich hierbei um eine Steuererhöhung, die automatisch zu einer Preiserhöhung führen wird. Gerade deshalb ist es so wichtig, dass der Indexmechanismus wieder normal funktioniert.

Aufgrund der derzeit insgesamt niedrigen Preisentwicklung und der einmaligen Auswirkung der MwSt.-Erhöhung, gibt es nicht den geringsten wirtschaftlichen Grund, das System der Indexierung ein weiteres Mal zu manipulieren.

Was wichtig ist, ist die Preisentwicklung im Auge zu behalten, um zu verhindern, dass die MwSt.-Erhöhung dazu benutzt wird, die Gewinnspannen auszuweiten.

Auch ist es überaus wichtig, dass sowohl der Staat als die Gemeinden und auch die öffentlichen Unternehmen darauf achten, dass sie Anfang des Jahres ihre Steuern und Preise nicht erhöhen, um so ein Anheizen der Preisentwicklung zu vermeiden.



Die neue Regierung hat angekündigt, sie würde den Warenkorb nicht manipulieren und sie würde auch keine anderen strukturellen Änderungen im Indexsystem durchführen. Das ist gut so.

Der OGBL sieht nicht ein, warum ein weiteres Gesetz verabschiedet werden sollte, um den Index mit Verspätung auszuzahlen. Er glaubt jedoch eher, dass es zahlreiche gute Gründe gibt, zum früheren System zurückzukehren.

Dies ist im Interesse des sozialen Friedens und des nationalen Sozialdialogs. Dies ermöglicht eine Politik der Differenzierung in Bezug auf die Kollektivverträge. Dies wäre ein positives Signal im Hinblick auf die Erhaltung der Kaufkraft. Dies ist wichtig für viele Arbeitnehmer/innen und Rentner/innen und ebenfalls für einen Großteil unserer Wirtschaft.

Arbeitslosigkeit

Die Beschäftigungspolitik, der Kampf gegen die Arbeitslosigkeit muss eine zentrale Aufgabe für die neue Regierung sein.

Es reicht nicht, dass die Regierung immer wieder erklärt und sagt, sie würde sich regelmäßig mit der Direktorin des Arbeitsamts treffen.

Und es ist ein falsches Signal, als erste Maßnahme die man ergreift, die Bestimmungen zu verschärfen, unter denen die Arbeitslosen eine Arbeit die ihnen angeboten wird annehmen müssen. Die neue Verordnung der Regierung wirft zahlreiche Probleme auf und sendet ein falsches Signal. Es wurde auch ohne Diskussion im CPTC und im Überwachungsausschuss der ADEM beschlossen. Zurzeit ist es noch ein Entwurf, und es ist nicht zu spät darüber zu diskutieren und es zu verbessern. Wird es nicht abgeändert, so bedeutet dies, dass wir als OGBL unsere Politik gegenüber dem Arbeitsamt ändern müssen, dass wir eine Dienststelle einrichten müssen, um den Leuten eine juristische und administrative Hilfe gegen schlechte Entscheidungen der ADEM anzubieten.

Jugendbeschäftigung

Auch in Luxemburg sind besonders die Jugendlichen von

den Auswirkungen der europäischen Austeritätspolitik betroffen. Die Jugendarbeitslosigkeit liegt über dem Durchschnitt. Die Jugendlichen sind vorwiegend von der Prekarisierung betroffen. Sie müssen oft schlecht bezahlte zeitbegrenzte Arbeits- oder Leiharbeitsverträge akzeptieren.

Dafür können sie kaum ohne Unterstützung ihrer Eltern ein unabhängiges Leben aufbauen.

Sie werden oft in Beschäftigungsmaßnahmen verfrachtet.

Sie sind Opfer einer Politik, die Anfangslöhne systematisch senken will.

Ihnen wird ein schlechtes Gewissen gemacht. Es wird ihnen gesagt, sie hätten nicht genug oder das falsche Fach gelernt. Dabei haben wir zurzeit mehr ausgebildete und diplomierte junge Leute denn je. Argumentiert man so, dann lautet meist die Antwort, dass die Diplome nichts mehr Wert sind.

Die Jugend ist faul, die Schule taugt nichts, das bekommt man dann zu hören; so einfach ist das.

Das ist falsch! Unsere Jugend ist nicht faul, sie ist nicht dumm und hat das Recht auf eine gute Arbeit die fair bezahlt ist.

Das muss das Ziel der ominösen „Jugendgarantie“ („Garantie Jeunes“) sein (Anm. d. Red.: den jungen Menschen anständige Jobs zu garantieren); und hier sind insbesondere Staat, Gemeinden und Unternehmen gefordert. Das ständige Krakeelen über die Jugendlichen, über das Lehrpersonal, über die Eltern, die ihre Verantwortung nicht übernehmen, über eine schlechte Erziehungs- und Orientierungspolitik geht weit an den wahrhaftigen Problemen vorbei und entbindet die Wirtschaft und die Politik viel zu einfach von ihrer Verantwortung.

Gewerkschaftspluralismus ist kontraproduktiv

Durch seinen Erfolg bei den Sozialwahlen wurde der OGBL als die große Gewerkschaft der Arbeitnehmer aus dem Privat- und dem öffentlichen Sektor bestätigt. Der LCGB wollte auf mehr als 20 Sitze in der Arbeitnehmerkammer (CSL) kommen. Er hat jedoch noch einen Sitz eingebüßt und hat jetzt 15 Sitze und weniger als 30% der Stimmen, wobei der OGBL über 60% der Stimmen bekommen hat.

Beim OGBL bleiben wir der Meinung, dass der sogenannte Gewerkschaftspluralismus den Arbeitnehmer/innen nichts bringt. In einer großen pluralistischen Organisation, innerhalb derer die ideologischen Überzeugungen jedes einzelnen respektiert werden, wäre es möglich, so glauben wir, die gemeinsamen und

besonders die individuellen Arbeitnehmer/innenrechte zu verteidigen.

Die Kollegen des LCGB lehnen es aus ideologischen Gründen ab, diesen Weg zu gehen. Dem sei es denn so!

Trotzdem werden wir ihnen ebenso wie den anderen Branchengewerkschaften eine strukturelle Zusammenarbeit anbieten, die es zum Ziel hat einen nationalen Gewerkschaftsbund auf die Beine zu stellen.

Unabhängigkeit des OGBL

Wir sind politisch unabhängig, wir sind nicht neutral und sagen unsere Meinung.

Wir sind finanziell unabhängig.

Wir sind stark, denn wir haben nun fast 70.000 Mitglieder.

Wir unterbreiten Vorschläge.

Wir sind bereit, annehmbare und zukunftsträchtige Kompromisse zu verhandeln und einzugehen.

Wir können jedoch auch nein sagen; es liegt in unserer Verantwortung nein zu sagen und uns zu verteidigen, wenn politische Entscheidungen getroffen werden, die gegen die Interessen unserer beinahe 70.000 Mitglieder und unserer mehr als 100.000 Wähler gehen.

Das Patronat muss wissen und akzeptieren, dass es auf nationaler ebenso wie auf sektorieller und betrieblicher Ebene nur über einen ernsthaften und zuverlässigen Verhandlungs- und Diskussionspartner verfügt, und zwar den OGBL. Es muss dies akzeptieren und sich mit der Situation abgeben. Das Patronat wurde sich sicherlich in letzter Zeit bei so mancher Kollektivvertragsverhandlung dieser Tatsache bewusst.

Die Regierung muss das aber auch so sehen und es akzeptieren.

Der OGBL hat keine Rücksicht auf eine schwarz-rote-Regierung genommen.

Der OGBL wird auch keine Rücksicht auf eine blau-rot-grüne-Regierung nehmen, wenn diese eine fehlerhafte Politik führt und die sozialen und materiellen Interessen der Arbeitnehmer/innen nicht respektiert.

Wir arbeiten mit, wenn es darum geht ein solidarisches, demokratisches und sozialeres Luxemburg zu schaffen, in einem Europa, das für sozialen Fortschritt steht und nicht für sozialen Rückschritt. Wir werden uns gegen jede sozial-rückschrittliche Maßnahme wehren. Insgesamt wehren wir uns gegen eine Politik des sozialen Rückschritts.

Es lebe der OGBL!

Es lebe der 1. Mai!

1^{er} mai

Fête du Travail et des Cultures

Comme chaque année depuis neuf ans, l'OGBL a organisé, ensemble avec ses partenaires, la Fête du Travail et des Cultures au Centre culturel de rencontre Abbaye Neumünster (CCRN).

Le discours politique traditionnel relatif à la Fête du Travail a été tenu par le président de l'OGBL, Jean-Claude Reding, le 29 avril 2014 à Kayl après avoir déposé une gerbe devant le monument de Jean Schortgen au cimetière de Tétange. Jean Schortgen était un mineur qui a trouvé la mort accidentellement dans la mine le 1^{er} mai 1918 à l'âge de 38 ans.

La fête du 1^{er} mai a été chaleureusement ouverte par la directrice du CCRN, Ainhoa Achutegui. Ensuite, le secrétaire général de l'OGBL, André Roeltgen, a prononcé une allocution qui lui a permis de mettre la fête du travail dans son contexte historique.

Malgré le temps maussade, des milliers de personnes ont participé aux multiples ateliers et ont assisté aux concerts et autres représentations artistiques. L'OGBL est heureux de constater que d'année en année le nombre de participants augmente et le programme culturel et culinaire se diversifie. Nous remercions

vivement toutes les personnes et organisations qui ont contribué au succès de la Fête du Travail et des Cultures en 2014 et leur donnons déjà rendez-vous pour la 10^e édition en 2015!



Photos Alain Rischard/editpress et Thierry Martin/revue

1. Mai

Fest der Arbeit und der Kulturen

Wie seit neun Jahren hat der OGBL, zusammen mit seinen Partnern, das Fest der Arbeit und der Kulturen im „Centre culturel de rencontre Abbaye Neumünster (CCRN)“ organisiert.

Die traditionelle politische Rede zum Fest der Arbeit wurde vom Präsidenten des OGBL, Jean-Claude Reding, am 29. April 2014 in Kayl gehalten, nachdem er auf dem Tetinger Friedhof ein Blumengebinde am Monument

Jean Schortgen niedergelegt hatte. Jean Schortgen war ein Minenarbeiter, der am 1. Mai 1918, im Alter von 38 Jahren, tödlich in der Mine verunglückte.

Das Fest des 1. Mai wurde sehr herzlich von der Direktorin des CCRN, Frau Ainhoa Achutegui, eröffnet. Danach hielt André Roeltgen, Generalsekretär des OGBL, eine Ansprache und setzte dabei das Fest der Arbeit in seinen historischen Kontext.

Trotz des eher schlechten Wetters, haben tausende von Menschen an den Ateliers teilgenommen und haben sich Konzerte und andere künstlerische Darbietungen angehört bzw. angeschaut. Der OGBL stellt mit Genugtuung fest, dass Jahr für Jahr die Zahl der Besucher zunimmt und dass das kulturelle und kulinarische Programm vielseitiger wird. Wir bedanken uns sehr herzlich bei allen Personen und Organisationen die dazu beigetragen haben, dass das Fest der Arbeit und der Kulturen 2014 ein Erfolg war und wir freuen uns jetzt schon auf eine erneute gute Zusammenarbeit bei der 10. Auflage in 2015!



Photos Alain Rischard/editpress et Thierry Martin/revue



Jean-Claude Reding Gastredner in Saarbrücken

4.000 Teilnehmerinnen und Teilnehmer kamen nach Polizeiangaben mit dem großen Demonstrationzug auf den Saarbrücker Schlossplatz zur zentralen Mai-Feier des Deutschen Gewerkschaftsbundes (DGB) im Saarland. Dies zeige nach DGB-Angaben, dass der „Tag der Arbeit“ nach wie vor große Bedeutung für die Beschäftigten im Saarland habe. Dieses Jahr stand der 1. Mai beim DGB unter dem Motto: „Gute Arbeit. Soziales Europa.“

Auf der großen Bühne vor dem Saarbrücker Schloss sorgten dann Jean-Claude Reding (59; Präsident des luxemburgischen Gewerkschaftsbundes OGBL und Präsident der luxemburgischen Arbeitnehmerkammer CSL) und der stellvertretende Bezirksvorsitzende des DGB Rheinland-Pfalz/Saarland, Eugen Roth (56), mit ihren engagierten Reden für gute Stimmung beim Publikum.

Jean-Claude Reding kritisierte, dass die Armut „weltweit schamlos ausgenutzt“ werde, „um Lohn- und Sozialdumping in der globalisierten Ökonomie durchzusetzen“. Schuld an Katastrophen wie der von Rana Plaza in Bangladesch seien nicht die Konsumenten, sondern die viel zu hohen Profitraten der Konzerne.

Mit Blick auf die anstehenden Europa-Wahlen bemerkte Reding, das Vertrauen der Bürger in die Union, in die europäischen Institutionen, sei „niedriger denn je“. Reding wörtlich: „Wer sich die sozialen Realitäten in den EU-Ländern ansieht, wundert sich nicht darüber: Die Arbeitslosigkeit lag im Jahr 2013 auf Rekordhöhe - elf Prozent, das sind 26 Millionen Menschen!“ Die Politik der Reallohnsenkungen und Realeinkommensverlusten habe negative Folgen für die Kaufkraft und verstärke so



noch die soziale und wirtschaftliche Krise. Er kritisierte gleichzeitig das „Versagen der EU-Kommission, wenn es darum geht, eine wirkliche europäische Industriepolitik zu gestalten“. Reding sprach sich für die Einführung eines europaweiten Mindestlohnes aus, der „mindestens 60 Prozent des Durchschnittslohnes im jeweiligen Land“ betragen müsse. Dieser Mindestlohn solle wie in Luxemburg an die Preisentwicklung und an die allgemeine Lohnentwicklung angepasst werden.

Eugen Roth erteilte dem transatlantischen Freihandelsabkommen TTIP eine klare Absage: „Das haben wir bisher auch nicht gebraucht. Stattdessen brauchen wir aber eine Finanztransaktionssteuer“, konstatierte er. Europa sei mehr als eine Freihandelszone, Europa sei „das wichtigste Friedensprojekt seit dem vergangenen Jahrhundert der Kriege“, so Roth weiter. Deutschland habe jedoch „auf dem Rücken seiner Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer durch vorenthaltene Löhne das Gleichgewicht der europäischen Wirtschaft aus der Balance gebracht“. ... Abschließend sprach sich Roth für ein Verbot der NPD aus, warnte vor rechts-extremen Tendenzen und betonte, dass die „braunen Geister“ im Saarland nicht willkommen seien.



Interview mit Henri Hoffmann über die Geschichte des 1. Mai in Luxemburg

Henri Hoffmann, ehemaliger Beschäftigter der Stahlindustrie und OGBL-Mitglied seit 1979, hat noch im Alter von 70 Jahren ein Masterstudium in europäischer Zeitgeschichte an der Universität Luxemburg erfolgreich abgeschlossen. Unter der Anleitung von Denis Scuto hat Henri Hoffmann eine 250 Seiten starke Masterarbeit mit dem Titel „Histoire du 1^{er} Mai au Grand-Duché de Luxembourg, des origines à nos jours – 1890 à 2012“ geschrieben. Aktuell hat sich mit ihm darüber unterhalten.



Aktuell: Lieber Kollege, Ihre Arbeit hat uns sehr beeindruckt, zumal bis zu diesem Zeitpunkt noch keine Gesamtdarstellung über die Geschichte des 1. Mai hier in Luxemburg vorlag und ihre Arbeit deshalb verdient veröffentlicht zu werden. Wann haben Sie eigentlich den Entschluss gefasst, wieder die Schulbank zu drücken?

HH: Das dürfte vor etwa sechs oder sieben Jahren gewesen sein, als ich mich dazu entschloss noch etwas Interessantes im Rentenalter zu unternehmen. Als langjähriger Lokalkorrespondent im Tageblatt galt mein Interesse schon immer der Politik und der Geschichte. Und somit begann ich dann ein Studium an der Paul-Verlaine-Universität in Metz, das ich dort mit dem Bachelor-Diplom abschloss. Nach einem anschließenden Studium an der Universität Luxemburg bestand ich im Jahr 2013 den Master in europäischer Zeitgeschichte.

Aktuell: Wieviel Zeit haben Sie für diese Masterarbeit aufgebracht?

HH: Das dürften wohl um die 3.000 Arbeitsstunden gewesen sein. Dieser Zeitaufwand beinhaltet die Nachforschungen in den verschiedenen Archiven und Bibliotheken sowie das Sammeln einer Fülle von Artikeln, Meldungen und Berichten in den Printmedien, im Rundfunk und im Fernsehen. Die Strukturierung, der Vorstellungsentwurf, das Redigieren und die Niederschrift der Arbeit haben ebenfalls viel Zeit beansprucht, genauso wie das Ordnen und das Katalogieren der gesammelten Dokumente.

Aktuell: Könnten Sie uns die dazu genutzten Quellen nennen?

HH: Eine der Hauptquellen für diese Arbeit war zweifelsohne das Staatsarchiv. Vor allem ergaben die Akte der Justizbehörde (Fonds „Justice et Mouvement ouvrier“) eine Menge an dokumentarischem Material. Die dort chronologisch geordneten Unterlagen der Justizbehörden und der Polizei ermöglichen eine genaue, ununterbrochene Auflistung aller betroffenen Teilnehmer über den Zeitraum von 1890 bis 1940. Vereinzelt Personen, vorwiegend jedoch Ausländer, wurden streng überwacht.

Verschiedene Stadtverwaltungen, wie Luxemburg, Düdelingen, Rümelingen, Esch usw. erlaubten mir bereitwillig den Zugang zu ihren Archiven. Auch in den Gewerkschaftsarchiven durfte ich recherchieren. Bildmaterial bezog ich aus der hauptstädtischen Fotothek und die beachtliche Sammlung an Plakaten, die in der „réserve précieuse“ der Nationalbibliothek aufbewahrt werden, durfte ich freundlicherweise einsehen. Ferner konnte ich dort eine Menge an Büchern ausleihen. Für Nachforschungen auf dem Gebiet der Musik war die fachliche Beratung des Personals aus dem Archiv der UGDA, dem Dachverband der Luxemburger Musikvereine, sehr wertvoll.

Aber ohne die zahlreichen Unterredungen mit Gewerkschaftlern und anderen Zeitzeugen wäre das Zustandekommen dieser interessanten Darstellung wohl kaum möglich gewesen.

Aktuell: Was haben Sie über die Maifeier in Luxemburg erfahren? Gab es zeitliche Verschiebungen und unterschiedliche Ziele? Waren wir im Einklang mit den meisten Ländern?

HH: Wie in allen europäischen und amerikanischen Ländern fand die erste Maidemonstration hier in Luxemburg im Jahre 1890 statt. Die Versammlung, die auf Initiative des „Central Arbeitervereins“ im Hotel Medinger in der Hauptstadt stattfand, war auf Sonntag, den 4. Mai verschoben worden, da der 1. auf einen Donnerstag fiel. Die Bergarbeiter aus dem Kanton Esch hatten nämlich im Vorfeld beschlossen eine Kundgebung abzuhalten. In Luxemburg forderten die Arbeiter das allgemeine, geheime Wahlrecht für Männer und Frauen, während alle andern Länder im Ausland den 8-Studentag als vorrangiges Ziel sahen. In den zwei folgenden Jahren wurde noch eine Feier veranstaltet. Bis zur Jahrhundertwende sollte es keine weiteren Veranstaltungen geben, bis dann die eingewanderten italienischen Arbeiter begannen diesen Kampftag der Werktätigen weiter zu führen. Ab 1903 organisierte der sozial-demokratische Verein um Doktor Welter regelmäßig eine Maifeier. Einen richtigen Aufschwung erlangte die Maifeierbewegung mit der Gründung einer starken Gewerkschaft, dem BMAV (der Berg- und Metallarbeiter Verband) im Jahre 1916. Ab diesem Zeitpunkt veranstaltete der BMAV, der Vorgänger des LAV und des späteren OGBL, alljährlich die Kundgebungen zum „Tag der Arbeit“. Bis 1956 wurden, wie ihr wisst, eine Anzahl lokaler Feiern in den entsprechenden Industriestandorten abgehalten, ehe eine einzige zentrale Veranstaltung stattfand. Das trifft auf die „Freien Gewerkschaften“ zu, die aus dem LAV/OGBL, der Eisenbahngewerkschaft FNCTTFEL und dem Bucharbeiterverband FLTL gebildet wurden.

Andere Berufsverbände folgten später. So der kommunistische Verband FLA, der von 1947 bis 1965 eine eigene Feier hatte. Bereits in den Jahren von 1928 bis 1935 versuchte die kommunistische „Rote Gewerkschaftsorganisation (RGO)“ eine parallele Veranstaltung zu jener der „Freien Gewerkschaften“ auf die Beine zu bringen. Jedoch mit wenig Erfolg. Der christliche LCGB begann erst 1966, während der 1960 gegründete NHV und spätere NGL erst zwei Jahre später eine eigene Feier zu Stande brachte. Soweit für die einzelnen Berufsverbände.

Näheres über den Verlauf der Kundgebungen mit den traditionellen Umzügen, die Redner, die Ansprachen, die Symbolik mit den Blumen, den Fahnen, den Gesängen, den Spruchbändern usw. erfahren wir im zweiten Teil der Abhandlung. Sportliche Darbietungen und ein kulturelles Festprogramm gehörten fast immer zum „Tag der Arbeit“. Hervorzuheben bleibt, dass während all der

Jahre keine Zwischenfälle bei den Demonstrationen und den Kundgebungen der „Freien Gewerkschaften“ zu melden waren, wie es in den Polizeiberichten heißt.

Aktuell: Welches sind die Meilensteine in der Geschichte des 1. Mai? Was hat dieser Kampf- und Feiertag bewirkt?

HH: Ganz lapidar. Vier Errungenschaften gehen direkt auf die Maidemonstrationen zurück. Wie schon erwähnt, das Hauptanliegen, das allgemeine Stimmrecht einzuführen, war der Zweck der ersten Versammlung im Jahre 1890. Am 8. Mai 1919 trat das Gesetz in Kraft. Bereits ein Jahr zuvor war den Werktätigen der 8-Studentag zuerkannt worden. Der ominöse Paragraph 310, der das Koalitionsrecht verbot und somit die Schaffung von Gewerkschaften unmöglich machte, wurde erst im Jahre 1936 abgeschafft. Damit verschwand dieses Überbleibsel aus der Zeit der Französischen Revolution. Ab 1913 wurde der sonntägliche Ruhetag gesetzlich zugestanden. Bleibt noch hervorzuheben, dass der 1. Mai im Jahre 1946 zum legalen Feiertag wurde. Man kann ruhig behaupten, dass die Maikundgebungen im Allgemeinen indirekt zur Verbesserung der sozialen Gesetzgebung und der Besserstellung der Arbeiterschaft beigetragen haben.

Aktuell: Nächstes Jahr steht das 125-jährige Jubiläum der 1.- Mai-Feier an. Darf man mit Zuversicht in die Zukunft blicken?

HH: Große Herausforderungen werden auch fortan an die Gewerkschaften herangetragen werden. Die schlechte Wirtschaftslage und der unverblühte Angriff auf den sozialen Besitzstand seitens des Patronats und gewisser politischer Kreise zeigen deutlich in diese Richtung. Schon so oft haben manche das Ende der Maifeier vorausgesagt. Aber auch in der Zukunft wird diese alljährliche Feier den Millionen Werktätigen in aller Welt ein Gefühl von Hoffnung, Solidarität und Stärke vermitteln.



© Ville de Dudelange

Interview avec Henri Hoffmann sur l'histoire du 1^{er} mai à Luxembourg

Membre et militant de l'OGBL depuis 1979, retraité ARBED, Henri Hoffmann a décroché à l'âge de 70 ans un Master en histoire européenne à l'Université du Luxembourg. Dans ce contexte, Henri Hoffmann a réalisé, sous la direction de Denis Scuto, un mémoire de recherche impressionnant de 250 pages intitulé «Histoire du 1^{er} Mai au Grand-Duché de Luxembourg, des origines à nos jours (1890-2012)». Aktuell s'est entretenu avec Henri Hoffmann.

Aktuell: *Cher collègue, nous sommes impressionnés par le travail que vous avez réalisé, un travail inédit au Luxembourg qui mérite d'être publié. Quand avez-vous décidé de reprendre le chemin de l'école?*

Il y a de cela quelque six ou sept ans, lorsque j'ai décidé de faire encore quelque chose de vraiment intéressant pendant ma retraite. Correspondant local au «Tageblatt» pendant environ trente ans, ma curiosité s'orientait logiquement vers l'histoire et la politique. Après ma licence en histoire à l'Université de Metz, j'ai poursuivi mon cursus universitaire à l'Université du Luxembourg, où j'ai réussi mon Master en Histoire européenne contemporaine au début de l'année 2013.

Aktuell: *Combien d'heures de travail avez-vous consacré à votre mémoire de master sur le 1^{er} mai?*

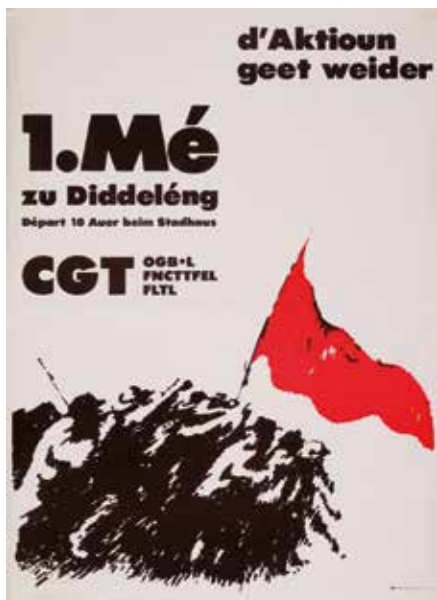
Au total j'ai mis approximativement 3 000 heures pour le mémoire. Ce temps je l'ai consacré en grande partie aux recherches dans les différentes archives et bibliothèques. L'abondante bibliographie disponible ainsi que la multitude impressionnante de documents que j'ai pu tirer des journaux morts ou vivants, tant du côté syndical que national, ont pris pas mal de temps. En outre j'ai dû classer et répertorier la documentation, aussi bien écrite ou illustrée. Avant d'entreprendre la rédaction proprement dite, j'ai passé beaucoup d'heures pour planifier et structurer l'ouvrage.

Aktuell: *Quelles ont été vos principales sources documentaires?*

Les recherches dans les Archives nationales ont constitué une partie non négligeable de mon travail; en premier lieu il faut citer dans ce contexte le Fonds «Justice et Mouvement Ouvrier», couvrant la période de 1890 à 1940. Classés chronologiquement ces dossiers permettent d'avoir une vue d'ensemble pour cette période de la liste des participants aux réunions ou aux cortèges.

Ensuite il faut mentionner la presse, tant syndicale que nationale, ainsi que les journaux morts et vivants qu'il fallait décortiquer minutieusement. Côté syndicats, il fallait tenir compte des particularités de chaque syndicat, comme par exemple des appartenances idéologiques ou des affinités politiques tout en analysant les moyens mis en œuvre pour la mobilisation massive des adhérents pour cette journée si importante. Les riches collections aussi bien de la photothèque de la Ville de Luxembourg que de la Bibliothèque nationale m'ont permis d'engranger une multitude de photographies, d'affiches et d'autres documents graphiques. Bien entendu, un temps assez considérable a été consacré à la lecture d'une vaste bibliographie et d'une recherche approfondie de quantité de sites Internet. Mais sans les multiples entrevues avec les responsables syndicaux, sans les nombreuses discussions avec les militants et sans les avis, conseils et souvenirs très utiles de nombre de personnes que j'ai contactées en vue d'avoir des explications ou des renseignements sur tel ou tel sujet, le mémoire n'aurait pas été complet.





Aktuell: En quelques mots, qu'avez-vous appris sur la fête du travail au Luxembourg? Étions-nous en phase avec le reste du monde ou décalés?

Au Luxembourg, le 1^{er} mai a été célébré pour la première fois en 1890, comme dans tous les autres pays d'Europe et d'Amérique et fut encore célébré les deux années suivantes. Après une brève interruption, le flambeau a été repris en 1900 par les ouvriers immigrés italiens et en 1903 le parti social-démocrate a organisé sa première fête du Travail. Fondé en 1916, le BMAV (Berg- und Metallarbeiter-Verband), ancêtre du LAV et de l'OGBL, a organisé les manifestations du 1^{er} mai de ses origines à nos jours avec l'unique interruption de quatre ans pendant l'Occupation. Les autres syndicats ont suivi. De 1947 à 1965 le syndicat communiste FLA avait sa fête à part, le LCGB (chrétien) a débuté seulement en 1966 et le NHV/NGL en 1962. Un tas d'informations concernant le déroulement des manifestations avec leurs cortèges, les orateurs, les discours, la surveillance policière, les symboles, les chants, la propagande, les drapeaux, les programmes culturel et sportif etc. se trouvent dans la

seconde partie du mémoire. Des coups de projecteur, de temps à autre, sur les événements à l'étranger, nous donnent un aperçu d'ensemble sur les rituels de la Fête du Travail dans le monde. Bref, l'histoire du 1^{er} mai reflète toute l'histoire sociale luxembourgeoise, mais en condensé.

Aktuell: Quelles sont les grandes dates-clé de l'histoire du 1^{er} mai au Luxembourg?

Le vote universel secret, pour hommes et femmes, a été introduit le 8 mai 1919. Cette revendication était à l'origine de la journée de lutte des mineurs du canton d'Esch venus manifester à Luxembourg en 1890. L'année précédente la journée de travail de 8 heures avait été concédée. Ceci était également une revendication depuis l'origine du mouvement revendicatif. L'abolition de l'article 310 interdisant la constitution de syndicats n'est intervenue qu'en 1936. Le repos dominical a été légalisé en 1913.

Ces quatre revendications peuvent être imputées sans conteste à la mobilisation des travailleurs lors du 1^{er} mai. Notons également qu'en 1946 le 1^{er} mai a été déclaré jour férié légal.

Naturellement cette énumération sommaire est loin d'être exhaustive. Inscrite dans la longue durée, l'action syndicale a influé indirectement sur l'amélioration de la législation sociale et des conditions de vie des travailleurs en général.

Aktuell: Pourrions-nous par conséquent célébrer l'année prochaine le 125^e anniversaire du 1^{er} mai?

Les «125 printemps du 1^{er} mai», certainement. Avec la précarisation des emplois, le chômage de masse, la désindustrialisation, la crise etc. Il reste du pain sur la planche.

Letzeburger Arbëchterlied
No der Weis: Bergleut zu Bael ruten: Glückauf!

Marsch Tempo. Köer. *Dieacht Solo, je d'aalt Köer.*

1. Arbëchs-man wäch, scho grôt der Däg! Fre' e - raus aus dem Bëtt un - deng Ar - bëcht de' wénk, d'Müorges-ro't dat - as d'Bild vun der Frei-hët de' bléckt: Durch Nüsch zum Licht de Bléck ge - richt! Fre' e - richt.

2. Bauersman bräw, Emmerloft Skléw!
Ges net fro, ges net fro, kris ké gléckleche Stand,
Bis du mat allen Arbëchter gës Hand an Hand:
En Arbëchtsbond
Om lëderend!

3. Handwierkman fro,
Dat as verbi,
Dass du stärk wörs an érech, zerridden a fro,
D'Kapital dat le'sst dir we' dem Bauer këng Ro':
Zesumestön,
Sor emmergön!

4. Minëttman ro'd,
Schwäz an der Do'd,
Dem an d'Aen du kuck a unne! Fürcht a Ferrön,
Mass rom Arbëchtsbond stös, soll et bësser dir gön:
E Bond, é Bond
Vu Land zo' Land!

5. Büroman këng,
Stös och éng
A verkëmmert a schwäch, Proletarierio's,
Bis mat all äner Arbëchter, këng ewe' gro'as,
Du fest an trei
Stös an der Rei!

6. Arbëchtsleit all
Durch Berg an Dal:
Wann dir fest hält zesummen a ste't all fir én,
Dan lërracht Freihët a Gleichhët a Le'wt frezen
An d'Welt get trei
Vun Tyrannei!

Euromanif à Bruxelles

Forte participation luxembourgeoise

Le 4 avril 2014, 50 000 syndicalistes venant de nombreux pays européens se sont rassemblés à Bruxelles suite à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES).

L'OGBL et la FNCTTFEL, les syndicats libres du Luxembourg, ont participé avec un contingent de plus de 500 personnes à cette manif qui a revendiqué une nouvelle politique européenne. Une politique qui met les citoyens, voire les salariés, c.-à-d. les véritables producteurs des richesses, au centre de l'action politique européenne plutôt que les investisseurs et autres détenteurs du capital.



Bourses d'études

L'OGBL a rencontré le ministre Claude Meisch et marqué son désaccord avec le projet de loi

Une délégation de l'OGBL conduite par Nico Clement, membre du Bureau exécutif, a été reçue ce lundi 19 mai par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Claude Meisch, pour un échange de vues sur la réforme du système d'aides financières de l'État pour études supérieures.

Un premier échange de vues avait eu lieu le 28 janvier 2014. A cette occasion, le ministre avait présenté son approche, à savoir l'introduction de trois bourses différentes (bourse de base, bourse de mobilité, bourse sociale) et le maintien du système de prêt et de remboursement du droit d'inscription tel qu'il existe actuellement. L'OGBL a transmis sa position au ministre début mars, mais cette dernière n'a pas été prise en compte dans le cadre de l'élaboration du projet de loi. Suite à la forte mobilisation des élèves et étudiants et des organisations de jeunes contre le projet, le gouvernement a adopté récemment un certain nombre d'amendements qui certes vont dans le bon sens mais ne sont toujours pas satisfaisants pour l'OGBL.

Nico Clement a rappelé les principales objections et revendications de l'OGBL, à savoir:

- la bourse de base devra être portée à 4.600 euros afin qu'elle corresponde à la somme des allocations familiales abolies en 2010, majorée d'une adaptation à l'évolution du coût de la vie depuis 2006. En fait, pour l'OGBL, la bourse de base ne devra pas être inférieure à la somme des allocations familiales («Kannergeld» + boni enfant + allocation de rentrée scolaire);
- en ce qui concerne la bourse sociale, il y a lieu de veiller à la plus juste distribution possible. Pour l'OGBL, le plafond de 4,5 fois le salaire minimum devra être revu puisqu'il est manifestement trop bas. En outre, il n'est pas concluant en soi puisqu'il y a d'autres facteurs comme le nombre d'enfants du ménage, son endettement éventuel, etc. qui déterminent la situation financière d'un ménage;
- les conditions d'octroi de la bourse de mobilité doivent être revues afin d'éviter tout traitement inégalitaire;
- il faudra prévoir impérativement dans la loi un

mécanisme d'adaptation des bourses à l'évolution réelle des coûts de la vie.

Nico Clement a également rappelé que malgré l'introduction d'une bourse sociale et l'augmentation de celle-ci à 3.000 euros, la majorité des ménages, y compris les ménages à revenu très modeste, perdront considérablement par rapport à l'ancien système d'avant 2010 («Kannergeld» + boni enfant + allocation de rentrée scolaire + bourses d'études échelonnées selon le revenu du ménage).

Le ministre Meisch a rappelé les principes de la bourse, et a présenté les amendements qui prévoient également l'introduction d'une quatrième bourse, une bourse familiale de 500 euros supplémentaires par enfant pour les ménages qui ont plusieurs enfants en même temps à l'université.

L'OGBL continue à contester le choix politique du gouvernement et n'accepte pas l'argument des contraintes budgétaires avancé par le ministre. Il est inacceptable de vouloir faire des économies dans ce domaine qui constitue l'investissement dans l'avenir par excellence pour un pays qui n'a d'autres ressources naturelles que les cerveaux de sa jeunesse.

Rappelons enfin que l'OGBL a été solidaire avec la grève des élèves et étudiants du 25 avril 2014 à laquelle ont participé plus de 15.000 jeunes.



Studienbeihilfen

Der OGBL traf Minister Claude Meisch und bekräftigte, dass er mit diesem Gesetzesentwurf nicht einverstanden ist

Eine OGBL-Delegation, angeführt von Nico Clement, Mitglied des Geschäftsführenden Vorstands wurde am 19. Mai von Claude Meisch, Minister für Hochschulwesen und Forschung empfangen. Es ging dabei um die Reform der staatlichen Studienbeihilfen.

Einen ersten Austausch hatte es am 28. Januar 2014 gegeben. Bei dieser Gelegenheit hatte der Minister seine Herangehensweise erklärt, und zwar die Einführung von drei unterschiedlichen Beihilfen (Basisbeihilfe, Mobilitätsbeihilfe und Sozialbeihilfe) sowie die Beibehaltung des Systems des Darlehens und der Rückzahlung der Einschreibegebühr, wie es zurzeit besteht. Der OGBL hat dem Minister Anfang März seine Einwände mitgeteilt, doch wurde davon überhaupt nichts in der Ausarbeitung des Gesetzesprojekts berücksichtigt. Nach der starken Mobilisierung der Schüler und Studenten und der Jugendorganisationen gegen dieses Projekt hat die Regierung kürzlich eine gewisse Zahl von Abänderungsanträgen angenommen, die zwar in die richtige Richtung gehen, aber immer noch den OGBL nicht zufriedenstellen.

Nico Clement hat die Haupteinwände und -forderungen des OGBL in Erinnerung gebracht, und zwar:

- Das Basisstipendium muss auf mindestens 4.600 Euro angesetzt werden, damit es der Summe der Familienzulagen, die 2010 abgeschafft wurden, entspricht, angepasst an die Preisentwicklung seit 2006. Tatsächlich darf für den OGBL das Basisstipendium nicht niedriger sein als die Summe der Familienzulagen (Kindergeld + Kinderbonus + Schulanfangszulage).

- Was das Sozialstipendium betrifft, so muss darauf geachtet werden, dass es so gerecht wie möglich verteilt wird. Für den OGBL muss die Höchstgrenze von 4,5 Mal den Mindestlohn nach oben revidiert werden, da diese offensichtlich zu niedrig ist. Darüber hinaus ist diese Grenze an sich nicht aussagekräftig, da andere Faktoren mitberücksichtigt werden müssen, wenn es darum geht, die finanzielle Lage eines Haushalts zu bestimmen (z.B. die Zahl der Kinder im Haushalt, die mögliche Verschuldung usw.).
- Die Gewährungsbedingungen des Mobilitätsstipendiums müssen überarbeitet werden, um jegliche Form von ungleicher Behandlung auszuschließen.
- Im Gesetz muss ein Anpassungsmechanismus der Beihilfen an die realen Lebenshaltungskosten vorgesehen werden.

Nico Clement hat ebenfalls daran erinnert, dass trotz der Einführung eines Sozialstipendiums und der Aufbesserung dessen auf 3.000 Euro, die Mehrheit der Haushalte, inklusive die mit sehr bescheidenem Einkommen, beträchtliche Einbußen im Vergleich zum System von vor 2010 (Kindergeld + Kinderbonus + Schulanfangszulage + Stipendium je nach Haushaltseinkommen gestaffelt) erleiden werden.

Minister Meisch hat noch einmal die Grundprinzipien seiner Reform sowie der neulich von der Regierung angenommenen Abänderungsanträge erläutert. Er hat außerdem auf die Einführung eines vierten Stipendiums hingewiesen, und zwar ein Familienstipendium von zusätzlich 500 Euro pro Kind für die Haushalte, die mehr als ein Kind gleichzeitig im Hochschulstudium haben.

Der OGBL protestiert weiterhin gegen die politische Entscheidung der Regierung und ist mit dem Argument der Haushaltseinschränkungen, die der Minister vorhält, nicht einverstanden. Es ist nicht annehmbar in diesem Bereich sparen zu wollen, der eine Zukunftsinvestition par excellence darstellt, besonders in einem Land, das über keine anderen Naturressourcen verfügt, als die Intelligenz seiner Jugend.

Erinnern wir abschließend daran, dass der OGBL mit dem Streik der Schüler und Studenten des vergangenen 25. April, an dem mehr als 15.000 Jugendliche teilgenommen haben, solidarisch war.



Die Arbeitslosigkeit, nicht die Arbeitslosen bekämpfen!

Am 24. März hat der Minister für Arbeit und Beschäftigung den Entwurf einer großherzoglichen Verordnung zur grundlegenden Überarbeitung der Kriterien der „angemessenen Beschäftigung“ für die Arbeitssuchenden und der Bedingungen unter welchen die Arbeitsagentur (ADEM) diesen Beihilfen bewilligt eingereicht. Der OGBL ist mit dem eingereichten Text nicht einverstanden, der, das muss betont werden, im Vorfeld überhaupt nicht besprochen wurde, trotz sämtlicher Zusagen der Regierung, dass sie auf Dialog und Beratung setzen würde. Warum wurde der Dreierkontrollausschuss, der im Rahmen der Reform der ADEM geschaffen wurde, nicht bei diesem Entwurf hinzugezogen? Genauso stellt sich die Frage, warum ein für die Arbeitssuchenden so wichtiges Thema nicht auf der Tagesordnung des Permanenten Arbeits- und Beschäftigungsausschusses (CPTÉ) stand, der seitdem die neue Regierung im Amt ist, noch nicht einmal getagt hat?

Der vorliegende Entwurf ist für den OGBL nicht annehmbar, da er die Arbeitssuchenden einseitig bestraft, die, so sieht es aus, als einzig schuldig an ihrer Situation angesehen werden. Darüberhinaus liefert er keine Garantie, dass die Arbeitslosigkeit zurückgeht. In der Tat, der Entwurf einer großherzoglichen Verordnung wird wahrscheinlich eher die Ungewissheit für

den Arbeitssuchenden vergrößern, als die Schaffung von angemessenen Arbeitsplätzen im wahrsten Sinne des Wortes fördern oder die Dienstleistungen der ADEM verbessern, um dem Arbeitslosen zu helfen, eine Arbeit zu finden. So wird der Arbeitssuchende, der bisher einen Vollzeitjob hatte, eine Teilzeitarbeit nach einer Periode von drei Monaten (zurzeit sind es zwölf) nicht mehr ablehnen dürfen. Ebenso sind die Arbeitssuchenden, die bisher nur einer Teilzeitarbeit nachgingen, aus familiären oder welchen Gründen auch immer, demnächst dazu verpflichtet, einen Vollzeitjob zu akzeptieren, oder sie laufen die Gefahr ihr Recht auf Arbeitslosenentschädigung zu verlieren.

Der Verordnungsentwurf beinhaltet zudem keine einzige Präzision bezüglich der Art des Vertrags und noch weniger in Bezug auf die Arbeitszeiten bei der betreffenden Stelle. Der Arbeitssuchende läuft so die Gefahr, nach nur ein paar Monaten wieder arbeitslos zu sein oder eine Reihe von befristeten Arbeitsplätzen zu bekleiden, wenn nicht sogar Leiharbeitsposten.

Der OGBL verlangt, dass der Kontrollausschuss die Anwendung der Kriterien, die die Ablehnung eines Jobs begründen können, genau definiert, um eine subjektive Einschätzung des Kandidaten zu vermeiden. Auf jeden Fall lehnt der OGBL jegliche Verschlechterung für den



Arbeitssuchenden ab, wenn es um die familiäre Situation, die Fahrtzeit oder die Tatsache geht, ob man im Besitz eines Führerscheins ist oder nicht, umso mehr als die Regierung vorhat, gleichzeitig die Hilfe für geographische Mobilität zu streichen!

In diesem Zusammenhang stellt sich auch die Frage der Wiedereingliederungshilfe. Der OGBL erinnert daran, dass er sich formell gegen jegliche Reform dieser Beihilfe stellt, wenn der Arbeitnehmer dadurch einen Einkommensverlust im Vergleich zu seiner aktuellen Situation erleiden sollte, d.h. die Obergrenze der 90% soll erhalten bleiben. Da im Entwurf der großherzoglichen Verordnung vorgesehen ist, den Arbeitssuchenden dazu zu zwingen, auch einen Job mit kürzerer Arbeitszeit, im Vergleich zur vorherigen Arbeit, zu akzeptieren, müsste man also die Klausel herausnehmen, die vorsieht, dass die Beihilfe zur Wiedereingliederung proportional zur Arbeitszeit gekürzt wird. Der OGBL unterstreicht mit Nachdruck, dass Missbrauch bezüglich der Wiedereingliederungshilfe nicht von den Arbeitnehmern, sondern eher von bestimmten Arbeitgebern ausgeübt wird. Jegliche Reform der Maßnahme müsste

an erster Stelle die Unternehmen bestrafen, die besagte Maßnahme nutzen, um den Betroffenen weitaus niedrigere Gehälter zu bezahlen, wie sie für ähnliche Stellen mit gleicher Qualifikation im Unternehmen üblich sind, oder sogar um die kollektivvertraglichen Bestimmungen zu umgehen.

Gleiches gilt für die gesetzliche Verpflichtung der Meldung von freien Arbeitsplätzen durch die Arbeitgeber. Es handelt sich hier nicht um ein Kavaliersdelikt! Um sicherzustellen, dass die ADEM wirklich über die verfügbaren Arbeitsplätze informiert wird, schlägt der OGBL vor, Strafen für die Unternehmen vorzusehen, die diese Pflicht nicht erfüllen. Sie könnten zum Beispiel gezwungen werden, einen zusätzlichen Beitrag in den Beschäftigungsfonds zu leisten. Gleiches gilt auch für die Nicht-Weiterleitung der Informationen zu diesen Arbeitsplätzen von Leiharbeitsunternehmen. So würde der Gesetzgeber, statt die verletzlichste Person, d.h. den Arbeitslosen zu bestrafen, den Arbeitgebern ihre Verantwortung bewusst machen. Abschließend verlangt der OGBL die Überarbeitung des besagten Verordnungsentwurfs.

Combattre le chômage, et non les chômeurs!

Le 24 mars, le ministre du Travail et de l'Emploi a déposé un projet de règlement grand-ducal visant à réviser fondamentalement les critères de la notion de «l'emploi approprié» appliqués à l'égard des demandeurs d'emploi par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM). L'OGBL marque son désaccord avec le texte déposé, qui, il faut le noter, n'a fait l'objet d'aucune consultation préalable, malgré toutes les assurances du gouvernement de miser sur le dialogue et la concertation. Pourquoi la commission de suivi à composition tripartite mise en place dans le cadre de la réforme de l'ADEM n'a-t-elle pas été saisie pour avis sur le projet en question? De même, pourquoi ne pas mettre un sujet avec des implications lourdes pour les demandeurs d'emploi à l'ordre du jour du Comité permanent du Travail et de l'Emploi (CPTÉ), qui n'a tenu aucune réunion depuis l'avènement du nouveau gouvernement?

En tout état de cause, le projet qui se trouve sur la table est inacceptable pour l'OGBL, étant donné qu'il pénalise de façon unilatérale le demandeur d'emploi, qui est apparemment vu comme le seul responsable de sa situation, et n'offre aucune garantie que le chômage soit effectivement diminué. En fait, le projet de règlement grand-ducal risque plutôt de favoriser la précarité pour

le demandeur d'emploi plutôt que la création d'emplois appropriés au sens propre du terme ou l'amélioration des prestations de l'ADEM pour permettre au chômeur de retrouver un travail. Ainsi, le demandeur d'emploi, qui avait jusqu'ici travaillé à plein temps, ne peut plus refuser un travail à temps partiel après un délai de seulement trois mois (au lieu de 12 actuellement). De même, les demandeurs d'emploi ayant occupé auparavant un travail à temps partiel pour des raisons d'ordre privé (familiales ou autres) sont désormais forcés à accepter un travail à temps plein sous peine de perte du droit à l'indemnité de chômage.

Le projet de règlement ne contient par ailleurs aucun critère par rapport au type de contrat et en particulier du caractère temporaire ou non de l'emploi en question. Le demandeur d'emploi risque ainsi de se retrouver au chômage après quelques mois ou à être soumis à une succession de contrats à durée déterminée, voire de postes en intérimaire.

Pour l'OGBL, il faudra définir de manière précise au niveau de la commission de suivi l'application des critères qui peuvent justifier le refus de l'emploi proposé, afin d'éviter une évaluation subjective et à la tête du client. En tout cas, l'OGBL refuse des détériora-

tions pour le demandeur d'emploi par rapport à la prise en compte de la situation familiale, la durée de trajet ou le fait de disposer d'un permis de conduire ou non, d'autant plus que le gouvernement prévoit de supprimer en même temps l'aide à la mobilité géographique!

Dans ce contexte se pose aussi la question liée de l'aide au réemploi. L'OGBL rappelle qu'il s'oppose formellement à toute réforme de celle-ci qui comporterait des pertes de rémunération pour le salarié par rapport à la situation actuelle, c'est-à-dire le maintien du plafond des 90%. Étant donné que le projet de règlement grand-ducal envisage d'obliger le demandeur d'emploi d'accepter également une durée de travail inférieure à celle qu'il a exercée dans son emploi antérieur, il faudrait d'ailleurs abolir la clause prévoyant une réduction de l'aide au réemploi proportionnelle à la durée de travail. L'OGBL tient à souligner que les abus en matière de l'aide au réemploi, ne sont nullement exercés par les salariés, mais plutôt par certains employeurs. Toute réforme du dispositif de l'aide au réemploi devrait en premier lieu

pénaliser les entreprises qui utilisent le dispositif pour payer les concernés largement en-dessous du niveau de salaire appliqué pour des fonctions ou qualifications similaires dans l'entreprise, voire pour contourner les dispositions conventionnelles.

La même chose vaut pour le non-respect de l'obligation légale de notification des postes vacants par les employeurs. Il ne s'agit pas d'une peccadille! Afin d'assurer que l'ADEM soit effectivement et réellement informée des postes disponibles, l'OGBL propose de prévoir des sanctions à l'égard des entreprises qui ne respectent pas cette obligation, qui pourraient consister par exemple de l'imposition d'une contribution supplémentaire au Fonds pour l'emploi. La même chose vaut d'ailleurs pour la non-transmission des informations sur ces postes par les entreprises de travail intérimaire. Ainsi, au lieu de pénaliser la personne la plus vulnérable, à savoir le chômeur, le législateur responsabiliserait les employeurs. En conclusion, l'OGBL demande la révision du projet de règlement en question.

Lohnfortzahlung im Krankheitsfall

Die OGBL-Syndikate Industrie hatten ein Treffen mit Minister Nicolas Schmit

Eine umfangreiche Delegation der OGBL-Syndikate „Industrie“, zusammen mit Personalvertreter von mehreren großen Industriebetrieben, wurde am 24. April vom Minister für Arbeit und Beschäftigung, Nicolas Schmit, empfangen.

Die Delegationssprecher haben den Minister an die Geschichte der Problematik „Lohnfortzahlung“ während der ersten 77 Krankheitstage erinnert. In der Tat ist während dieser Periode der Arbeitgeber für die Lohnfortzahlung zuständig. Die Nationale Gesundheitskasse CNS übernimmt danach die Zahlung.

Das Problem besteht seit 2009, das Jahr in dem das Einheitsstatut aller Arbeitnehmer eingeführt wurde. Ab diesem Zeitpunkt haben eine große Anzahl von Arbeitgebern aus dem Industriesektor, unter Anweisung der Industriellenföderation Fedil, sich geweigert, die gesetzlichen Bestimmungen bezüglich der zusätzlich zum Lohn geschuldeten Vergütungselemente so anzuwenden, wie die Gewerkschaften, die Minister für Arbeit und für soziale Sicherheit, die Gerichte und auch die Nationale Gesundheitskasse CNS diese Bestimmungen verstehen.

„Lohnfortzahlung“ wie sie im Gesetz vorgesehen ist bedeutet nämlich, dass man im Krankheitsfall so



entlohnt wird, als ob man normal gearbeitet hätte. Dies bedeutet zum Beispiel, dass all jene, die Schicht-, Sonntags- oder Feiertagsarbeit verrichten, über ihren normalen Lohn hinaus noch die entsprechenden zusätzlichen Vergütungen erhalten müssen.

Der Minister bestätigt seine Position und wird eine Gesetzesänderung vorbereiten

Der Minister zeigte sich betroffen von den angesprochenen Fällen von Arbeitnehmern, die, über die Tatsache

hinaus, dass sie schwer krank sind oder sich einer schwerwiegenden Operation unterziehen mussten – und so zu einer längeren Abwesenheit gezwungen wurden – noch zusätzlich unter einer substantiellen Gehalts-einbuße leiden müssen, weil ihr Arbeitgeber die gesetzlichen Bestimmungen nicht respektiert. Hier handelt es sich in gewisser Weise um eine Doppelbestrafung, die es in Zukunft zu verhindern gilt.

Die beiden Seiten sind sich einig, dass zusätzliche Vergütungen die zum normalen Gehalt der Arbeitnehmer gehören im Krankheitsfall weiterhin vom Arbeitgeber bezahlt werden müssen. Der Minister ist jedoch der Meinung, dass es sich nur um zusätzliche Vergütungen

handeln kann, die regelmäßig ausbezahlt werden. Diese Meinung wird nicht vom OGBL geteilt.

Minister Schmit hat angekündigt, dass ein Gesetzesentwurf in Vorbereitung ist, der ein für allemal die diesbezüglichen Bestimmungen klarstellt. Dieser Entwurf wird den Sozialpartnern im Juni 2014 vorgelegt wird.

Schließlich hat die OGBL-Delegation mit Nachdruck auf die Problematik der rückwirkenden Auszahlung der zusätzlichen Lohnvergütungen hingewiesen. Es wäre nämlich unannehmbar, wenn ein Arbeitnehmer auf etwas verzichten müsste, was ihm von Rechts wegen zusteht, nur weil sein Arbeitgeber es ablehnt, sich an ein Gesetz zu halten.

Continuation du salaire en cas de maladie

Les syndicats industrie de l'OGBL ont rencontré le ministre Nicolas Schmit

Une délégation importante des syndicats «industrie» de l'OGBL, comprenant également des délégués et représentants des salariés de plusieurs grandes entreprises industrielles, a été reçue le 24 avril 2014 par le ministre du Travail et de l'Emploi, Nicolas Schmit.

Les porte-paroles de la délégation ont rappelé au ministre l'historique du problème rencontré en matière de continuation du salaire et des compléments de salaire en cas de maladie pendant les 77 premiers jours de maladie. En effet, pendant cette période le paiement du salaire incombe à l'employeur, la Caisse nationale de santé prenant la relève par la suite.

Le problème se pose depuis 2009, l'année de la mise en vigueur du statut unique de tous les salariés. En effet, dès ce moment, sous l'incitation de la FEDIL, un grand nombre d'employeurs du secteur industriel refusent d'appliquer les dispositions de la loi qui concernent le paiement des compléments de salaire. Alors qu'aussi bien les syndicats, que les ministres successifs du travail et de la sécurité sociale, que les tribunaux et la Caisse nationale de santé, estiment que «continuer le salaire» signifie continuer à être rémunéré comme si on avait travaillé normalement. Donc, p.ex., les travailleurs postés et ceux qui travaillent le dimanche ou les jours fériés doivent toucher en plus du salaire de base les primes correspondantes.

Le ministre confirme sa position et va légiférer

Le ministre s'est montré sensible aux cas évoqués de salariés qui, en plus d'avoir contracté une maladie

grave ou subi une importante opération chirurgicale – et d'être de ce fait contraints à une absence prolongée – subissent par ailleurs une baisse substantielle de leur revenu due à une interprétation abusive des dispositions légales de la part de leur employeur. Il s'agit d'une sorte de double peine qu'il y a lieu de rendre impossible à l'avenir.

Les deux parties sont donc d'accord pour dire que les compléments de salaire qui font partie du revenu normal des salariés doivent continuer à être payés par les employeurs en cas de maladie. Le ministre est cependant d'avis qu'il y a lieu de considérer uniquement les compléments qui sont payés régulièrement, avis qui n'est pas partagé par l'OGBL. Ainsi le ministre Schmit a déclaré être en train de préparer un projet de loi qui clarifiera une fois pour toutes les dispositions en question.

Le ministre a confirmé que ce projet de loi est en élaboration et qu'il sera soumis aux partenaires sociaux au mois de juin 2014.

Enfin, la délégation de l'OGBL a insisté sur la problématique de la rétroactivité du paiement des compléments de salaire. Il serait en effet inacceptable qu'un salarié doive renoncer à ce qui lui revient de plein droit, tout simplement parce que son employeur refuse d'appliquer une loi.

Une délégation de l'OGBL reçue par le ministre de la Justice, Félix Braz

Le 1^{er} avril 2014, une délégation de l'OGBL conduite par Carlos Pereira, membre du Bureau exécutif, a été reçue par le ministre de la Justice, Félix Braz, pour un échange de vues sur la réforme du casier judiciaire et de la loi sur les faillites.

L'OGBL avait sollicité cette entrevue en particulier pour transmettre au ministre Braz les réserves de l'OGBL sur la réorganisation du casier judiciaire mise en œuvre par le gouvernement précédent. En effet, la suppression de l'ancien bulletin n°3 et l'intégration du contenu de ce bulletin au bulletin n°2, d'une part, et le fait que l'employeur reçoit un droit inconditionnel d'exiger du salarié ou du candidat à l'embauche un extrait de son casier judiciaire, d'autre part, pose problème pour l'OGBL.

D'emblée, le ministre Braz a informé la délégation que le gouvernement souhaite dans les plus brefs délais remodifier le dispositif. Le ministre a précisé que même s'il

ne se pose pas de problème au niveau de la protection des données, il faut revoir le contenu du bulletin n°2. Il est d'avis que le dispositif mis en place par le gouvernement précédent va bien au-delà du but recherché.

En ce qui concerne le droit inconditionnel des employeurs de pouvoir exiger de la part d'un salarié, à tout moment de sa carrière au sein d'une entreprise, ou d'un candidat à l'embauche un extrait de son casier judiciaire, le gouvernement vise à assortir ce droit à des conditions.

Enfin, un large échange de vues a eu lieu sur la réforme prévue de la loi sur les faillites. L'OGBL a surtout insisté à ce que les droits et protections des salariés soient mieux pris en compte par le projet.

Suite à l'entrevue, un premier projet de texte est actuellement en discussion.

Eine OGBL-Delegation wurde von Justizminister Felix Braz empfangen

Am 1. April 2014 wurde eine OGBL-Delegation unter Leitung von Carlos Pereira, Mitglied des Geschäftsführenden Vorstands, von Justizminister Felix Braz zu einem Gedankenaustausch über die Reform des Strafregisters und über das Konkursgesetz empfangen.

Der OGBL hatte um dieses Treffen gebeten, vor allem, um Minister Braz seine Vorbehalte bezüglich der Neuorganisation des Strafregisters, die von der Vorgängerregierung in Angriff genommen wurde, mitzuteilen. In der Tat ist es für den OGBL ein Problem, wenn einerseits das Zeugnis Nr. 3 abgeschafft wird und dessen Inhalt in das Zeugnis Nr. 2 integriert wird und andererseits der Arbeitgeber das bedingungslose Recht erhält vom Arbeitnehmer oder vom Bewerber, einen Auszug aus seinem Strafregister zu verlangen.

Gleich am Anfang hat Minister Braz die Delegation darüber informiert, dass die Regierung vorhat, in kürzester Zeit die Maßnahmen zu ändern. Der Minister erklärte, dass auch wenn es keine Probleme im Bereich des Datenschutzes gebe, eine Revision des Zeugnisses Nr. 2 notwendig sei. Er ist der Meinung, dass das System, das von der Vorgängerregierung eingeführt wurde, weit über das erwünschte Ziel hinausschießt.

Was das bedingungslose Recht der Arbeitnehmer betrifft, von einem Arbeitnehmer jederzeit während seiner Laufbahn im Betrieb oder von einem Bewerber einen Auszug seines Strafregisters zu verlangen, so hat die Regierung vor, dieses Recht durch Bedingungen einzuschränken.

Schließlich gab es einen weitgreifenden Gedankenaustausch über die vorgesehene Reform des Konkursgesetzes. Der OGBL hat vor allem darauf bestanden, dass Rechte und Schutz der Arbeitnehmer besser im Gesetzesentwurf berücksichtigt werden.

Seit der Unterredung ist bereits ein erster Entwurf in der Diskussion.



Entretien de l'OGBL avec des experts de l'OCDE

La politique de recherche et de développement doit faire partie intégrante du dialogue social!

Récemment, des experts de l'OCDE ont visité le Grand-Duché en vue d'étudier le paysage de la recherche, développement et de l'innovation au Luxembourg et d'évaluer les développements importants qu'a connu ce secteur depuis la dernière étude de l'OCDE y relative, datant de 2006. À l'époque, les experts de l'OCDE avaient souligné que les conditions cadres au Luxembourg étaient propices à l'innovation et qualifié la mise en place de l'Université comme «réussite remarquable», tout en soulevant en même temps des «faiblesses et déséquilibres structurels» ainsi qu'une «gouvernance déficiente» au niveau des organismes publics de recherche.

Si l'OGBL a critiqué et continue de critiquer l'approche utilitariste, basée prioritairement sur des critères de productivité et «d'excellence», de ce think tank intergouvernemental, il a toutefois jugé utile de participer aux entretiens prévus dans le cadre de cette étude. La délégation de l'OGBL, menée par Jean-Claude Bernardini, membre du Bureau exécutif, a également compris des délégués du personnel de l'Université du Luxembourg, du CRP Henri Tudor et du CEPS/INSTEAD, ceci dans l'optique de permettre aux experts de l'OCDE d'être également exposés à une vue «d'en bas», c'est-à-dire du personnel du secteur directement concerné par la

politique de l'enseignement supérieur et de la recherche au plan national.

Les représentants de l'OGBL ont notamment insisté sur leurs inquiétudes par rapport au freinage de l'évolution budgétaire pour l'Université et les centres de recherche publics (CRP) annoncé par le gouvernement, qui risque d'entraver le développement du secteur, voire de mettre en question les progrès importants des dernières années. Un autre sujet a été l'attractivité de la carrière du chercheur au Luxembourg, notamment en termes de perspectives professionnelles dans un secteur qui a fortement recours aux contrats à durée déterminée, mais aussi de la participation des chercheurs à la valorisation des résultats de leur recherche (qui existe pour les chercheurs de l'Université, mais non pour ceux des CRP).

L'OGBL est aussi intervenu sur les conditions de travail toujours très divergentes dans le secteur, ainsi que sur les liens entre recherche fondamentale et recherche appliquée.

Dans ce contexte a également été traitée la question des liens entre la recherche et différents secteurs économiques au Luxembourg, notamment l'industrie et la place financière. L'OGBL a regretté que la valorisation des résultats de la recherche faite au Luxembourg ne mène pas toujours à des activités économiques au pays même et insisté en général sur une meilleure politique d'information par rapport aux activités de recherche menées au Luxembourg.

Suite à la question d'un expert de l'OCDE, si la politique de recherche et d'innovation était abordée dans le cadre du dialogue social, les représentants de l'OGBL ont observé qu'elle n'y figure à l'heure actuelle que marginalement et plutôt à titre d'informations. Pour l'OGBL, l'implication des partenaires sociaux sur ces sujets devrait en effet être élargie, d'une part en améliorant la participation du personnel dans les établissements publics de la recherche et de l'enseignement supérieur, d'autre part en intégrant la dimension de la recherche et du développement dans les différentes instances du dialogue social au plan national et sectoriel.





Lynn SETTINGER
Secrétaire syndicale

Carlos PEREIRA
Membre du Bureau
exécutif

Le secrétariat social vous informe

Qu'est-ce qu'on entend par BABY-YEARS dans le cadre des pensions?

Confronté assez souvent au fait que les gens, voire nos membres, confondent les années d'éducation des enfants, mieux connues sous le nom «Baby-years» avec le forfait d'éducation «Mammenrent» ou bien les périodes d'éducation d'enfants au Luxembourg (ces périodes étant des périodes complémentaires et ne sont donc prises en considération que pour l'ouverture du droit à la pension), il nous a paru important de vous donner un petit aperçu sur la mesure des «Baby-years».

En effet, tout parent qui interrompt ou réduit son activité professionnelle pour se consacrer à l'éducation de son enfant âgé de moins de quatre ans peut bénéficier, sous certaines conditions, de la prise en compte de deux ou quatre années d'assurance obligatoire et par conséquent, ladite période d'interruption de travail n'occasionne donc pas de rupture dans la carrière d'assurance au parent concerné.

En principe, le but de cette mesure est de reconnaître et de valoriser le travail éducatif des parents au niveau de la carrière d'assurance et par conséquent au niveau du calcul de la pension. Du fait de la mise en compte de la période des «Baby-years» au niveau du calcul de pension, elle permet au parent concerné de prendre sa pension de vieillesse anticipée comme s'il n'avait pas interrompu son activité professionnelle (ex. 57 ans et 40 années d'assurance obligatoire).

Sont donc éligibles pour cette mesure tous les parents affiliés à la sécurité sociale luxembourgeoise et ayant arrêté ou interrompu leur activité professionnelle pour l'éducation **au Luxembourg** de leur enfant légitime, légitimé, naturel ou adopté, âgé de moins de quatre ans au moment de l'adoption. Il faut en plus que le parent puisse se justifier d'une période d'assurance obligatoire de douze mois au cours des trois années précédant la naissance ou l'adoption de l'enfant. Cette période de référence de trois ans peut être étendue lorsqu'elle se superpose à des périodes d'éducation pendant

lesquelles l'intéressé a élevé un ou des enfants au **Grand-Duché de Luxembourg**.

La période maximale des «Baby-years» qui puisse être accordée est de 24 mois. Néanmoins elle peut être étendue à 48 mois dans les cas suivants:

- si le parent élève dans son ménage au moins deux autres enfants;
- si l'enfant est atteint d'une grave déficience.

La période de deux ou quatre années peut être accordée à un seul parent ou bien répartie entre les deux parents, à condition que leur demande conjointe n'excède pas la durée maximale. À défaut d'accord entre les parents, la mise en compte s'effectue prioritairement en faveur de celui qui s'occupe principalement de l'éducation de l'enfant.

Elle s'applique à partir du mois suivant la naissance ou l'adoption de l'enfant, ou bien à partir du mois suivant la date d'expiration de l'indemnité pécuniaire de maternité.

Attention: Les «Baby-years» sont mis en compte uniquement lorsque ces années d'interruption de travail ne se superposent pas à d'autres périodes d'assurance obligatoire.

Étant donné que les parents ont souvent recours au congé parental, ladite période se superpose généralement avec celui-là.

Comme ces années sont assimilées à une période travaillée, l'intéressé(e) n'est pas pénalisé(e) dans ses droits à la pension.

Les «Baby-years» sont payés par l'État. Plus précisément il paie les cotisations pendant ladite période accordée sur base du revenu antérieur dans la carrière d'assurance du parent concerné. La détermination du montant des cotisations se fait sur base du salaire que le bénéficiaire a touché avant l'accouchement ou l'adoption.

Par conséquent, les «Baby-years» permettent d'augmenter à la fois les majorations proportionnelles et forfaitaires (nécessaires pour le calcul de la pension de vieillesse). Ça veut dire qu'elles sont mises en compte à la fois pour l'ouverture du droit à la pension (ex. 57 ans et 40 années d'assurance obligatoire) ainsi que pour le calcul du montant de la pension de vieillesse anticipée / pension de vieillesse / pension d'invalidité.

Pour pouvoir bénéficier des «Baby-years», l'assuré doit introduire une demande moyennant un formulaire type auprès du Centre commun de la sécurité sociale.

Le formulaire ainsi que la liste des pièces à joindre sont

disponibles sur la page internet suivante: http://www.ccss.lu/fileadmin/file/ccss/PDF/Formulaires/Baby_Year.pdf

En principe, il n'y a pas de délai à respecter pour l'introduction de la demande d'obtention des «Baby-years», et ce même après l'octroi d'une pension de vieillesse. Cependant, il est recommandé de présenter sa requête aussitôt que possible après la naissance de l'enfant.

Sources:

la *Législation luxembourgeoise* ainsi que les sites internet www.guichet.lu et www.cnap.lu

Wechsel an der Spitze der Presseabteilung des OGBL

Am 1. Juli tritt Mil Lorang im Alter von 62 Jahren in den Vorruhestand. Mil stand seit dem 1. Dezember 2007 an der Spitze der Presseabteilung des OGBL. Davor war Mil vom 1. Oktober 2003 bis zum 30. November 2007 Geschäftsführer des gemeinsamen Europa-Sekretariats der luxemburgischen EGB-Gewerkschaften. Sein Interesse für die europäische Gewerkschaftsarbeit hat danach auch seinen Niederschlag in der Öffentlichkeitsarbeit des OGBL gefunden. Mil hat wesentlich zur Modernisierung unserer Medienarbeit beigetragen. Die Internet-Seiten des OGBL, die elektronische Newsletter, die Videos über unsere Aktivitäten, die Präsenz des OGBL auf Facebook und Twitter gehen größtenteils auf seine Initiative zurück. Sie werden heute als selbstverständlich empfunden. Mil hat mit Akribie die gewerkschaftliche Arbeit in allen Bereichen verfolgt und dafür Sorge getragen, dass diese Arbeit auch an die Öffentlichkeit gebracht wurde. Mit der ihm eigenen Gründlichkeit hat er die verschiedensten Themen in den OGBL-Pressemitteilungen verarbeitet.

Nachfolger von Mil Lorang wird Olivier Landini.

Olivier, 34 Jahre alt, hat an der Universität Metz und anschließend an der Universität Straßburg Psychologie studiert. Zurück in Luxemburg hat er sich für eine Karriere in der nationalen Presse bei der Tageszeitung „Le Quotidien“ entschieden. Er war dort in den vergangenen sechs Jahren als politischer Journalist tätig.

Jean-Claude Reding
Präsident



Changement à la tête du département presse de l'OGBL

Le 1^{er} juillet, Mil Lorang partira à la préretraite à l'âge de 62 ans. Mil dirige depuis le 1^{er} décembre 2007 le département presse de l'OGBL. Avant, du 1^{er} octobre 2003 au 30 novembre 2007, il gérait les affaires du secrétariat européen commun des syndicats luxembourgeois de la CES. Son intérêt pour le travail syndical européen s'est traduit dans son travail des relations publiques de l'OGBL. Mil a fortement contribué à la modernisation de notre travail médiatique. Les pages internet de l'OGBL, la newsletter électronique, les vidéos sur nos activités, la présence de l'OGBL sur Facebook et sur Twitter se sont concrétisées en grande partie suite à son initiative. Aujourd'hui cela paraît normal. Mil a suivi avec méticulosité le travail syndical dans tous les domaines et fait en sorte que ce travail soit connu du grand public. Avec la rigueur qui lui est propre, il a traité les sujets les plus divers dans les communiqués de presse de l'OGBL.

La relève de Mil sera assurée par Olivier Landini.

Âgé de 34 ans, Olivier a fait des études de psychologie à l'université de Metz, puis de Strasbourg. De retour au Luxembourg, il a ensuite entamé une carrière dans la presse écrite nationale auprès du Quotidien. Il y aura exercé la profession de journaliste politique pendant ces six dernières années.

Jean-Claude Reding,
président





Hubert Hollerich

Aviation Civile

Cargolux, Lux-Airport, Luxair **Der OGBL traf sich mit Minister François Bausch für einen Austausch über die Zusammenarbeit mit den Henan-Chinesen**

Am 12. Mai, empfing François Bausch, Minister für Nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen, eine Delegation des OGBL-Luftfahrtssyndikats, angeführt von Hubert Hollerich zu einem Gedankenaustausch über die zwei folgenden Punkte:

- (1) Die möglichen Folgen des Kooperationsvertrags zwischen den Flughäfen von Hahn und Zhengzhou (Henan, China) für die Aktivitäten von Cargolux und des Cargo Center der Luxair sowie über die Entwicklung des Logistiksektors in Luxemburg;
- (2) Die möglichen Folgen für das Funktionieren des Flughafens Luxemburg, und nicht zuletzt für die Aktivitäten von Lux-Airport, von Luxair und von Cargolux der neuen europäischen Leitlinien für staatliche Beihilfen für Flughäfen und Luftverkehrsgesellschaften.

Zum ersten Punkt wollte der Minister die Delegation dahingehend beruhigen, dass das Abkommen zwischen den Flughäfen Hahn und Zhengzhou keinen Einfluss auf das Abkommen zwischen der Cargolux und der HNCA haben würde, und dass es nicht als Rückzug der Chinesen gegen-

über Luxemburg zu sehen sei. Das bestehende Abkommen sei eigentlich ein „Memorandum of Understanding“ ohne konkreten Inhalt. HNCA habe 250 Millionen US-Dollar in Cargolux investiert, und würde demnächst viermal wöchentlich regulär zwischen Luxemburg und Zhengzhou fliegen. In diesem Fall könnte man von einem konkreten und soliden Engagement sprechen. Der Minister wies die Ansicht zurück, dass Cargolux zukünftig in Hahn landen könnte und tat sie als Hirnspinnst ab.

Zum zweiten Punkt versicherte der Minister, dass er wachsam bleiben und alles daransetzen werde, damit der Flughafen von Luxemburg sowie sein Flugbetrieb und seine kommerzielle Tätigkeit nicht durch die neuen europäischen Richtlinien gefährdet wird.

Cargolux, Lux-Airport, Luxair **L'OGBL a rencontré le ministre François Bausch pour clarifier la coopération avec les Chinois du Henan**

Le lundi 12 mai, une délégation du Syndicat Aviation de l'OGBL, conduite par Hubert Hollerich, a été reçue par le ministre du Développement durable et des Infrastructures, François Bausch, pour un échange de vues sur deux points:

- (1) les répercussions éventuelles de l'accord de coopération conclu la semaine passée entre les aéroports de Hahn et de Zhengzhou (Henan, Chine) sur les activités de Cargolux et sur le Cargo Centre de Luxair ainsi que sur le développement du secteur logistique au Luxembourg;
- (2) les répercussions éventuelles des nouvelles lignes direc-

trices européennes sur les aides publiques en faveur des aéroports et des compagnies aériennes sur le fonctionnement de l'aéroport de Luxembourg et plus particulièrement sur les activités de Lux-Airport, de Luxair et de Cargolux.

En ce qui concerne le premier point, le ministre a tenu à rassurer la délégation que l'accord conclu entre l'aéroport de Hahn et de Zhengzhou n'aurait aucun impact sur l'accord existant entre Cargolux et HNCA et ne serait pas à considérer comme un désengagement des Chinois par rapport au Luxembourg. L'accord en question serait en fait un «memorandum of understanding» sans contenu concret. HNCA aurait investi dans Cargolux 250 millions de dollars US et Cargolux opérerait prochainement quatre lignes régulières entre Luxembourg et Zhengzhou. Dans ce cas, on pourrait parler d'engagement concret et solide. Le ministre a rejeté l'idée que Cargolux pourrait à l'avenir atterrir à Hahn comme une information totalement fantaisiste.

Sur le deuxième point, le ministre a dit être vigilant et vouloir tout faire afin que l'aéroport de Luxembourg et les activités aériennes et commerciales de l'aéroport ne soient pas négativement impactés par les nouvelles lignes directrices européennes.





Christel Schuler

Michèle Schrobiltgen



Véronique Eischen

Banques et Assurances

Journée syndicale statutaire

Des représentants du personnel et membres du Syndicat Banques et Assurances de l'OGBL se sont réunis ce jeudi 8 mai pour leur journée syndicale statutaire, en présence de Monsieur Jean-Claude Reding, Président de l'OGBL.

Depuis la dernière journée syndicale qui a eu lieu le 22 novembre 2012, l'activité du SBA a été très intense du fait des retombées de la crise financière, des modifications réglementaires dans le secteur bancaire et des élections sociales.

Sur une période d'un an, de mars 2013 à mars 2014, le secteur bancaire a perdu 242 emplois. La contraction généralisée des effectifs dans les entreprises engendre des surcharges de travail pour les salariés en poste et cela n'est pas sans conséquences négatives sur la santé des salariés. Les réductions de coûts se font au détriment des salariés qui font de plus en plus d'heures supplémentaires et subissent un stress permanent. Le SBA travaille activement pour l'amélioration des conditions de travail dans les entreprises, notamment en informant ses membres et délégués de leurs droits et des actions à entreprendre.

Véronique Eischen, Membre du Bureau Exécutif de l'OGBL et Secrétaire Centrale du SBA, a expliqué aux délégués et membres présents que le secteur bancaire traversait une période transitoire et devait s'adapter à la levée du secret bancaire prévue pour 2015. De nouveaux métiers se développeront au sein des banques et il faut que le secteur financier investisse d'avantage dans la formation de ses salariés afin que ceux-ci puissent occuper ces nouveaux postes.

Le secteur des assurances n'a pas été épargné par les réductions de

coûts alors que le Commissariat aux Assurances annonçait, en juillet 2013, que le secteur des assurances et des réassurances a connu au Luxembourg un développement remarquable en 2012.

Véronique Eischen a informé que l'OGBL/SBA mettra tout en œuvre pour le maintien de l'emploi dans le secteur financier et interviendra pour l'application et le développement de la formation continue dans le secteur.

Les négociations de la convention collective bancaire 2014-2017 ont été très difficiles. Malgré l'attitude responsable des syndicats, qui n'avaient pas de revendications financières, l'ABBL a revendiqué l'abolition de la plupart des acquis sociaux. Finalement, un accord a pu être trouvé, préservant les acquis sociaux, et la convention collective a été signée le 15 mai 2014.

Lors des élections sociales de novembre 2013, 389 délégués OGBL/SBA ont été élus, ce qui représente une progression de 67% par rapport aux résultats des élections de 2008. L'OGBL/SBA a également amélioré sa représentativité à la Chambre des Salariés par trois postes sur huit, soit un mandat de plus qu'en 2008.

Jean-Claude Reding a exposé les principales questions socio-politiques actuelles. Il a rappelé l'urgence de la réforme de loi sur le dialogue social dans les entreprises afin d'améliorer la mission de nos délégués du personnel. Il a fermement remis en cause la politique d'austérité européenne qui aggrave la crise et a affirmé que les tranches indiciaires devraient être appliquées dorénavant sans manipulation.

Lors de cette journée syndicale, les membres présents ont élu la nouvelle Direction Syndicale du SBA.





La convention collective a été signée

Toutes les approbations statutaires ayant été obtenues et les parties étant tombées d'accord sur le texte définitif, la convention collective de travail des salariés de banque pour les années 2014 à 2016 a été signée le 15 mai 2014 entre les représentations syndicales OGBL, ALEBA et SESF d'une part et l'Association des Banques et Banquiers, d'autre part.

Bâtiment, Artisanat du bâtiment et Constructions métalliques



Stefano Araujo

Jean-Luc De Matteis

Wichtig ist daran zu erinnern, dass die Vorkehrungen zum Kollektivurlaub und zu den Arbeitszeiten, über den Kollektivvertrag, der von den Sozialpartnern des betroffenen Sektors ausgehandelt wurde, festgelegt sind.

Es darf nicht geduldet werden, dass Gemeindevertreter die Arbeitnehmerrechte angreifen, indem sie Schichtarbeit einführen und den Kollektivurlaub abschaffen wollen.

Es ist wichtig daran zu erinnern,

Der Kollektivurlaub ist ein allgemein verpflichtendes Vertragsrecht und keineswegs eine Option!

Das OGBL-Syndikat Bau, Bauhandwerk und Metallkonstruktion, als Mehrheitsgewerkschaft und Arbeitnehmersprecher, prangert aufs Schärfste die Aussagen an, wie sie gestern ein Vertreter der Stadt Luxemburg zum Sommerkollektivurlaub und zu den Arbeitszeiten der mehr als 14.000 Arbeitnehmer im Bausektor gemacht hat.



dass Ausnahmeregelungen zum Kollektivurlaub in einigen Situationen möglich sind, z.B. Arbeiten im Bereich der Schulen während der Schulferien oder in Notfällen. Diese Ausnahmeregelungen werden von einer Ad-Hoc-Kommission beschlossen, in der Gewerkschaften, Patronat und Gewerbeinspektion vertreten sind.

Der OGBL bedauert den geringen Respekt, der von den Gemeindevertretern gegenüber dem Familienleben der betroffenen Arbeitnehmer aufgezeigt wird und wird alles tun, damit der Kollektivvertrag respektiert wird, und dies im Interesse der Arbeitnehmer des Sektors.

Le congé collectif est un droit conventionnel d'obligation générale et non une option!

Suite aux déclarations faites hier par un représentant de la Ville de Luxembourg au sujet du congé collectif d'été et du temps de travail pour les 14 000 salariés du secteur du bâtiment, le syndicat bâtiment de l'OGBL en tant que syndicat majoritaire et porte-parole des salariés, dénonce de la façon la plus forte de telles déclarations.

Il est important de rappeler que les dispositions du congé collectif et du temps de travail sont réglementées par la convention collective de travail négociée entre les partenaires sociaux du secteur en question.

Il est intolérable que des représentants communaux s'attaquent aux droits des salariés en voulant faire travailler en travail posté et en voulant abroger le congé collectif d'été.

Il est important de rappeler que des dérogations au congé collectif sont possibles dans certaines situations, p.ex. des travaux dans les enceintes scolaires pendant les vacances scolaires ou des urgences. Ces dérogations sont décidées par une commission ad hoc ou sont représentés les syndicats, le patronat et l'Inspection du travail et des mines.

L'OGBL déplore le peu de respect démontré par les représentants communaux face à la vie familiale des salariés concernés et fera tout afin que la convention collective de travail soit respectée et ceci dans l'intérêt des salariés du secteur.

Kuhn S.A.

Majorité pour l'OGBL

Les salariés de l'entreprise de construction Kuhn S.A. à Luxembourg ont été appelés à élire leurs délégués du personnel. Cette nouvelle élection fait suite à la décision du ministre du Travail et de l'Emploi de faire procéder au renouvellement intégral de la délégation.

Les candidats de l'OGBL ont remporté quatre des six mandats en jeu. Par ce résultat, l'OGBL assoit son rôle en tant que syndicat majoritaire dans le secteur de la construction et du génie civil.

L'OGBL fera en sorte que ses délégués puissent exercer leur mandat pour le bien de tous les salariés

et pour garantir l'application des conventions collectives.

Afin de favoriser le dialogue social, l'OGBL, fort de ses 69 000 membres, formera ses nouveaux délégués et leur fournira tout l'appui nécessaire pour mener leur tâche dans les meilleures conditions.

Journée syndicale statutaire

Lors de la Journée syndicale du Syndicat Bâtiment, Artisanat du Bâtiment et constructions métalliques du 12 avril 2014, les secrétaires centraux sont revenus sur le bilan positif des cinq dernières années. Cette période est caractérisée par un conflit social majeur pour la défense des conditions de travail et de la convention collective dans le secteur de la construction. Un conflit qui a eu des répercussions sur les autres secteurs.

Lors des élections de novembre dernier, l'OGBL a non seulement confirmé sa position dans le secteur de la construction et dans les métiers de l'artisanat du bâtiment, mais l'a également renforcée. Au niveau de la Chambre des salariés (CSL), l'OGBL a remporté un siège supplémentaire et en compte désormais cinq sur les six à pourvoir.

Ces résultats sont une conséquence directe du travail effectué, des luttes remportées et de la présence quotidienne des délégués et de l'OGBL sur le terrain. Le Syndicat Bâtiment est conscient de cette responsabilité accrue qu'il a envers ses membres et les salariés du secteur.

Le programme d'action pour les quatre années à venir a été approuvé. Ce dernier met l'accent sur une politique tarifaire progressive et sur la nécessité d'une convention collective unique pour les métiers de l'artisanat. L'OGBL a réitéré sa volonté de mieux encadrer les délégués et de leur proposer des formations de qualité.

Les membres présents ont procédé à l'élection d'une nouvelle direction syndicale après avoir remercié les membres sortants pour leur bon travail. La réunion a également été l'occasion de rendre hommage à Claude Conrod, Americo Marques de Paiva, Giovanni Roberto et Gaston Woicik qui, du fait de leur départ à la retraite, ne seront plus membres effectifs de la direction syndicale.

Statutarischer Syndikatstag

Bei Gelegenheit des Syndikatstages des OGBL-Syndikats Bau, Bauhandwerk und Metallkonstruktion vom



vergangenen 12. April, haben die Zentralsekretäre die positive Bilanz der vergangenen fünf Jahre gezogen. Die Zeit war von einem umfangreichen Sozialkonflikt geprägt, in dem die Arbeitsbedingungen und der Kollektivvertrag im Bausektor zu verteidigen waren. Dieser Konflikt hatte Auswirkungen auf andere Bereiche.

Bei den Wahlen im vergangenen November hat der OGBL nicht nur seine Position im Sektor Bau und Bauhandwerk bestätigt, sondern hat sie sogar noch gestärkt. Bei der Arbeitnehmerkammer (CSL), hat der OGBL einen Sitz dazugewonnen und hat zurzeit fünf der sechs Sitze.

Diese Ergebnisse sind die direkte Konsequenz der geleisteten Arbeit, der gewonnenen Kämpfe und der täglichen Präsenz der OGBL-Delegierten an den verschiedenen Orten. Das Syndikat Bau ist sich der immer größer werdenden Verantwortung bewusst, die es gegenüber seinen Mitgliedern und den Arbeitnehmern des Sektors hat.

Das Aktionsprogramm für die kommenden vier Jahre wurde gutgeheißen. Der Schwerpunkt dieses Programms liegt bei einer progressiven Tarifpolitik und der Notwendigkeit eines einheitlichen Kollektivvertrags für alle Handwerkerberufe. Der OGBL hat seinen Willen bekräftigt, die Delegierten besser zu begleiten und ihnen Ausbildungen von hoher Qualität anzubieten.

Die anwesenden Mitglieder haben eine neue Gewerkschaftsleitung gewählt, nachdem sie sich bei den ausscheidenden Mitgliedern für ihre gute Arbeit bedankt hatten. Der Syndikatstag wurde auch dazu genutzt, Claude Conrod, Americo Marques de Paiva, Giovanni Roberto und Gaston Woicik zu ehren, die, dadurch dass sie in den Ruhestand treten, nicht mehr effektive Mitglieder der Syndikatsleitung sein werden.

Commerce



Hernani Gomes

André Sowa

30 mars 2014

Journée syndicale

Résolution

La majorité des salariés du secteur du commerce au Luxembourg reçoit un salaire dépassant à peine le salaire social minimum. De même leurs conditions de travail ne sont pas enviables.

L'absence de conventions collectives contribue en grande partie à la rémunération insuffisante et aux mauvaises conditions de travail dans de nombreuses branches de notre secteur. La semaine de six jours, la flexibilité du temps de travail, le travail du dimanche et l'extension des heures d'ouverture sont parmi les contraintes prin-

cipales pour les travailleurs du commerce.

La négociation collective est sans doute la solution pour apporter à nos collègues de meilleures conditions de travail et de vie et de meilleurs salaires. C'est pourquoi le syndicat Commerce de l'OGBL réaffirme sa lutte pour:

1. L'augmentation générale des salaires et traitements. Il est inadmissible qu'après chaque augmentation du salaire minimum, les barèmes des salaires du secteur du commerce doivent être redéfinis, la plupart des salaires et traitements étant si bas qu'ils sont «absorbés» après chaque augmentation du salaire minimum.
2. L'introduction de carrières en bonne et due forme. Les échelons de salaire des carrières doivent enfin être revus à la hausse, étant donné les maigres augmentations de salaire actuellement consenties.
3. L'amélioration des compétences et des perspectives d'évolution professionnelle par le biais de



la formation continue pour tous les salariés du Commerce. Il faut donner à la polyvalence un sens correct, en reconnaissant que toutes les tâches développées dans un magasin relèvent d'un service au client, de l'action commerciale (i.e. réassort, caisse, vente, etc.).

4. La réduction du temps de travail hebdomadaire et l'augmentation de la période de congé. Ce genre de mesure permettrait de créer de nouveaux postes de travail et de soulager nettement le personnel, ce qui aurait forcément des répercussions positives sur la productivité.
5. Empêcher de nouvelles formes de flexibilité des horaires de travail au détriment des salariés. Bien au contraire, nous revendiquons des formes d'organisation du temps de travail qui permettent aux salariés de concilier activité professionnelle avec vie familiale et vie privée. Et si les entreprises du secteur s'engageaient conjointement dans la création d'un réseau local ou régional de crèches au service des salariés et de leurs familles, cela constituerait un gain pour tous.
6. L'établissement de conventions collectives d'obligation générale, de secteur et/ou de branche. Cela permettrait à lutter contre le dumping salarial, à améliorer les conditions de travail, tout en établissant une équité de traitement des travailleurs d'une même branche, comme la grande distribution, le bricolage, le textile, la coiffure, etc.
7. Empêcher l'extension des heures d'ouverture et les autorisations «exceptionnelles» à l'ouverture des magasins. Notre syndicat rejette catégoriquement l'extension des ouvertures dominicales, ainsi que la libéralisation de l'ouverture des établissements

commerciaux les autres jours de la semaine et d'autant plus sans contreparties. Le syndicat Commerce considère que le cadre légal actuel est déjà assez pénalisant pour les salariés et leurs familles. De plus, nous estimons que l'épisode de modification de dernière minute du projet de loi qui est à l'origine de la loi du 21 juillet 2012 a été du moins une maladresse du pouvoir politique à l'égard des salariés du commerce. Afin qu'un dialogue franc puisse exister entre les décideurs politiques et les partenaires sociaux en matière de réglementation des horaires du commerce, de tels comportements ne devront plus se reproduire.

8. Le maintien du salaire social minimum et de l'indexation des salaires comme des acquis intangibles. Ces deux mécanismes légaux de mise en valeur des salaires sont d'une grande importance pour les salariés de notre secteur, d'autant plus qu'une grande partie de nos collègues ne gagnent que le salaire minimum légal. Face à l'augmentation constante du coût de la vie, l'index et l'augmentation du salaire minimum sont deux des garants principaux de la justice sociale.
9. La réforme urgente de la législation sur la cogestion et les délégations du personnel dans les entreprises.

Die deutsche Fassung finden Sie auf der OGBL-Website hier:

<http://www.ogbl.lu/syndicat-commerce/de/journee-syndicale-statutaire-du-syndicat-commerce-de-logbl/>

Santé, Services sociaux et éducatifs



Carole Steinbach

Nora Back

Syndikatstag

Am 2. April 2014 fand der ordentliche statutarische Syndikatstag des Syndikats Gesundheit und Sozialwesen in Esch/Alzette statt.

Mehr als 150 Personaldelegierte der verschiedenen Einrichtungen des Gesundheits- und Sozialwesens haben an diesem wichtigen gewerkschaftlichen Treffen teilgenommen.

In seiner Einleitung erinnerte der Präsident des Syndikats Gesundheit und Sozialwesen Marco Goelhausen nochmals an die Notwendigkeit eines regelmäßigen Dialogs mit den für den Sektor verantwortlichen Ministern und wies auf die Forderung des Syndikats nach einer intelligenten und vernünftigen Investitionspolitik für die betroffenen Bereiche hin.

Anschließend sprach Gesundheitsministerin Lydia Mutsch sich in ihrer Ansprache für eine Gesundheitspolitik aus, bei der der Patient im Mittelpunkt steht, und unterstrich, dass die öffentlichen Gelder in dem Sektor intelligent genutzt werden sollen, was mit der Schaffung eines Gesundheitsobservatoriums gewährleistet werden soll.

Nach der Annahme der Tagesordnung durch die anwesenden Delegierten, präsentierte die beigeordnete Zentralsekretärin Carole Steinbach den Aktivitätsbericht 2012-2014. Bei der Mitgliederentwicklung ist seit 2008, dem letzten Sozialwahljahr, ein Anstieg von

22,33% festzustellen. Das Syndikat Gesundheit und Sozialwesen zählt zum heutigen Zeitpunkt über 7.500 Mitglieder.

Der Hauptakzent des Aktivitätsberichts lag auf den Sozialwahlen von November 2013. Das Syndikat Gesundheit und Sozialwesen konnte sein exzellentes Resultat von 2008 nicht nur bestätigen, sondern es sogar noch leicht verbessern.

Der OGBL vertritt nun 83% der Personaldelegierten im Sektor, und ist somit die einzig repräsentative Gewerkschaft im Gesundheits-, Pflege- und sozioedukativen Bereich.

Nach der Entlastung der Syndikatsleitung durch die anwesenden Delegierten, wurde die neue Syndikatsleitung gewählt. Die effektiven Mitglieder und Ersatzmitglieder der neuen Syndikatsleitung sind auf der Internetseite zu finden.

Anschließend stellte Nora Back, Zentralsekretärin des Syndikats Gesundheit und Sozialwesen, das Programm und die zukünftigen Aktivitäten des Syndikats, das sich gegenwärtig in einer entscheidenden Phase der Verteidigung der Interessen der Beschäftigten befindet, vor.

Auf der einen Seite sind wir seit ein paar Monaten mit einer neuen

Regierung und einem neuen Regierungsprogramm konfrontiert, das uns in vielerlei Hinsichten betrifft. Und wir müssen leider feststellen, dass die Reformen und Änderungen, die im Regierungsprogramm vorgesehen sind, oft nicht im Interesse von Qualität und Beschäftigten in den betroffenen Bereichen sind. Es geht vor allem darum, Änderungen bei der Finanzierung der Sektoren einzuführen, mittels rein wirtschaftlichen Finanzierungsmodellen, und das in unserem öffentlichen Dienstleistungssektor.

Das Syndikat Gesundheit und Sozialwesen hat drei wichtige Botschaften in diesem Kontext an die Regierung:

1) Die Gesundheit, die Pflege und das Sozialwesen dürfen nie Sparmaßnahmen unterworfen werden

Wenn man die demografische Entwicklung und den medizinischen Fortschritt betrachtet, ist es normal dass der Finanzierungsbedarf in diesen Bereichen ansteigt.

Unsere Regierung muss einen universellen und gerechten Zugang zu einer hochqualitativen Gesundheitsversorgung, Pflege, und Sozialdienstleistungen gewährleisten.

2) Die Beschäftigten in den

Sektoren müssen in den politischen Entscheidungsprozess zu den anstehenden Reformen mit eingebunden werden.

Der Sozialdialog muss wiederhergestellt werden, wenn es um eine Neuausrichtung der Finanzierung des Sektors geht.

3) Die Finanzierung dieser Bereiche muss immer den kollektivvertraglichen Entwicklungen Rechnung tragen.

Die kollektivvertraglichen Bestimmungen bezüglich der Arbeits- und Lohnbedingungen der Beschäftigten aus diesen Bereichen muss in jedem Finanzierungsmodell garantiert sein.

Der Kampf in Bezug auf die sektoriellen Kollektivverträge FHL und SAS

Die Verteidigung der sektoriellen Kollektivverträge SAS und FHL ist die zweite große Priorität unseres Syndikats in den kommenden Wochen und Monaten. Als unangefochtene Mehrheitsgewerkschaft sind wir federführend in den Verhandlungen der beiden Kollektivverträge, die eben begonnen haben.

Einer der Grundpfeiler der beiden Kollektivverträge ist ihre Anbindung an den öffentlichen Dienst. Die Arbeits- und Lohnbedingungen in den beiden Sektoren sind eng an die der Staatsbediensteten gebunden, und entwickeln sich stets parallel.

Im Hinblick auf das rezente Abkommen beim öffentlichen Dienst ist die erste Mission der Sozialpartner der beiden Kollektivverträge, also der Gewerkschaften und des Patronats, die globalen finanziellen Konsequenzen der Reform im öffentlichen Dienst zu berechnen, bevor jegliche Verhandlung aufgenommen wird.

Wenn man den finanziellen Aspekt des Abkommens im öffentlichen Dienst berücksichtigt, trägt dieser



noch zur Konsolidierung der Forderung des OGBL bei:

Die integrale Umsetzung des Gehälterabkommens in unsere Kollektivverträge, das heißt eine Aufwertung des Punktwerts um 2,2% und die Bezahlung einer einmaligen Prämie von 0,9%! Für den SAS-Kollektivvertrag beläuft sich die Forderung der Punkterhöhung mittlerweile schon auf 3,7% (2,2% aus dem Gehälterabkommen + die 1,5% die das Patronat uns seit Jahren schuldig ist).

Des Weiteren muss die Aufwertung der Gesundheits- und sozioedukativen Berufe die den Ausbildungen und der Verantwortung dieser Fachkräfte gerecht wird, unbedingt in die Laufbahnen der FHL- und SAS-Kollektivverträge eingebaut werden.

Wir müssen uns bewusst sein, dass wir um unsere legitimen Forderungen durchzusetzen, nicht um eine massive Mobilisierung der Beschäftigten in den beiden Bereichen herumkommen werden. Die Verhandlungen werden nicht ohne Konflikte mit den Patronatsverbänden stattfinden, und wir haben keine Zeit zu verlieren, alle Kollegen zu informieren und zu sensibilisieren.

Zum Abschluss des Syndikatstags hat der Generalsekretär des OGBL, André Roeltgen, in seiner Rede die Forderungen des Syndikats Gesundheit und Sozialwesen bekräftigt, indem er sie in den nationalpolitischen Kontext gesetzt hat. Mit einem Wirtschaftswachstum von 3,2%, gibt es keinen Grund die aktuelle Sparpolitik auf dem Rücken der Beschäftigten weiterzuführen.

Nach dem Schlusswort von Präsident Marco Goelhausen endete der Syndikatstag mit einem Umtrunk.

Am 15. Mai 2014 fand dann anschließend die erste Sitzung der neu gewählten Syndikatsleitung statt. Wie statutarisch vorgesehen

wurde ein neuer Präsident des Syndikats Gesundheit und Sozialwesen gewählt. Nach 23 Jahren im Amt des Präsidenten, hat Marco Goelhausen sich entschieden nicht mehr für die kommenden Jahre zu kandidieren. Die Syndikatsleitung und die hauptamtlichen Sekretärinnen des Syndikats danken Marco herzlichst für sein vorbildliches gewerkschaftliches und menschliches Engagement über all die Jahre.

Wir sind ebenfalls froh ankündigen zu können dass zukünftig Paul Becker, freigestellter Delegierter aus dem CHDN, unser Syndikat präsidiert.

Veillez consulter la version française de notre brochure sur la journée syndicale sur le site internet de l'OGBL ici:

<http://www.ogbl.lu/syndicatsante/publications/publications-specifiques-du-syndicat/>

Kritische Stellungnahme des OGBL zur Reform der Erzieherausbildung

Das Syndikat Gesundheit und Sozialwesen des OGBL begrüßt die Tatsache, dass die Regierung auf die Engpässe bei den Kapazitäten des LTPES in der Erzieherausbildung reagiert. Allerdings kritisieren wir, dass die Beschäftigten und ihre Vertreter bei der Ausarbeitung dieser wichtigen Reform ihrer Berufsausbildung nicht mit einbezogen wurden.

Mit der Neuerung, dass die Schüler ihr „Diplôme de fin d'études secondaires techniques“ nun bereits nach erfolgreich abgeschlossener 13^e und nicht wie bisher erst nach der 14^e bekommen, wird eine langjährige Forderung des OGBL endlich umgesetzt. Allerdings darf diese Reform die Äquivalenz des Diploms und des Erzieherberufes nicht in Frage stellen. Es darf kein Sozialdumping

über eine Reform der Ausbildung betrieben werden.

Der OGBL fordert des Weiteren eine genaue Analyse des Bedarfs an Erziehungspersonal in den betroffenen Sektoren. Die Ausbildungszahlen dürfen sich nicht nach den Kapazitäten einer Schule richten, sondern nach den realen Bedürfnissen an Erziehern und Erzieherinnen in den verschiedenen sozialen Einrichtungen.

Das Syndikat Gesundheit und Sozialwesen des OGBL weist nochmals darauf hin, dass im sozialen Bereich die Qualität der Betreuung vor allem über ausreichende Personaldotation gewährleistet sein muss. Es muss daher sowohl im Kinder- als auch im Jugend-, Behinderten- und Altenbereich vor allem auf eine richtige Ratio von qualifiziertem Personal (mindestens Erzieherdiplom) gegenüber weniger qualifiziertem Personal Wert gelegt werden.

Mit dem Numerus clausus bleibt ein weiteres Problem der Ausbildung ebenfalls bestehen: vielen motivierten Schülern (z.B. Absolventen des DAP „Auxiliaire de vie“) bleibt weiterhin die Möglichkeit verwehrt, ihre Erzieherausbildung in Luxemburg zu machen, wenn die jährlich festgelegte Schülerzahl im LTPES erreicht ist. Es werden also weiterhin Schüler auf die Schulen im nahen Ausland ausweichen müssen, um den Beruf des Erziehers zu erlernen.

La version française de ce communiqué se trouve sur le site internet de l'OGBL: www.ogbl.lu



Services et Energie



Carole Calmes



Pit Schreiner

Renouvellement des conventions collectives du secteur du travail intérimaire

Fedil Employment Services (FES), une association sectorielle de la Fedil Business Federation Luxembourg, et les syndicats OGBL et LCGB viennent de renouveler la convention collective de travail pour les salariés permanents des entreprises de travail intérimaire ainsi que la convention collective pour les travailleurs intérimaires. Ces deux conventions collectives couvrent quelque 4.800 salariés équivalent temps plein au Luxembourg.

À côté d'autres améliorations qualitatives, les partenaires sociaux ont mis l'accent sur la nécessité de permettre aux entreprises de travail intérimaire d'offrir – en dehors des missions d'intérim – une formation aux travailleurs intérimaires sur base de modalités qui seront présentées sous peu au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.



Les améliorations pour le personnel permanent concernent notamment la révision de la garantie de progression pour les salariés justifiant d'une ancienneté entre six et dix années, la clarification du calcul de la prime dite «treizième mois», l'attribution d'un jour de congé supplémentaire à partir d'une ancienneté de services de 15 années et l'introduction d'une réglementation dans le cadre de l'indemnisation des déplacements professionnels.

La déclaration d'obligation générale des conventions collectives a été demandée par les parties signataires.



Journée syndicale du Syndicat Services et Energie le 8 mai 2014 à Esch-sur-Alzette



Romain Daubenfeld



Unterzeichnung des Kollektivvertrages für die CFL multimodal Gruppe

Am 1. April 2014 wurde der Kollektivvertrag für die Mitglieder der CFL multimodal Gruppe von der Direktion und dem OGBL unterzeichnet.

Folgende Unternehmen fallen unter die Bestimmungen des Kollektivvertrags:

- CFL multimodal S.A.
- Terminaux Intermodaux Bettembourg (TIB) S.A., Betreiber der Plattform der rollenden Autobahn und des intermodalen Terminals
- CFL Lentz Multimodal (Lentz MM) S.A., Dienstleister in den Bereichen Straßentransport und Expressdienst sowie Zollagentur.
- Eco Logistics Operator (ELO)

S.A., Betreiber kombinierter Transporte, sowie

- Centre Logistique Bettembourg (CLB) S.A., spezialisiert auf Lagerung, Kommissionierung und Distribution

Der Kollektivvertrag gilt für den Zeitraum vom 1. April 2014 bis zum 31. März 2016.

Die wichtigsten Verbesserungen

Neben der Aufstockung der Motivationsprämie und der Einführung einer Sicherheitsprämie, ist der neue Kollektivvertrag nun anwendbar auf das gesamte Personal der CFL multimodal Gruppe, d.h. derzeit 355 Mitarbeiter.

Signature de la convention collective pour le groupe CFL multimodal

Le 1^{er} avril 2014 a été signée la convention collective pour les membres du groupe CFL multimodal par la direction et l'OGBL.

Les sociétés du groupe CFL multimodal couvertes par cette convention sont:



- CFL Multimodal S.A.
- Terminaux Intermodaux Bettembourg (TIB) S.A., exploitant de la plateforme de l'autoroute ferroviaire et opérateur du terminal
- CFL Lentz Multimodal (Lentz MM) S.A., opérateur de transport route, de messagerie ainsi que d'agence en douane
- Eco Logistics Operator (ELO) S.A., opérateur de transport combiné, ainsi que
- Centre Logistique Bettembourg (CLB) S.A., spécialisé dans l'entreposage, le commissionnage et la distribution

La nouvelle convention collective couvre la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2016.

Les principales améliorations

Outre l'amélioration de la prime de motivation et l'introduction d'une prime de sécurité, la nouvelle convention collective s'applique désormais à l'ensemble du personnel du groupe CFL Multimodal, à savoir 355 personnes.

Nouvelle agression contre un chauffeur de bus

L'OGBL-ACAL exige des mesures de protection

L'OGBL-ACAL est très préoccupé par les récentes agressions contre les chauffeurs de bus. Depuis janvier 2014, le syndicat a appris qu'au

moins quatre chauffeurs ont été victime d'agressions physiques. Un nouvel incident a eu lieu lundi dernier au Park&Ride Bouillon lorsqu'un chauffeur fut grièvement blessé, à la fin de son service vers 22h, battu par deux inconnus avec une batte de baseball.

L'OGBL-ACAL n'accepte nullement ces conditions et exige une amélioration immédiate des mesures de protection des chauffeurs de bus.

Une présence renforcée de la police est nécessaire, notamment le soir, aux terminus, de même que sur les trajets desservis pendant la nuit et les weekends. Tous les bus devraient enfin être équipés d'un bouton d'alarme qui permettrait au chauffeur, en cas de danger, d'entrer immédiatement en contact avec la police.

En outre, l'OGBL-ACAL demande davantage de soutien et de compréhension de la part des employeurs. En cas de violence, l'employeur devrait soutenir son chauffeur de bus concerné et l'aider à porter plainte, plutôt que de minimiser les faits.

L'OGBL-ACAL lance un appel au ministre des transports et à la fédération patronale FLEAA afin que soient organisés des cours de formation spécifiques ayant comme objet d'apprendre aux chauffeurs de bus d'agir de manière calme sur un agresseur potentiel et d'éviter ainsi des actes de violence.

Erneute Aggression gegen Busfahrer

OGBL-ACAL fordert Schutzmaßnahmen

Der OGBL-ACAL zeigt sich sehr besorgt über die zunehmenden Aggressionen gegen Busfahrer. Seit Januar 2014 wurden der Gewerkschaft vier neue Fälle physischer Gewalt mitgeteilt. Der letzte Vorfall ereignete sich am vergangenen Montag auf dem Park&Ride Bouillon. Gegen 22.00 Uhr wurde ein Busfahrer nach Dienstschluss von zwei Unbekannten mit einem Baseballschläger krankenhaushausreif geprügelt.

Der OGBL-ACAL ist nicht gewillt, diese Umstände widerstandslos hinzunehmen und fordert, die Schutzmaßnahmen zugunsten der Busfahrer umgehend zu verbessern.

Dies kann mit Hilfe einer verstärkten Polizeipräsenz, vor allem abends, an den Endstationen sowie auf den Nachtlinien am Wochenende, erfolgen. Sämtliche Linienbusse müssten endlich mit einem Alarmknopf ausgestattet werden, der es dem Busfahrer ermöglichen würde, bei Gefahr, sofort mit der Polizei in Kontakt zu treten.

Darüber hinaus verlangt der OGBL-ACAL mehr Unterstützung und Verständnis seitens der Arbeitgeber. Im Falle von körperlicher Gewalt, müssten die Arbeitgeber dem betroffenen Busfahrer zur Seite stehen und ihm bei der Erstattung einer Anzeige behilflich sein, anstatt die Vorfälle herunterzuspielen.

Der OGBL-ACAL richtet einen Appell an den Transportminister und an die Arbeitgeberföderation FLEAA, Spezialkurse für Busfahrer einzuführen, damit diese lernen besser mit Aggressionen umzugehen, um zu verhindern, dass es zu körperlicher Gewalt kommt.



La Journée syndicale du Syndicat Transport sur routes/ACAL de l'OGBL a eu lieu à Bertrange au Centre Atert le 27 avril 2014. La résolution se trouve en français et allemand sur le site internet de l'OGBL ici: <http://www.ogbl.lu/syndicat-transport/resolutions/>



Frédéric Krier



Sonja Delli Zotti



Danièle Nieves

**Éducation
et Sciences**

Réduire les coûts de la bureaucratie et valoriser la fonction d'enseigner!

Lors d'une deuxième entrevue avec le ministre de la Fonction publique et le ministre de l'Éducation nationale, les représentants du SEW/OGBL ont présenté la position de leur syndicat à l'égard de la proposition des deux ministres, qui leur demandent de s'engager dans une discussion sur une augmentation

de la tâche des enseignants en contrepartie du remplacement d'une évaluation individuelle par une évaluation collective.

1. Les frais engendrés par les réformes technocratiques réalisées et ceux à venir dans le cadre de la réforme de la Fonction publique ne doivent en aucun cas être résorbés par une augmentation de la tâche des enseignants.
2. La réforme de la Fonction publique engendre pour l'enseignement des problèmes très graves, tant au niveau de chaque enseignant (manque d'évaluation objective et donc risque de discrimination; réduction salariale sur l'ensemble de la carrière normale), que pour l'enseignement dans son ensemble (introduction dans une carrière plane, d'une hiérarchie artificielle à travers des «postes à responsabilités particulières» portant gravement atteinte au travail en équipe).
3. La réforme de la Fonction publique occasionne pour l'enseignement des coûts

importants: introduction d'une évaluation tout aussi arbitraire qu'inutile; stage superflu pour les enseignants du fondamental, étant donné que leur formation en sciences de l'éducation prévoit une alternance entre formation théorique et stages pratiques; création d'une multitude d'instruments bureaucratiques et de postes à l'écart de la fonction d'enseigner proprement dite, qui enflent encore l'hyperstructure administrative créée lors de l'ère Delvaux.

4. Tant les enseignants du post-primaire que ceux du fondamental ont déjà accepté une augmentation de leur tâche en 2007 et en 2009 respectivement. Toute nouvelle augmentation de la tâche ne pourrait aboutir qu'à une perte de la qualité de l'enseignement, car des enseignants éternés et épuisés ne sauraient remplir leur mission correctement auprès des élèves.

Par conséquent, les représentants du SEW ont signifié aux deux ministres

- qu'il convient en premier lieu de réduire les coûts en relation avec l'inflation de postes créés à l'écart de la fonction d'enseigner proprement dite et de mécanismes bureaucratiques inutiles, mis en place au cours des dernières années;
- que les éléments de hiérarchisation de la carrière plane des enseignants au moyen de «postes à responsabilités particulières» renforçant encore cette tendance doivent être bannis, puisqu'ils accordent des avantages à quelques-uns au détriment de la grande masse des enseignants qui assument leur responsabilité face aux élèves;
- que l'évaluation des enseignants, qu'elle soit indivi-

duelle ou collective, et dont les ministres eux-mêmes n'ont pu citer à ce jour des critères objectifs, doit être abandonnée en raison de son coût et du risque d'arbitraire qu'elle implique.

Les représentants du SEW sont prêts à discuter de la meilleure façon **d'organiser les écoles afin d'éviter des coûts prohibitifs. Ils s'attendent à obtenir les informations nécessaires pour mener à bien cette discussion et ils espèrent que leurs propositions constructives seront prises en compte dans un réel esprit de dialogue.**

Ils refusent par contre toute augmentation de la tâche d'enseignement pour neutraliser les coûts générés par un accroissement des contrôles et de la bureaucratie. S'en prendre unilatéralement aux carrières enseignantes dans la Fonction publique ne manquerait pas d'avoir les conséquences les plus graves pour la paix sociale dans l'enseignement! Une telle politique hypothéquerait durablement les relations de collaboration entre les enseignants et le MEN. Les représentants du SEW estiment que le gouvernement présent doit faire preuve de courage politique et rompre avec les erreurs du gouvernement précédent en renonçant aux volets inapplicables et inutiles du projet de réforme de la Fonction publique.

Dans ce sens ils invitent les deux ministres à soutenir celles et ceux auxquels incombe la responsabilité majeure d'assurer quotidiennement les leçons d'enseignement dans les salles de classe et à coopérer avec eux en vue de dynamiser l'école publique.

Ils appellent tous les syndicats d'enseignants à se rassembler pour exercer une pression commune dans cette direction.



Estelle Winter

Services privés de nettoyage, d'hygiène et d'environnement

OGBL informe Arbeitsminister Schmit über Probleme im Reinigungssektor

Am 31. März empfing Nicolas Schmit, Minister für Arbeit und Beschäftigung, eine Delegation des OGBL- Syndikats Reinigungsdienste, unter Leitung von Nico Clement, Mitglied des geschäftsführenden Vorstands des OGBL, und Estelle Winter, Zentralsekretärin, zu einem weitgreifenden Gedankenaustausch.

Etwa 20 Delegierte, Vertreter/innen der Arbeitnehmer/innen der größten Reinigungsbetriebe in Luxemburg haben dem Minister ihre Beschwerden vorgetragen. Die Delegierten haben den Minister über die schlechten Arbeitsbedingungen in Kenntnis gesetzt, die im Reinigungssektor vorherrschen sowie über die Nichtanwendung einiger Vorgaben des Arbeitsrechts. Das Syndikat wird demnächst dem

Minister detaillierte Unterlagen zu dieser bewussten Gesetzesmissachtung zukommen lassen.

Des Weiteren hat die Delegation den Minister darüber informiert, dass die Arbeitgeber/innen es ablehnen, das Urteil vom Appellationsgericht vom 27. Juni 2013 im Fall Winter/Dussmann umzusetzen, in dem es heißt, dass nach zehn Jahren Tätigkeit den Gebäudereiniger/innen der soziale Mindestlohn für qualifizierte Arbeitnehmer/innen zusteht.

In seiner Antwort hat der Minister zwei Tatsachen hervorgehoben: (1) die Arbeitgeber/innen müssen sich strikt an die arbeitsrechtlichen Bestimmungen halten und (2) ein gerichtliches Urteil, wenn es definitiv gesprochen ist, muss vollstreckt werden! Ihn interessierten vorwiegend die Fälle, in denen das Arbeitsrecht nicht angewandt wird.

Das Gespräch war geprägt von Offenheit und Dialogbereitschaft.

Le syndicat Nettoyage de l'OGBL informe et s'échange avec Nicolas Schmit

Le 31 mars 2014 une délégation du syndicat Nettoyage, conduite par Nico Clement, membre du bureau exécutif de l'OGBL, et Estelle Winter,



Diekirch 18.2.14



Belle Etoile 25.2.14



Échange de vues entre l'OGBL et le président du parlement Di Bartolomeo

Récemment a eu lieu un entretien entre le président de la Chambre des députés luxembourgeoise, Mars Di Bartolomeo, et le syndicat Services privés de nettoyage, d'hygiène et d'environnement de l'OGBL. Au sein de la délégation, conduite par Nico Clement, membre du bureau exécutif de l'OGBL, toutes les grandes entreprises de nettoyage étaient représentées.

secrétaire centrale, a été reçue par Nicolas Schmit, ministre du travail et de l'Emploi pour un large échange de vues.

Une vingtaine de déléguées et délégués, représentant les salariées et salariés des plus grandes entreprises de nettoyage au Luxembourg ont fait part de leurs doléances au ministre. Les délégués ont informé le ministre sur les mauvaises conditions de travail qui prévalent dans le secteur du nettoyage et la non-application de certaines dispositions du droit du travail. Le syndicat remettra prochainement au ministre un dossier détaillé sur ces abus.

D'autre part, la délégation a informé le ministre sur le refus des employeurs d'appliquer le juge-

ment rendu par la Cour d'appel le 27 juin 2013 dans l'affaire Winter/Dussmann confirmant qu'après dix ans de service les nettoyeurs de bâtiment ayant acquis une expérience approfondie dans le secteur ont droit au salaire social minimum pour personnes qualifiées.

Dans sa réponse, le ministre a rappelé deux évidences: (1) les employeurs doivent strictement appliquer toutes les dispositions du droit du travail et (2) un jugement de justice, lorsqu'il est final, est à exécuter! Il s'intéressera plus particulièrement au cas de non-application du droit du travail.

L'échange de vue s'est déroulé dans une ambiance de franchise et d'écoute mutuelle.

Estelle Winter, secrétaire centrale du syndicat, informait le président de la Chambre sur les conditions de travail difficiles des salarié(e)s. Sur les 9 000 salarié(e)s, il y a 90% de femmes. La majorité travaille à temps partiel, des temps partiels imposés étant la règle. Les horaires de travail sont souvent tard le soir ou tôt le matin. De plus en plus de flexibilité et de performance sont exigées par les employeurs, et cela contre des salaires extrêmement bas.

Le président de la Chambre a proposé de faire étudier par ses services l'idée d'introduire à l'avenir dans les cahiers de charges des marchés publics de la Chambre des Députés des clauses sociales



Bâtiment Robert Schuman 25.2.14



Chambre des métiers 6.3.14



Journée de la femme 8.3.14



et environnementales juridiquement contraignantes.

Les syndicats européens ont émis un catalogue de revendications minimales pour le secteur du nettoyage. Il s'agit avant tout de l'aménagement des horaires de travail, du maintien des droits des salarié(e)s en cas de transfert d'entreprises et des droits syndicaux.

Le président de la Chambre de Députés s'est déclaré d'accord pour analyser dans quelle mesure ces dispositions pouvaient être reprises dans les cahiers de charges des marchés publics.

L'entretien a eu lieu dans une atmosphère très constructive et positive.

Austausch zwischen OGBL und Kammerpräsident Di Bartolomeo

Kürzlich fand eine Unterredung zwischen dem Präsidenten der luxemburgischen Abgeordnetenkammer, Mars Di Bartolomeo, und dem OGBL-Syndikat des Reinigungsektors statt. In der Delegation, die von Nico Clement, Mitglied der OGBL-Geschäftsführung, angeführt wurde, waren alle großen Betriebe dieses Wirtschaftsbereiches vertreten.

Estelle Winter, Zentralsekretärin des Syndikats, informierte den Kammerpräsidenten über die schwierigen Arbeitsbedingungen

des Reinigungspersonals. Von 9.000 Beschäftigten sind fast 90 Prozent Frauen. Die wenigsten haben eine Vollzeitstelle, aufgezungene Teilzeitstellen sind die Regel. Gearbeitet wird oft spät am Abend oder früh am Morgen. Immer mehr Flexibilität und Leistung werden von Seiten der Arbeitgeber gefordert. Das Ganze gegen Niedrigstlöhne.

Der Kammerpräsident zeigte sich betroffen von der Situation und schlug vor, die Idee zu untersuchen in Zukunft rechtlich verbindliche Sozialklauseln und Umweltklauseln in die Lastenhefte bei der Vergabe von öffentlichen Aufträgen der Kammer aufzunehmen.



RBC IS Belval 10.3.14



Parlement Européen 13.03.14



Ettelbrück 12.4.14

Die europäischen Gewerkschaften haben einen Katalog mit Minimalforderungen für den Reinigungssektor aufgestellt. Dort geht es u.a. um Regelungen der Arbeitszeiten, Rechte der Arbeitnehmer/innen bei Übernahmen und Gewerkschaftsrechte.

Der Kammerpräsident war damit einverstanden zu prüfen, in wie weit diese Regelungen in die öffentlichen Lastenhefte aufgenommen werden können.

Das Gespräch verlief in einer sehr konstruktiven und positiven Atmosphäre.

Journée syndicale statuaire

Le 26 avril 2014 a eu lieu la Journée syndicale statuaire ordinaire du Syndicat Services privés de Nettoyage, d'Hygiène et d'Environnement, à la Maison du Peuple à Esch/Alzette.

La secrétaire du syndicat Lita Santos a ouvert la journée et Nico Clement, membre du bureau exécutif, l'a clôturée avec un discours sur les grands défis nationaux et européens auxquels fait face l'OGBL.

Estelle Winter, secrétaire centrale du Syndicat Nettoyage, a ensuite présenté le rapport d'activités 2011-2014 en mettant l'accent sur



les négociations de la convention collective et sur le salaire social minimum qualifié ainsi que sur les actions de mobilisation que l'OGBL mène en ce moment pour obtenir le renouvellement et l'amélioration de la convention collective du secteur nettoyage. Un programme d'action pour 2014 a été présenté.

La priorité sera le renouvellement et l'amélioration de la convention collective et le paiement du salaire social minimum qualifié après dix ans.

La journée s'est terminée par le mot de clôture de Lita Santos.

Mobilisation des salariés du secteur du nettoyage

Depuis l'échec des négociations pour le renouvellement de la conven-

tion collective de travail du secteur du nettoyage, l'OGBL a commencé à mobiliser massivement les salariés de ce secteur. Rappelons brièvement nos revendications justifiées:

Elles portent sur les points suivants:

- L'augmentation linéaire de 1,5% en 2014, 1,5% en 2015 et 1,5% en 2016
- Réduction de la flexibilité au niveau du travail à temps partiel à 10%
- L'augmentation des congés légaux, + 3½ jours
- Une amélioration des conditions d'octroi et une redistribution de la prime d'assiduité
- Salaire social minimum qualifié après dix ans de travail dans le secteur.

Jusqu'à ce jour, les employeurs refusent toute négociation sérieuse sur ces revendications.



Centre hospitalier Luxembourg 28.4.14



Cour de Justice UE 13.5.14

Défendons les salariés du nettoyage!





Taina Bofferding
*Responsable du
Département des Jeunes
de l'OGBL*

Wer etwas verändern will, muss sich engagieren!

Am 1. Mai feiert die Arbeiter- und Gewerkschaftsbewegung den Tag der Arbeit, die Würde der arbeitenden Menschen am Arbeitsplatz – eine Würde, die es immer wieder neu zu schützen und zu verteidigen gilt: in Luxemburg und in Europa.

Der neoliberale Politikkurs, bestimmt durch strenge Sparkurse und durch den Abbau von Arbeitnehmerrechten, gefährdet die Einheit Europas und bringt das europäische Sozialmodell, das uns bislang von den anderen Regionen der Welt unterschiedet, in wahre Existenznot. Die Antikrisenpolitik hat Europa in eine tiefe soziale Krise gestürzt.

Ausgerechnet die Jugend Europas zahlt den bitteren Preis für eine Krise, die ihr die alten Eliten des Kontinents eingebrockt haben. Etwa jeder vierte Europäer unter 25 Jahren ist auf der Suche nach einer Arbeit. Gerade Jugendliche brauchen eine Arbeit, die Pläne zulässt, die ein Einkommen garantiert, das ihnen ermöglicht eine eigene Existenz aufzubauen.

Gleichzeitig müssen wir erleben, dass überall in Europa rechtspopulistische Bewegungen auf dem Vormarsch sind und die Auswirkungen der Krise für ihre nationalistische und rassistische Propaganda nutzen. Die Jugendabteilung des OGBL sagt: Nicht mit uns, denn Solidarität kennt keine Grenzen!

Rechtsextreme Gesinnung und Gewalt in ganz Europa mahnt uns das freiheitliche und vielfältige Zusammenleben noch stärker zu verteidigen. Es gilt, den Ideen und Taten der Rechtspopulisten und -extremisten unsere Werte entgegenzusetzen. Mit der Teilnahme an der Demonstration am 4. April 2014 in Brüssel setzte der OGBL neben der Forderung nach einem Kurswechsel in der Europäischen Union, ein deutliches Zeichen gegen Rechts. Der OGBL will einen europäischen Investitionsplan für nachhaltiges Wachstum und Beschäftigung, um Europa aus der Krise zu führen und insbesondere die dramatisch hohe Jugendarbeitslosigkeit zu bekämpfen.

Celui qui veut changer quelque chose, doit s'engager!

Le 1^{er} mai, le mouvement travailliste et syndical fête le jour du travail, la dignité du salarié au travail – une dignité qu'il s'agit sans arrêt de protéger et de défendre: au Luxembourg et à travers toute l'Europe.

L'orientation politique néolibérale, marquée par des mesures d'économies drastiques et par le démantèlement des droits des salariés, met en péril l'unité de l'Europe et risque de détruire le modèle social européen, qui nous a, jusqu'à présent, distingué des autres régions du monde. La politique anti-crise a plongé l'Europe dans une crise sociale profonde.

Et ce sont précisément les jeunes qui paient les pots cassés d'une crise, que les vieilles élites du continent ont déclenchée. Environ un Européen sur quatre, âgé de moins de 25 ans, est à la recherche d'un travail. Ce sont avant tout les jeunes qui ont besoin d'un travail qui leur ouvre des perspectives, qui leur garantit un revenu, qui leur permet de construire leur propre existence.

En même temps nous sommes témoins de l'avancée, partout en Europe, des mouvements populistes de droite qui profitent de la crise pour leur propagande nationaliste et raciste. Le département Jeunes de l'OGBL prend position et dit: pas avec nous, car la solidarité ne connaît pas de frontières!

Une mentalité d'extrême droite et la violence à travers toute l'Europe nous incite à défendre d'une manière encore plus conséquente le vivre ensemble pluraliste et en toute liberté. Il s'agit d'opposer nos valeurs à celles des populistes et extrémistes de droite. Avec sa participation à la manifestation du 4 avril 2014 à Bruxelles, l'OGBL a exprimé en plus de sa revendication pour un changement de cap de la politique européenne, un refus clair des extrémismes de droite. L'OGBL appelle de ses vœux un plan d'investissement européen pour une croissance durable et pour l'emploi, afin de sortir l'Europe de la crise et surtout afin de lutter contre le chômage massif des jeunes.

D'Jugendsektioun vum OGBL sicht DECH fir en neie Comité opzesetzen!

Du hues manner wéi 36 Joer? Wëlls mat anere Jonken zesummekommen? Hues Loscht dech gewerkschaftlech z'engagéieren? A wëlls matdecidéieren?

Mir verrieden d'Interessi vun deene Jonken innerhalb vum OGBL. Mir wëssen, dass all Entscheidung déi haut geholl gëtt, doriwwer entscheed ënner watfirenge Bedingungen déi Jonk zukünfteg liewen a schaffe wäerten. Dofir mësche mir eis an a suergen dofir, dass eis Iddien net ënnert d'Rieder kommen!

Mir setzen e Comité op, fir regelméisseg iwwert Problemer a Wënsch vu Jonker ze diskutéieren, an esou och de Kurs vum OGBL matzeprägen.

Weider Infoen zu eiser Aarbecht fënns du ënner www.ogbl.lu/jeunes/

Mell dech un ënner jeunes@ogbl.lu oder um 540545-404.

LA SECTION DES JEUNES DE L'OGBL TE CHERCHE POUR COMPOSER UN NOUVEAU COMITÉ!

Tu as moins de 36 ans? Tu veux te réunir avec d'autres jeunes? Tu as envie de t'engager dans le syndicalisme? Et tu veux participer aux décisions?

Nous représentons les intérêts des jeunes au sein de l'OGBL. Nous savons que toute décision qui est prise aujourd'hui détermine les conditions dans lesquelles vivront et travailleront les jeunes à l'avenir. C'est pourquoi, nous intervenons dans les décisions et nous faisons en sorte que nos idées ne soient pas écrasées!

Nous composons un comité pour discuter régulièrement des problèmes et des souhaits des jeunes, et ainsi participer également à l'orientation de l'OGBL.

Tu trouveras des informations supplémentaires sur notre travail à l'adresse **WWW.OGBL.LU/JEUNES/**

Inscris-toi à **JEUNES@OGBL.LU** ou par téléphone au numéro **540545-404**



Gëff aktiv!



Mobilité des Frontaliers belges

Les frontaliers belges de l'OGBL rencontrent le ministre François Bausch et le secrétaire d'État Camille Gira

Des représentants des frontaliers belges de l'OGBL ont rencontré récemment le ministre François Bausch et le secrétaire d'État Camille Gira qui ont tous les deux dans leurs attributions la problématique de la mobilité.

Le but de cette entrevue était de faire le point sur la situation actuelle et sur les perspectives de la mobilité des frontaliers belges vers le Luxembourg.

Plan SMOT

Même si le plan SMOT (Schéma stratégique de mobilité transfrontalière) avait été signé en grande pompe à Arlon en janvier 2013, force est de constater que rien n'a été réalisé durant l'année 2013 en ce qui concerne ce plan. Nos deux hôtes nous ont néanmoins rassurés en nous confirmant qu'ils avaient bien rencontré le ministre Henry fin janvier 2014 et que depuis, deux bureaux d'études avaient été chargés de faire un état des lieux des offres et des demandes en matière de mobilité entre la Belgique et le Luxembourg.

Nouveau plan SNCB

Les représentants de l'OGBL ont alerté les ministres luxembourgeois sur le nouveau plan qui sera mis en place fin 2014 par la SNCB et sur les inconnues qui

subsistent quant à l'offre qui sera encore en vigueur pour les usagers vers le Grand-Duché de Luxembourg. De nombreux points doivent être éclaircis, tant sur la ligne Bruxelles-Arlon-Luxembourg, que sur la ligne Virton-Rodange ou la ligne du Nord.

Ligne du Nord Liège - Luxembourg

Les frontaliers belges de l'OGBL ont insisté fortement sur l'augmentation de l'offre ferroviaire à proposer aux travailleurs frontaliers habitants le bassin de vie de Vielsalm-Gouvy. Meilleure offre ferroviaire à conjuguer avec une tarification attractive pour les usagers.

Après discussions et diverses explications sur le potentiel existant dans cette région du Nord Luxembourg, le ministre et le secrétaire d'État ont confirmé qu'ils allaient faire vérifier ensemble avec les autorités responsables en Belgique la possibilité, dans un premier temps, de:

- faire monter les rames CFL jusqu'à la gare de Gouvy à raison de deux trains par heure le matin et en fin de journée;
- donner la possibilité aux usagers au départ de Gouvy de bénéficier de la tarification luxembourgeoise (gare frontière);
- conditionner ces deux premières éventualités à la création de place de parking suffisantes aux abords de la gare de Gouvy.

Tarification transfrontalière

Dans le dossier de tarification transfrontalière, les représentants de l'OGBL ont également insisté sur la nécessité de trouver au plus vite une solution adéquate qui fera en sorte que de nombreux frontaliers ne prennent plus leur véhicule pour se rendre à la première gare luxembourgeoise.

Suivant les responsables de la SNCB, un projet pilote pour une meilleure tarification serait, ou devrait être, mis en place au départ des gares de Vielsalm et de Gouvy.





Les frontaliers belges de l'OGBL ont relevé cette ineptie, puisqu'actuellement il n'existe pas d'offre suffisante pour les navetteurs au départ de ces deux gares. La demande des frontaliers belges est que ce projet pilote soit mis en place au départ des gares d'Arlon, d'Athus et de Gouvy.

Les deux représentants du gouvernement luxembourgeois nous ont approuvés dans cette démarche quant au principe. Et suite à la construction future du Park&Ride de Stockem, il sera également judicieux d'étendre cette tarification attractive au départ de ce nouveau point d'arrêt.

Homologation des rames Désiro

Les représentants des frontaliers belges ont failli tomber de leur chaise lorsque les responsables luxembourgeois leur ont annoncé qu'ils n'avaient toujours pas reçu le dossier d'homologation pour la circulation des rames Désiro sur le réseau ferroviaire grand-ducal!

Et pourtant, les hauts responsables de la SNCB sont venus à Libramont le 25 février dernier et ont publiquement affirmé que ce dossier avait été transmis aux autorités ferroviaires luxembourgeoises en mars 2013. Ce «détail» démontre une fois de plus tout le manque de considération qu'ont les hauts dirigeants de la SNCB vis-à-vis des usagers de la province du Luxembourg.

Les frontaliers belges de l'OGBL insistent pour que les représentants politiques de la province du Luxembourg se mobilisent de façon cohérente et demandent au ministre de tutelle que ces dignitaires de la SNCB rendent des comptes dans ce dossier.

En effet, tant que les rames Désiro ne peuvent pas entrer sur le territoire luxembourgeois, ceci entraîne

des changements de trains dans les gares d'Arlon et d'Athus et des pertes de précieuses minutes qui sont préjudiciables aux usagers et à fortiori à l'utilisation des chemins de fer.

Utilisation de la bande d'arrêt d'urgence de l'autoroute Arlon-Luxembourg par les bus

Cette possibilité déjà avancée plusieurs fois quant à l'utilisation de la bande d'arrêt d'urgence par les bus sur l'autoroute Arlon-Luxembourg (à l'exemple de ce qui est fait aux entrées de Bruxelles), n'est pas du tout envisagée par les autorités grand-ducales. De même que l'élargissement à 2 x 3 voies de cette autoroute.

Mais le secrétaire d'État a envisagé que, dans le cadre de la réforme des lignes de bus RGTR, la possibilité de prolonger la ligne de bus 222 jusqu'à Arlon (au lieu de Steinfort) soit étudiée. Si en plus quelques petits aménagements à certains endroits sur le parcours étaient réalisés au Luxembourg, ceci permettrait d'avoir pratiquement une ligne de bus Arlon-Luxembourg sur une voie réservée au bus.

Création de Park&Ride

Les deux représentants du gouvernement nous ont également fait part qu'un Park&Ride de 1 500 places allait être aménagé à proximité de la gare de Rodange. Ils sont également heureux d'apprendre qu'un tel projet existe à Stockem et demandent le soutien des frontaliers belges de l'OGBL pour qu'un Park&Ride soit également aménagé en amont d'Athus sur la ligne 165.

Enfin, pour terminer, le ministre François Bausch et le secrétaire d'État nous ont remercié pour ces échanges d'informations et pour les propositions que nous leur avons formulées.

Ils ont déjà programmé une réunion de travail avec le ministre belge Labille qui aura lieu à Bettembourg et ils pourront ainsi faire part de tous ces points exposés.

Cette entrevue s'est déroulée dans une ambiance constructive et conviviale.

**Il n'y aura pas de
permanence OGBL à
Bastogne
le mardi 24 juin 2014
le samedi 02 août 2014**



L'OGBL et ses sections françaises organisent de nouveau des opérations «Café (ou jus d'orange) / Croissant»

Pour bien commencer la journée ou finir la semaine, l'OGBL et les sections des frontaliers français d'Audun-le-Tiche, de Mont-Saint-Martin/Longwy, de Thionville/Metz et de Volmerange-les-Mines vous offrent aux dates suivantes:



- **le mardi 3 juin 2014 de 5h30 à 9h30 à la gare d'Audun-le-Tiche**
 - **le mardi 17 juin 2014 de 5h45 à 9h00 à la gare de Longwy-Bas**
 - **le jeudi 19 juin 2014 de 5h30 à 9h30 à la gare d'Hettange-Grande**
 - **le vendredi 27 juin 2014 de 4h55 à 9h00 au KINEPOLIS (arrêt de bus - ligne 300)**
- un café (ou un jus d'orange)
 - une viennoiserie (croissant ou autre selon disponibilité)
 - des informations utiles sur l'OGBL
 - un sourire d'un frontalier comme vous pour bien commencer la journée!

Alors, venez 10-15 minutes avant pour pouvoir en bénéficier et profiter de ce moment de convivialité.

EuGH-Urteil stärkt die Rechte Deutscher Grenzgänger auf Kindergeld

Der Europäische Gerichtshof hat in seinem Urteil vom 8. Mai 2014 entschieden, dass bei deutschen Grenzgängern, die in Luxemburg Anspruch auf Familienleistungen haben, das deutsche Elterngeld (eine Lohnersatzleistung¹) des Partners bei der Ermittlung des luxemburgischen Anspruchs nicht angerechnet werden darf. Somit haben deutsche Grenzgänger künftig auch während der Elternzeit ihres Partners Anspruch auf luxemburgische Familienzulagen.

1 Das Elterngeld (nur für Geburten nach dem 31.12.2006) soll einen Einkommenswegfall nach der Geburt des Kindes auffangen. Es beträgt 67% des durchschnittlich nach Abzug von Steuern, Sozialabgaben und Werbungskosten vor der Geburt monatlich verfügbaren laufenden Erwerbseinkommens, höchstens jedoch 1.800 Euro und mindestens 300 Euro. Quelle: <http://www.zuv.uni-heidelberg.de/international/hilfen.html>

In seinem Urteil hat das Gericht darauf hingewiesen, dass das deutsche Elterngeld „keine Leistung gleicher Art“ wie die nach luxemburgischem Recht vorgesehenen Familienzulagen sei. Aus diesem Grund darf das im EU-Recht verankerte Verbot, gleichartige Sozialleistungen zu kumulieren, nicht angewendet werden. (Az.: C-347/12).

In dem vom EuGH entschiedenen Fall ging es um einen Deutschen Grenzgänger der in Luxemburg arbeitet und dessen Frau in Deutschland Elterngeld bezieht. Die luxemburgische Kindergeldkasse zahlte ihm in dieser Konstellation kein luxemburgisches Differenzkindergeld aus, weil die in Deutschland bezogenen Leistungen wegen des deutschen Elterngelds höher seien als die aus Luxemburg zu erwartenden Leistungen.

Vor dem luxemburgischen Kassationsgericht argumentierte der Kläger, das deutsche Elterngeld sei im Unter-

schied zum deutschen Kindergeld nicht gleicher Art wie die luxemburgischen Familienzulagen. Daher dürfe das deutsche Elterngeld von der luxemburgischen Familienkasse bei der Ermittlung des Unterschiedsbetrages nicht angerechnet werden.

Der EuGH gab ihm Recht: Anders als beim deutschen Kindergeld und bei den luxemburgischen Familienzulagen, die das Kind selbst begünstigten, werde das Elterngeld für die Eltern bezahlt. Bei der Ermittlung des Differenzbetrages dürften daher nicht sämtliche an die Familie gezahlten Leistungen, sondern nur „gleichartige Familienleistungen“ angerechnet werden.

Der OGBL begrüßt die Entscheidung des Europäischen Gerichtshofs ausdrücklich. Wie bereits bei seinem Urteil

zu den Studienbeihilfen stärkt das Urteil die Rechte der Grenzgänger und deren Familien.

Der OGBL fordert, dass das Urteil des Europäischen Gerichtshofs nun von den zuständigen luxemburgischen Gerichten zügig umgesetzt wird. Der luxemburgischen Familienkasse soll es zeitnah möglich sein, die neue Rechtslage umzusetzen, und allen von dem Urteil betroffenen GrenzgängerInnen entsprechend neue Bescheide auszustellen.

Link zum Urteil:

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?text=&docid=151968&pageIndex=0&doclang=DE&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=392760>



Präsidentenwechsel beim DGB

Reiner Hoffmann wurde am 12. Mai 2014 mit 93% der Stimmen zum neuen Vorsitzenden des Deutschen Gewerkschaftsbundes (DGB), der mitgliederstärksten Gewerkschaft Europas, gewählt. Damit löst der frühere beigeordnete Generalsekretär des Europäischen Gewerkschaftsbundes (EGB) den langjährigen Vorsitzenden Michael Sommer ab. Der OGBL-Präsident Jean-Claude Reding nahm am Kongress teil.

Changement à la tête du DGB

Le 12 mai 2014, Reiner Hoffmann a été élu avec 93% des voix comme nouveau président de la Confédération syndicale allemande (DGB), syndicat avec le plus grand nombre d'adhérents en Europe. L'ancien secrétaire général adjoint de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) remplace ainsi le président de longue date, Michael Sommer. Le président de l'OGBL, Jean-Claude Reding, a participé au congrès.



Reiner Hoffmann, links/à gauche, Michael Sommer, rechts/à droite



Dem neuen DGB-Vorsitzenden wird vom FGFB-Präsidenten gratuliert. Nächster in der Reihe, der OGBL-Präsident.

Le nouveau président du DGB reçoit les félicitations du président du syndicat belge FGFB. Suivant dans la file, le président de l'OGBL.

Prise de position pour un arrêt des négociations sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (PTCI)

Les parties signataires constatent que, ces dernières années, l'Union européenne s'est lancée dans un vaste programme de négociation d'accords bilatéraux de libre-échange, accords de grande envergure, qui intègrent ou intégreront un volet protection des investissements. L'Union s'aligne ainsi sur une pratique mise en œuvre par les États-Unis depuis la conclusion de l'ALENA il y a 20 ans.

Cette prise de position a pour objet de faire le tour des interrogations afin de lancer le débat sur l'opportunité-même d'un accord de ce type, et notamment du PTCI:

- Un déficit démocratique flagrant: un mandat de négociation trop large et incertain ne faisant pas l'objet d'un consensus démocratique.
- Un volet «protection des investissements» accordant trop de droits (et n'imposant aucune obligation) aux investisseurs, et mettant en danger la souveraineté des parties.
- Un déséquilibre manifeste en matière de réglementation des marchés publics.
- Des incertitudes quant à l'articulation avec d'autres accords de libre-échange.
- Une inefficacité démontrée des engagements sociaux: L'introduction de clauses sociales, dont l'efficacité en matière de protection est mise en doute, d'autant plus qu'elles sont rarement dotées de mécanismes de sanction.
- Les conséquences de la suppression des droits de douane sur l'agriculture, qui pourrait notamment entraîner une remise en cause de la politique agricole commune.
- Une méthode d'élimination des barrières non-tari-

fares qui soulève beaucoup d'interrogations.

- Une pression accrue sur les normes environnementales et protectrices du consommateur: les normes de santé et de sécurité dans les domaines alimentaires et agricoles, la protection des données, la réglementation en matière de produits chimiques (REACH), les politiques énergétiques et climatiques, le bien-être animal sont autant de domaines où existent des différences fondamentales entre les deux systèmes.
- Un parti-pris assumé en faveur du bilatéralisme imposant les futures conditions du commerce international aux pays les plus pauvres et les plus faibles économiquement.
- Une pression sur les rémunérations et l'emploi qui pourrait aboutir en une remise en question de ceux-ci.

Tous ces éléments relativisent grandement l'opportunité, le bien-fondé et la légitimité de ces négociations transatlantiques, d'autant plus face aux résultats macro-économiques dérisoires qu'elles laissent entrevoir.

Au vu des développements qui vont suivre, les signataires de la présente prise de position se prononcent pour l'arrêt immédiat des négociations sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement.

Signée par: ASTM, Aleba, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGBL, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs

Lire le texte intégral en français sur le site internet de l'OGBL: www.ogbl.lu



Stellungnahme für ein Einfrieren der Verhandlungen über das TTIP

Die Unterzeichnenden stellen fest, dass die EU über die vergangenen Jahre ein umfassendes Verhandlungsprogramm für bilaterale Freihandelsabkommen aufgenommen hat, das auch den Aspekt Investorenschutz mit einbeziehen soll oder wird. Die EU richtet sich so nach einer Praxis, die die USA seit dem Abschluss von NAFTA vor 20 Jahren angewandt hat.

Dieses Positionspapier hat zum Ziel Fragen aufzuwerfen, um eine Debatte über die Zweckmäßigkeit an sich eines solchen Abkommens, und speziell des TTIP, anzuregen.

- Ein krasses Manko an Demokratie: ein zu breites und ungewisses Verhandlungsmandat, dem es an jeglichem demokratischem Konsens fehlt.
- Ein Teil Investorenschutz, der den Investoren zu viele Rechte zugesteht (und keine Pflichten auferlegt), und so die Freiheit der Verhandlungspartner gefährdet.
- Ein deutliches Ungleichgewicht bezüglich der Regulierung der öffentlichen Aufträge.
- Unsicherheiten bezüglich der Verknüpfung mit anderen Freihandelsabkommen.
- Eine nachgewiesene Ineffizienz der sozialen Engagements: die Einführung von Sozialklauseln, deren Effizienz auf dem Gebiet des Sozialschutzes angezweifelt werden muss, umso mehr, da sie in den seltensten Fällen mit Sanktionsmechanismen verknüpft sind.
- Die Folgen der Abschaffung von Zöllen im landwirtschaftlichen Bereich, die zum Beispiel zur Infragestellung der Gemeinsamen Landwirtschaftspolitik führen könnte.
- Eine Methode der Abschaffung der nichttarifären Handelshemmnisse, die viele Fragen aufwirft.

- Ein größer werdender Druck auf die Umweltnormen, die zum Ziel haben, den Verbraucher zu schützen: die Gesundheits- und Sicherheitsnormen in den Bereichen Ernährung und Landwirtschaft, den Datenschutz, die Reglementierung bezüglich des Gebrauchs chemischer Substanzen (REACH), die Energie- und Klimapolitik, den Tierschutz sind so viele Bereiche, in denen zwischen den beiden Systemen grundsätzliche Unterschiede bestehen.
- Eine Voreingenommenheit für den Bilateralismus, der die zukünftigen internationalen Handelsbedingungen den ärmsten und wirtschaftlich schwächsten Ländern aufzwingen wird.
- Ein Druck auf Löhne und Beschäftigung, der zu deren Gefährdung führen könnte.

All diese Elemente relativieren sehr stark die Zweckmäßigkeit, die Rechtmäßigkeit und Legitimität der transatlantischen Verhandlungen, umso mehr, da die makroökonomischen Ergebnisse, die dabei herauskommen sollen, lächerlich sind.

Angesichts der nachfolgenden Analysen sprechen sich die Unterzeichner dieser Stellungnahme für ein Einfrieren der Verhandlungen über das transatlantische Handels- und Investitionsabkommen (TTIP) aus.

Unterzeichnet von: ASTM, Aleba, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de développement, FNCTTFEL, Greenpeace Luxembourg, LCGB, Lëtzebuergger Jongbaueren a Jongwënzer Asbl, Mouvement écologique, OGBL, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs

Den integralen Text gibt es nur auf Französisch auf der Internetseite vom OGBL zu lesen: www.ogbl.lu



Participant / Teilnehmer

Nom *Name*

Prénom *Vorname*

Date *Geburtsdatum*

Nationalité *Staatsangehörigkeit*

Matricule OGBL (Numéro indiqué sur la carte de membre)

OGBL- Mitgliedsnummer (angegeben auf der Mitgliedskarte)

Adresse *Anschrift*

Code postal & Localité *Postleitzahl & Ortschaft*

Pays *Land*

Numéro de téléphone *Telefonnummer*

E-mail

Profession *Beruf*

Féminin *Weiblich*

Masculin *Männlich*

Employeur / Arbeitgeber

Nom *Name*

Adresse *Anschrift*

Code postal & Localité *Postleitzahl & Ortschaft*

Pays *Land*

Numéro de téléphone *Telefonnummer*

Numéro de fax *Faxnummer*

Une dispense de service doit être sollicitée auprès de mon employeur.

Eine Freistellung vom Dienst muss bei meinem Arbeitgeber beantragt werden.

Je souhaite loger au CEFOS.

Ich möchte im CEFOS übernachten.

● Ma fonction au sein de la délégation du personnel/Meine Funktion in der Personalvertretung

Délégué effectif

Effektiver Delegierter

Délégué suppléant

Ersatzdelegierter

Contrat de travail *Arbeitsvertrag*

Temps plein *Vollzeit*

Temps partiel *Teilzeit*

Nombre d'heures prestées par jour *Arbeitsstunden pro Tag*

Je désire m'inscrire aux formations syndicales suivantes :

Ich möchte mich für folgende gewerkschaftliche Bildungskurse anmelden :

Nom de la formation *Bezeichnung des Seminars*

Date *Datum*

Réf *Ref*

Date *Datum*

Signature *Unterschrift*

Toute personne inscrite à une formation syndicale déclare accepter le présent règlement de participation et autorise l'OGBL à inscrire les données nominatives dans sa banque de données informatiques.

Jede Person, die sich für einen Kurs eingeschrieben hat, ist mit den gegenwärtigen Teilnahmebedingungen einverstanden und gestattet dem OGBL die persönlichen Daten in seine elektronische Datenbank einzutragen.

Merci de nous fournir l'ensemble de ces informations indispensables à la prise en compte de votre inscription et de renvoyer ce formulaire à OGBL/Département de la formation syndicale, 146, bld de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg ou par e-mail formations@ogbl.lu ou par fax au 26 49 69-433.

Wir bitten Sie uns das vollständig ausgefüllte Formular, das zur Bearbeitung Ihrer Anmeldung unerlässlich ist, an die Abteilung für Gewerkschaftliche Bildung des OGBL, 146, bld de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg zu senden, oder per E-mail an formations@ogbl.lu oder per Fax an die 26 49 69-433.

Calendrier Formation syndicale OGBL

juin à septembre 2014

Référence	Titre	Début	Fin	Langue	Lieu
OG 2014 7 011	TMS, lombalgies: comment prévenir les pathologies du vieillissement au travail?	16/06/2014	17/06/2014	Française	CEFOS
OG 2014 8 006	Gérer l'agressivité sur le lieu de travail	16/06/2014	17/06/2014	Française	CEFOS
OG 2014 8 002	Préparer, mener une réunion et faire le compte rendu	25/06/2014	25/06/2014	Française	CEFOS
OG 2014 4 007	Insérer et maintenir dans l'emploi des personnes handicapées	01/07/2014	01/07/2014	Française	CEFOS
OG 2014 7 004	Participer activement aux différents plans de prévention de l'entreprise (niveau 2)	02/07/2014	03/07/2014	Française	CEFOS
OG 2014 3 007	Le comité d'entreprise européen	04/07/2014	04/07/2014	Française	CEFOS
OG 2014 7 010	Stress, harcèlement, burnout: mettre en place un plan de prévention sur les risques psychosociaux en entreprise (niveau 2)	07/07/2014	07/07/2014	Luxbg	CEFOS
OG 2014 4 008	Négocier un plan de maintien dans l'emploi et un plan social	08/07/2014	09/07/2014	Française	CEFOS
OG 2014 5 004	Evolution des métiers et des compétences	09/07/2014	10/07/2014	Française	CEFOS
OG 2014 3 008	Le conseil d'administration (Corporate Governance)	10/07/2014	10/07/2014	Française	CEFOS
OG 2014 2 002	Recruter de nouveaux membres	15/09/2014	15/09/2014	Française	CEFOS
OG 2014 1 002	Savoir détecter les besoins en formation des équipes syndicales	16/09/2014	16/09/2014	Luxbg	CEFOS
OG 2014 6 001-1	Le contrat de travail 1 (conclusion, exécution, rupture) (date supp)	17/09/2014	17/09/2014	Française	CEFOS
OG 2014 8 011	Créer une publication d'entreprise ou une newsletter	18/09/2014	19/09/2014	Française	CSL
OG 2014 1 006	Accueil des nouveaux syndiqués	19/09/2014	19/09/2014	Luxbg	CEFOS
OG 2014 3 001	Savoir organiser une délégation du personnel	22/09/2014	23/09/2014	Luxbg	CEFOS
OG 2014 5 001	Analyser la situation financière de mon entreprise	23/09/2014	24/09/2014	Française	CEFOS
OG 2014 5 002	Découvrir les clés pour relier l'économique et le social	23/09/2014	24/09/2014	Française	CEFOS
OG 2014 3 002	Connaître son syndicat	24/09/2014	24/09/2014	Française	CEFOS
OG 2014 3 003	Être délégué syndical au quotidien	25/09/2014	26/09/2014	Luxbg	CEFOS
OG 2014 3 004	La représentation des salariés dans les entreprises du secteur privé	29/09/2014	29/09/2014	Française	CEFOS
OG 2014 3 005	Les conventions collectives	30/09/2014	30/09/2014	Luxbg	CEFOS

Gewerkschaftlicher Bildungskalender

Juni bis September 2014

Referenz	Titel	Anfang	Ende	Sprache	Ort
OG 2014 8 005	Steigerung der persönlichen Effizienz und des Selbstvertrauens	03/07/2014	04/07/2014	Deutsch	CEFOS

Avant-fêtes du 1^{er} mai



Section de Schifflange
26 avril 2014: fête au terrain Pétaboule



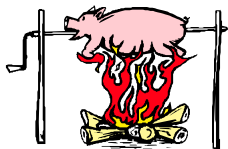
Section d'Esch/Alzette
28 avril 2014: dépôt d'une gerbe
au cimetière Saint-Joseph



Section de Belvaux
30 avril 2014: dépôt d'une gerbe devant
le monument aux morts

Fête d'été de la régionale Nord

Les sections appartenant à la régionale Nord invitent tous leurs membres ainsi que leurs familles à la fête d'été,



le dimanche 29 juin 2014
"op der Maartplatz"
à Clervaux

Déroulement de la journée:

- ◆ 10h45 ouverture de la fête
- ◆ 11h00 visite des différents musées
- ◆ 12h00 grillades avec garniture
- ◆ à partir de 14h00 musique: «Fade to Gray» et «Fadda's Family»



La section Clervaux/Hosingen organise cette fête et vous garantit le bien-être.

En espérant pouvoir vous accueillir nombreux, nous vous souhaitons déjà maintenant une agréable journée.

Prix de participation par personne tout compris à l'exception des boissons: 3.- €.

Les inscriptions doivent être faites jusqu'au **20 juin 2014** au plus tard avec le talon de réponse ci-dessous ou auprès d'un des membres du comité de ta section locale. Un bus sera organisé. Ci-après tu trouveras l'horaire du bus:

Bettborn op der Koop	<input type="checkbox"/>	9h00
Useldange Carrefour	<input type="checkbox"/>	9h05
Boevange Gare	<input type="checkbox"/>	9h10
Bissen Feu Rouge	<input type="checkbox"/>	9h15
Colmar-Berg A B C Magasin	<input type="checkbox"/>	9h20
Schieren Eglise	<input type="checkbox"/>	9h25
Ettelbruck St Anne	<input type="checkbox"/>	9h30
Ettelbruck Deichwiesen	<input type="checkbox"/>	9h35
Feulen Arrêt Pizzeria	<input type="checkbox"/>	9h40
Heiderscheid Police	<input type="checkbox"/>	9h50
Wiltz Clinique	<input type="checkbox"/>	10h00
Wiltz Lann	<input type="checkbox"/>	10h05
Winrange Station Q8	<input type="checkbox"/>	10h10
Clervaux	<input type="checkbox"/>	10h30

Diekirch Gare	<input type="checkbox"/>	9h30
Vianden Gare Bus	<input type="checkbox"/>	9h45
Hosingen Eglise	<input type="checkbox"/>	10h00
Marnach GB	<input type="checkbox"/>	10h05
Heinerscheid	<input type="checkbox"/>	10h10
Troisvierges Gare	<input type="checkbox"/>	10h15
Clervaux	<input type="checkbox"/>	10h30

Rückfahrt gegen 17.00 Uhr
le retour se fait vers 17h00

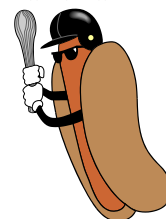
Bitte ankreuzen an welcher Haltestelle Sie einsteigen wollen.

Veillez préciser l'arrêt d'autobus souhaité en cochant la case.

Sommerfest der Regionale Norden

Die dem Regionalverband Norden angegliederten Sektionen laden hiermit alle ihre Mitglieder mit Familie zum diesjährigen Sommerfest ein,

am Sonntag, den 29. Juni 2014
"op der Maartplatz"
in Clerf



Tagesablauf:

- ◆ 10.45 Uhr Festeröffnung mit Fassanstech
- ◆ 11.00 Uhr Besichtigung der verschiedenen Museen
- ◆ 12.00 Uhr Grillspezialitäten mit Zulage
- ◆ ab 14 Uhr Musikunterhaltung mit „Fade to Gray“ und Auftritt der „Fadda's Family“

Es lädt die Sektion Clerf-Hosingen ein, für das leibliche Wohl ist bestens gesorgt. Wir hoffen, daß dieses Angebot Ihnen zusagt und wir Sie zahlreich begrüßen können.

Teilnehmerpreis alles inbegriffen mit Ausnahme der Getränke: 3.- €

Anmeldungen werden bis spätestens den **20. Juni 2014** mit dem unten abzutrennenden Anmeldeschein angenommen, oder sich melden bei einem der Vorstandsmitglieder der jeweiligen Sektion. Ein Bus wird interessierte Teilnehmer abholen. Untenstehend finden Sie die Abfahrtszeiten der Busse. Auch die Grenzgängersektion wird einen Busdienstorganisieren.

Bitte melden Sie sich bei der Sektion, die ihnen die genauen Abfahrtszeiten und -orte mitteilen wird.



✂-----
die (der) Unterzeichnete / le (la) soussigné(e) _____

wohnhaft (demeurant) _____

nimmt teil / participe ich werde begleitet von _____ Person(en) im Total _____ Personen

je serai accompagné de _____ personne(s) en tout _____ personnes

Hin- / Rückfahrt mit dem Bus Aller / Retour en bus

P.S. Aus organisatorischen Gründen bitten wir Dich, uns den Teilnahmeschein bis zum 20.06.2014

Signature _____



JOB INFO DAY

ROCK YOUR FUTURE

Infoen zu Schoul a Beruffer

fir Jonker vu 16 - 26 Joer

@ Youthhostel Remerschen

31, Wäistrooss

4. Juli 2014 ab 17.30

JOB INFO DAY

Keng Léierplatz? Keen Job? Schoul fortsetzen?

Perséinlech Kontakter zu Servicer wéi:

- ADEM Agence pour le développement de l'emploi
- ALJ Action locale pour jeunes
- CPOS Centre de psychologie et d'orientation scolaires
- SNJ Service National de la Jeunesse
- OGB-L Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzeburg

Fir weider Infoen: OGB-L Munneref-Duelem

Disma Cum tél: 23664410 / cummail@internet.lu

ROCK YOUR FUTURE

Concert

ab 18:30 bis 22:00

vu folgend Museksgruppen

All the Way Down

Thoughts of the 4

Tuys

Weakonstruktion



UN PROJET DE LA



OGBL Bureau Bascharage

Nouvelles permanences à partir du 1^{er} juin 2014

Lundi: 19.00 hrs - 21.00 hrs

Mercredi: 19.00 hrs - 21.00 hrs

Haustürverkauf genehmigt, welche Rechte haben Sie?



Zum 26. April 2014 tritt das Gesetz vom 2. April 2014 über die Änderung des Verbraucherschutzgesetzes in Kraft.

Dieses Gesetz ist bedeutsam, weil es bestimmte Regelungen des genannten Gesetzes ändert, aber auch das geänderte Gesetz vom 16. Juli 1987 über Haustürgeschäfte, Straßenverkauf, Ausstellung der Ware und Absatzförderung außer Kraft setzt.

Mit anderen Worten: Ab diesem Samstag wird der Haustürverkauf, auch Haustürgeschäfte genannt, erlaubt sein.

Verkäufer, die Ihnen Waren verkaufen oder Dienstleistungen anbieten wollen, indem sie an Ihrer Tür klingeln, haben somit nun das Recht dazu.

Die ULC möchte den Verbrauchern bereits jetzt einige Ratschläge zum Verhalten für den Fall geben, dass Sie einem solchen Verkäufer gegenüberstehen bzw. von diesem angesprochen werden.

Dabei gibt es zwei mögliche Fälle:

1. Fall:

Wenn Sie auf keinen Fall möchten, dass ein Verkäufer an Ihrer Tür klingelt, müssen Sie Ihre Ablehnung in diesem Sinne deutlich zeigen, indem Sie sichtbar an Ihrer Eingangstür einen Aufkleber oder ein Schild z.B. mit der Aufschrift «Kee Colportage», «Vente de porte à porte - non merci» oder «Keine Haustürgeschäfte» anbringen.

Das Gesetz hat den Verbrauchern freie Wahl im Hinblick auf die Angabe des Hinweises gelassen, mit dem sie Ihre Ablehnung zum Ausdruck bringen wollen.

Die ULC gibt bekannt, dass sie den Verbrauchern Aufkleber mit dem Vermerk «Colportage - Nee Merci» (Haustürgeschäfte - nein danke) zur Verfügung stellt. Diese sind auf Anfrage kostenlos an der Rezeption der ULC erhältlich.

Sollte trotz Ihrer Ablehnung der gewerbsmäßige Verkäufer beharrlich sein und Sie überzeugen, einen Vertrag über den Verkauf von Waren oder eine Dienstleistung zu unterzeichnen, dann haben Sie das Recht, die Nichtigkeit des von Ihnen unterzeichneten Vertrags einzuklagen.

Der Verkäufer muss mit einem Bußgeld in Höhe von 251 € bis 120.000 € sowie mit der Konfiszierung seiner Waren und seines Fahrzeugs rechnen.

2. Fall:

Wenn Sie keinen Aufkleber an Ihrer Eingangstür oder Ihrer Klingel angebracht haben, erklären Sie sich damit einverstanden, dass der Verkäufer an Ihrer Wohnstätte klingelt.

Falls Sie den Verkäufer hereingelassen haben, jedoch feststellen, dass Sie an dessen Angeboten nicht interessiert sind, dann können Sie ihn auffordern, zu gehen.

Sollte dieser hartnäckig sein und Sie dazu überreden oder gar nötigen wollen, sein Produkt zu kaufen, können sie gerichtlich die Nichtigkeit des zwischen beiden Seiten unterzeichneten Vertrags feststellen lassen sowie die Rückerstattung der von Ihnen eventuell bereits gezahlten Summe erwirken.

Gleichwohl obliegt es dem Verbraucher, den Beweis dafür zu erbringen, dass er den Verkäufer aufgefordert hat, die Wohnung zu verlassen. Dies kann auf jede Weise erfolgen, darunter auch durch Zeugenbeweis.

Für den Fall, dass Sie mit diesem Verkäufer einen Vertrag aus freien Stücken abschließen, haben Sie immer noch ein Widerrufsrecht von 14 Kalendertagen, d.h. entweder ab Vertragsabschluss bei Dienstleistungsverträgen oder ab Lieferung der Ware, um vom Verkauf zurückzutreten.

Sie brauchen Ihre Entscheidung für den Rücktritt vom Vertrag nicht zu begründen.

Lëtzebuurger Konsumenteschutz
Tel. 496022-1

GROUSSST FËSCHFEST

plus  2014

14. an 15.
JUNI 2014

**Zu Hielem beim
Centre Culturel**

“FÊTE DE POISSONS”
le 14 et 15 juin 2014
au Centre Culturel à Helmdange

“FESTA DO PEIXE”
que terá lugar no Sábado dia 14 et
Domingo, dia 15 de Junho 2014

IESSEN:
Menü - Gebakene Fësch mat Fritten an Zalot,
Fësch gebakene Fësch, Fritten, Grillwurscht,
Kaffi, Taart a Glace.

De Verkauf vun de Fësch ass Samschdes-
Owes vun 18.00 Auer a Sonndes vun
11.00 Auer un.

GEDRENKS:
Ee Pättche vun der Musel, Béier vum Faass
an aneres...

DEMYSCHANDELER
rezeçion a wuertstücker

22 Rue de la Poste L-6291 Kerpelt - L-1218 ROUSSE - www.demyschandelers.lu
Tel. 30 24 63 - Fax 30 24 64

Sonndes gëtt et en 2^{en} Menü - nëmmen op Umeldung bis den 11.06.2014
Fonck Johnny: Tél 691 524 828 - Loser Marco: Tél 621 229 213 - Kemp Roby: Tél/Fax 33 90 31 (Mail: psycho@pt.lu)

FIERKEL UM SPIESS, GEBOTSCHE GROMPEREN
ORGANISATIION: DGB-L Lorentzweiler **AN ZALOT: 17.- €**

russische Zaren- tochter	▽	german. Blas- instru- ment	Christus- mono- gramm	Dampf, Qualm, Dunst	▽	Titel- figur bei Brecht (Arturo)	Staat in Ost- europa	▽	Erb- träger	US-kan- discher Grenz- see	Roman- figur bei Kleist	▽	4	▽	US-Nor- mungs- institut (Abk.)
Beweis der Ab- wesen- heit	▷					Pfeffer- schote	▷								
Darm- epidemie	▷					Fremd- wortteil: nicht	▷		Geliebte des Zeus		Fußball- bundes- ligist (Abk.)	▷			
▷						Fahr- zeug	▷	Vorname der Palmer	▷						stark wün- schen
Indivi- duum, Mensch			äußer- lich verletzt			süßer Brot- aufstrich	▷				japan. Feld- herren- titel	▷		poetisch: flaches Wiesen- gelände	▽
Jahres- tag- angabe		Tuch her- stellen	▷					5	kleines Kokos- stück		Fluss durch das Saarland	▷			
▷						1	Wasser- tiefe messen		Sitz der Stadt- verwal- tung	▷				7	
kleine Tasche für Geld	▷	austra- lische Lauf- vögel	Finte, Trick			tibeta- nischer Mönch	▷			internat- ionales Notruf- zeichen	▷			buddh. Schrift- sprache	▷
▷											Fluss durch Gerona (Span.)	▷		Säure- gehalt- wert	▷
Kamin- schwärze			Höhen- zug im Weser- bergland	▷					Stadt in Kali- fornien (Abk.)		bunter Tropen- vogel	▷			2
▷						ausge- sucht, exquisit	▷							9	männ- licher franz. Artikel
ein Märchen	▷														getrof- fener Kegel

DEKE 1512-0205

1	2	3	4	5	6	7	8	9
---	---	---	---	---	---	---	---	---



04/14 - Lösungswort:
EIERFARBE

J. M. Teixeira Ribeiro, Echternach 1. Preis
Alfred Candels, Daleiden (D) 2. Preis

8 Erreurs / Fehler
solution / Auflösung
04/2014



Teilnahmeberechtigt sind alle Mitglieder mit Aus-
nahme des OGBl-Personals.

Schreiben Sie das Lösungswort auf eine Postkarte
und schicken Sie diese bis zum 25. Juni 2014 an
folgende Adresse:

OGBl Communication et Presse
B.P. 2031 L-1020 Luxembourg

Liegen mehr richtige Einsendungen vor als Preise
zu vergeben sind, so entscheidet das Los. Der
Rechtsweg ist ausgeschlossen.

Auflösung und Namen der zwei Gewinner veröffent-
lichen wir in der nächsten Nummer.

Die Preise müssen innerhalb eines Monats nach
Veröffentlichung der Namen der Gewinner im
Aktuell beim OGBl Düdelingen (31, avenue G.-D.
Charlotte) abgeholt werden. Zwecks Vereinbarung
eines Termins, bitte die Tel.-Nr. 51 50 05-555
anrufen.

Zu gewinnen sind:

1. Preis: 1 PC-Rucksack
2. Preis: 1 Radiowecker

OGBL | Constructeur d'avenir.



L'OGBL représente les intérêts des salariés de tous les secteurs.

L'OGBL s'engage pour le maintien de l'indexation de vos salaires et pensions, pour une sécurité sociale de qualité, pour la défense de vos salaires et conditions de travail.



OGBL

www.ogbl.lu | www.facebook.com/ogbl.lu